

Université François-Rabelais Tours
Ecole doctorale Sciences de l'Homme et de la Société

D.E.A. Villes et Territoires – Mention Aménagement

Mémoire de recherche
Présenté par Pauline MARTON

**L'influence de la symbolique dans la réutilisation des
hauts-lieux**

**La symbolique des édifices religieux influe-t-elle sur
l'acceptabilité de leur réutilisation ?**

Année 2003-2004

Membres du jury :

Denis MARTOUZET, Professeur des Universités, Aménagement de l'espace et Urbanisme
Philippe MATHIS, Professeur des Universités, Aménagement de l'espace et Urbanisme

Ville, Société et Territoire

Maison des Sciences de l'Homme " Villes et Territoires "

UNIV. TOURS POLYTECH. DA



D 251 010561 3

Remerciements

Je tiens à remercier D. Martouzet et P. Mathis, mes co-directeurs de recherche, pour leurs précieux conseils, leurs apports méthodologiques et leurs explications claires et précises, qu'ils m'ont apportés tout au long de ce travail de recherche.

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui ont accepté de répondre à mes questionnaires et à mes entretiens, et qui ont bien voulu me consacrer de leur temps.



SOMMAIRE

Remerciements

Introduction.....	2
Remarques préliminaires	6

Partie I : Le cadre du sujet de recherche : la réutilisation, les lieux symboliques et les édifices religieux..... 8

I. La réutilisation des édifices	10
1.1. Historique : de la réutilisation spontanée à la réutilisation réfléchie.....	10
1.2. La réutilisation et les tendances idéologiques qui lui sont liées	16
1.3. La réutilisation des monuments aujourd'hui, pourquoi ?	21
 II. Les hauts-lieux : des lieux symboliquement forts et porteurs de valeurs	28
2.1. La caractère symbolique des hauts-lieux.....	28
2.2. Les hauts-lieux : un corpus de valeurs en interaction entre elles et avec la symbolique.....	31
 III. Les édifices religieux.....	42
3.1. Quels sont-ils ?	42
3.2. Combien sont-ils ?	47
3.3. Quelle logique d'implantation ont-ils respectée ?	48
3.4. Quelles législations les régissent ?	49

Partie II : Les réutilisations des édifices religieux désaffectés et leur acceptabilité 55

I. Méthodologie du travail de recherche.....	57
1.1. Les lectures	57
1.2. Les questionnaires.....	57

1.3.	Les entretiens téléphoniques	61
1.4.	La rencontre de professionnels	62
1.5.	Les visites d'édifices réutilisés	62
II.	Etat des lieux des réutilisations des édifices désaffectés	64
2.1.	Les réutilisations possibles pour les édifices religieux désaffectés	64
2.2.	Les réutilisations et leur acceptabilité, aujourd'hui ?	69
III.	Les facteurs explicatifs de l'acceptation d'une réutilisation	73
3.1.	Les éléments factuels influant sur l'acceptabilité	73
3.2.	Les éléments plus abstraits influant sur l'acceptabilité	79
3.3.	Explication de réutilisations respectueuses d'un édifice religieux	85
	Chapitre d'ouverture	96
	A /Connaître l'édifice	96
	B/ Prendre en compte l'avis de la population	98
	C/ Raconter l'histoire du bâtiment	99
	D/ Unité du projet	100
	E/ Réversibilité et qualité	100
	F/ Allier ancien et nouveau : ne pas figer le passé	102
	Conclusion	104
	Bibliographie	106
	Table des illustrations	111
	Table des matières	112
	ANNEXES	116

« Les pierres ne sont-elles pas des livres ? écrivait Viollet-le-Duc¹ à sa femme. J'y vois le travail de l'outil, de l'ouvrier, du maître. Comme en une lanterne magique passent devant mes yeux l'étonnement des badauds devant l'œuvre achevée, les critiques, les ravages du temps, la joie de l'architecte, ses rêves de gloire, l'ingratitude, l'oubli, la misère, la foule qui passe insouciant, les démolisseurs de tous les âges, leurs oublis si précieux pour nous. Il y a dans tout cela mille poèmes, mille romans. »

¹ Citation extraite de l'ouvrage suivant : Pierre de Lagarde, 1979, La mémoire des pierres, Paris, 332p.

INTRODUCTION

Au cours de l'histoire, les hommes ont bien souvent reconverti d'anciens bâtiments dont l'usage était devenu désuet et cela de manière spontanée. Grâce à ces transformations successives, les paysages sont aujourd'hui riches d'architectures majeures ou mineures, nées de l'existant. La réutilisation, action de donner une nouvelle fonction à un bâtiment, touche tous les types de bâtiments.

Elle concerne donc aussi ce que nous entendrons dans cette recherche par haut-lieu, à savoir, dans le cas de la réutilisation, un monument (dans un autre contexte, nous aurions pu considérer un nom, une ville, un espace naturel, ...) connu comme lieu singulier, associé à un mérite ou une action particuliers (faits d'arme, lieu de pouvoir, lieu de création, lieu de l'imaginaire, lieu de culte,...). Le haut-lieu est un monument important, remarquable de par ses anciennes fonctions et son histoire ; il représente un centre sur un espace géographique et/ou pour une population. Le haut-lieu, « endroit où le ciel touche la terre » selon R. Caillois² est symbolique ; il exprime symboliquement, au travers de ses représentations et de ses usages, un système de valeurs collectives. La question qui nous intéresse ici et dont va découler toute la suite du raisonnement est celle-ci : existe-t-il des usages inacceptables pour certains types de bâtiments, plus précisément, pour les hauts-lieux, lieux symboliquement forts ?

La réussite d'un projet de réutilisation dépend, dans tous les cas, de la qualité architecturale ; elle dépend en outre de son acceptation par ceux qui ont à le vivre. Dans notre recherche, nous nous plaçons avant la réalisation du projet ; nous parlerons donc d'acceptabilité. En effet, il est plus enrichissant pour nous de savoir avant de réaliser un projet si la réutilisation sera a priori acceptée et pourquoi, plutôt que de savoir, une fois la réalisation terminée, pourquoi elle n'est pas acceptée. Notre question générale est donc celle-ci : le caractère fort des hauts-lieux, leur symbolique influe-t-elle sur l'acceptabilité de la réutilisation que peut envisager l'aménageur-urbaniste ? Le thème général de cette recherche est bien la rencontre du symbolique et du fonctionnel lors de la réutilisation des hauts-lieux.

Nous avons pris le parti de traiter ce point sous l'angle d'un type particulier de hauts-lieux, les édifices religieux. Ce choix nous a paru judicieux pour essayer de comprendre la

² Cité dans l'ouvrage rédigé sous la direction d'André Micoud, Des hauts-lieux, la construction sociale de l'exemplarité, CNRS, Paris, 133p., 1991

manière dont influe la symbolique d'un lieu sur l'acceptabilité de sa réutilisation, et ce pour différentes raisons. Tout d'abord, car les édifices religieux sont indiscutablement des lieux symboliquement forts dans notre pays ; le territoire français est solidement marqué par ces constructions. Ensuite, car les édifices religieux risquent d'être de plus en plus confrontés à la réutilisation, en réponse à différents phénomènes (évolution démographique, tendance à la baisse des pratiquants et du clergé, engouement pour le patrimoine et élargissement des édifices protégés).

Nous ne considérerons, dans ce travail, que les édifices religieux catholiques car cette religion apparaît comme une des plus anciennement implantée en France, de par ses croyances et ses rites, et c'est elle qui a laissé le plus de traces visibles. Nous nous limiterons également aux édifices désaffectés car, en droit, les édifices affectés ne peuvent avoir d'autres fonctions que la fonction cultuelle.

La problématique à laquelle nous nous attachons à travers le cas des édifices religieux désaffectés est la suivante : la réutilisation des hauts-lieux est un phénomène qui, vraisemblablement, va se développer de plus en plus face à un patrimoine grandissant, qui ne peut être conservé dans sa totalité si une partie au moins n'est pas réutilisée. La prise en compte ou non de la symbolique de ces hauts-lieux influe-t-elle sur l'acceptabilité de la réutilisation de l'édifice envisagée par l'aménageur-urbaniste ?

Quelle émancipation a l'aménageur-urbaniste par rapport à la fonction première, quelle marge de manœuvre a-t-il pour faire entrer ces édifices dans le courant de la vie présente ? Que peut-il se permettre ? Qu'est-ce qui sera le plus facilement accepté ?

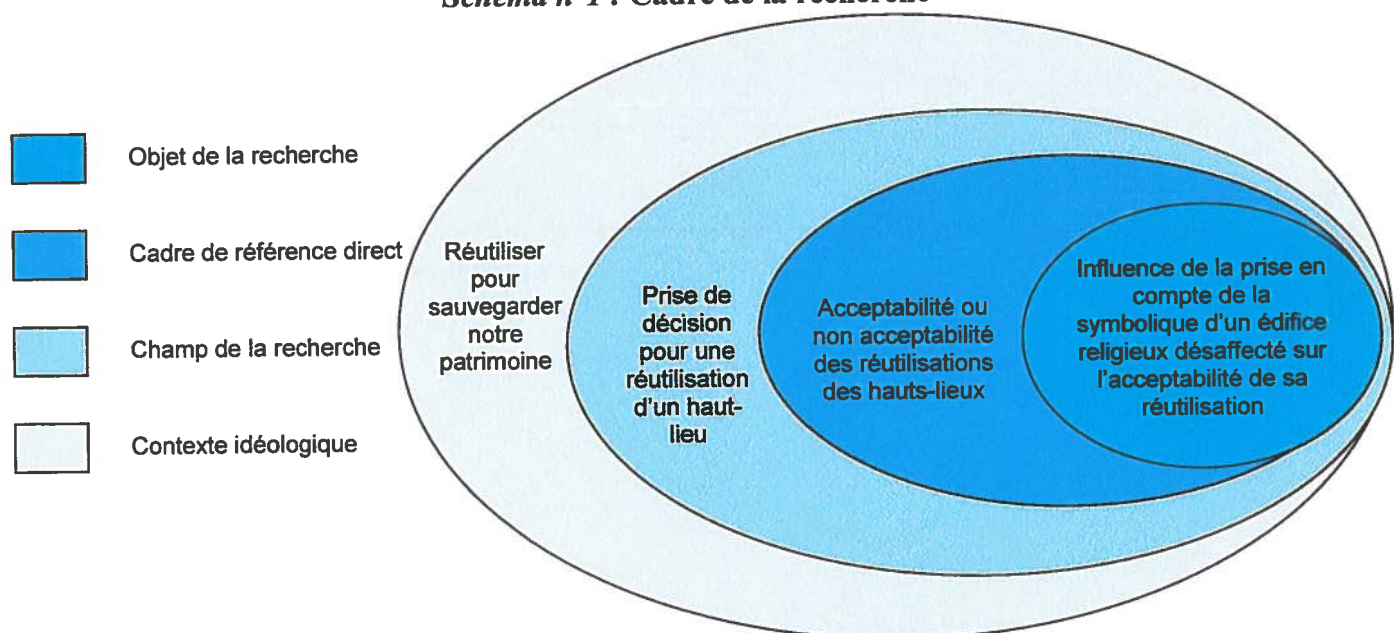
Nous tenons à préciser que c'est bien sous l'angle de la symbolique des hauts-lieux et non sous l'angle des possibilités architecturales que nous traitons ce sujet. Certes lorsque nous parlons de l'acceptabilité d'une réutilisation, nous parlons à la fois de l'acceptabilité de l'usage et de celle des aménagements (d'un point de vue architectural). Mais, dans le cadre de cette recherche, le côté architectural de la réutilisation, s'il est abordé, ne le sera que pour enrichir la réflexion sur l'influence de la symbolique lors de la réutilisation, étant entendu que ces deux facettes ne peuvent pas être radicalement séparées. Nous distinguons les problèmes symboliques des problèmes architecturaux et de leurs conséquences sur le bâtiment. Le point que nous traitons dans ce travail de recherche est l'acceptabilité du nouvel usage donné à l'édifice.

L'hypothèse à partir de laquelle nous travaillons est celle-ci : la symbolique d'un haut-lieu et, dans le cas présent, des édifices religieux désaffectés influe sur l'acceptabilité de la réutilisation du bâtiment proposée par l'aménageur-urbaniste. Ce dernier doit prendre en compte la symbolique d'un haut-lieu, laissée par sa fonction première, pour que la réutilisation soit socialement acceptée. Autrement dit, l'acceptabilité sociale réduit le champ des possibilités de réutilisation dans le cas des hauts-lieux, à cause de la symbolique qu'ils véhiculent.

Ce sujet sera traité en deux temps. Nous poserons, dans un premier temps, le cadre précis de cette recherche en nous attardant sur la réutilisation, puis la symbolique des hauts-lieux pour enfin présenter les édifices religieux, type de hauts-lieux sur lesquels nous avons décidé de travailler. Dans un second temps, nous étudierons les réutilisations des édifices religieux désaffectés en exposant le panel des réutilisations déjà vues puis en précisant celles qui sont aujourd'hui les plus fréquentes. Cela nous permettra ensuite d'avancer les facteurs influant sur l'acceptabilité de ces réutilisations et de proposer, en ouverture conclusive, quelques éléments permettant de mieux prendre en compte la symbolique d'un lieu lors de sa réutilisation.

Rappelons, avec le schéma suivant³ que notre objet de recherche se concentre sur l'influence de la symbolique d'un édifice religieux désaffecté sur l'acceptabilité de sa réutilisation. Ce dernier s'inscrit dans un cadre plus vaste que nous avons représenté dans le schéma ci-dessous par une série de niveaux emboîtés ; plus nous nous orientons vers l'extérieur, plus nous nous éloignons du cœur du sujet.

Schéma n°1 : Cadre de la recherche



³ Ce schéma, comme l'ensemble des autres schémas de ce travail de recherche, est de l'ordre de l'illustration ; il est une façon d'exposer le cadre de notre recherche et qui pourrait être réalisé d'une toute autre manière aussi subjective et prêtant autant à caution.

L'objet de cette recherche a été peu traité jusqu'à présent. Un certain nombre d'ouvrages ont déjà été écrits sur la réutilisation mais ce sont des ouvrages d'architectes qui n'abordent que rapidement le caractère symbolique des lieux sans le traiter. Un ouvrage intéressant a été réalisé par Bernadette Duboscq et Pierre Moulinier⁴ traitant de l'état et de l'utilisation des édifices religieux ; une petite partie est consacrée à la réutilisation des édifices religieux mais cette réutilisation concerne plutôt une utilisation culturelle, en parallèle de la fonction culturelle de l'édifice. Un second ouvrage s'est avéré très intéressant pour cette recherche, les Actes du Colloque d'Avignon de 1977 qui s'intitulait "Utiliser les Monuments Historiques."⁵

⁴ B. Duboscq et P. Moulinier, 1987, Eglises, chapelles et temples de France : un bien commun familial et menacé, Paris, Ministère de la culture et de la communication, direction de l'administration générale et de l'environnement culturelle (Département des études et de perspectives), Documentation Française, 118p.

⁵ Actes du colloque d'Avignon organisé par le Conseil International des Monuments et des Sites en 1977, mai 1978, Monuments Historiques « Utiliser les Monuments Historiques », 94p.

Remarques préliminaires

Nous entendrons les mots ci-dessous quand cela ne sera pas précisé au sens suivant :

Réutilisation :

C'est l'action de donner une nouvelle fonction à un bâtiment.

Acceptabilité :

Elle traduit le degré d'acceptation potentielle d'un ouvrage par une population ; le contraire de l'acceptation est le refus. L'acceptabilité se situe avant la réalisation de l'ouvrage, tandis que l'acceptation se situe après. L'acceptation est un moyen de mesurer *a posteriori* l'acceptabilité.

Patrimoine :

Il est généralement défini comme l'ensemble des biens transmis par des ascendants que les héritiers, groupe ou individu, doivent à leur tour transmettre à leurs descendants.

Pour J-M. Leniaud⁶ : « C'est l'ensemble des biens qu'une génération veut transmettre aux suivantes parce qu'elle estime que cet ensemble constitue le talisman qui permet à l'homme et au groupe social, qu'il soit famille, nation ou tout autre groupe, de comprendre le temps dans ses trois dimensions. »

Pour P. Nora⁷, le patrimoine, « c'est ce qui est encore visible d'un monde qui nous est devenu invisible ».

D'une manière plus générale, nous entendrons le patrimoine comme tout ce qui participe à la mémoire collective d'un groupe.

Monument :

Pour Alois Riegl⁸ : « Par monument, au sens le plus ancien et véritablement originel du terme, on entend une œuvre créée de la main de l'homme et édifiée dans le but précis de conserver toujours présent et vivant dans la conscience des générations futures le souvenir de telle action ou telle destinée (ou des combinaisons de l'une et de l'autre). »

Pour Odon Vallet cité dans L'abus monumental⁹ : le terme de monument vient du latin *monumentum* qui désignait un monument commémoratif doté d'une épitaphe ; issu du verbe

⁶ in J-M Leniaud, 1992, L'utopie française : essai sur le patrimoine, Mengès, 180p.

⁷ in Sous la direction de Pierre Nora, 1986, la Les lieux de mémoire *La République La Nation Les France*, Paris, Gallimard, p.1429 à p.1643

⁸ in Alois Riegl, 1984, Le culte moderne des monuments : son essence et sa genèse, Paris, Le Seuil, 122p.

⁹ Debray Régis, 1999, L'abus monumental, Paris, Fayard, 439p.

monere qui a deux sens différents : l'un tourné vers le passé, avec l'idée d'une intention sollicitée et l'autre, dirigé vers l'avenir, qui constitue un avertissement pour les générations futures.

Ainsi, au sens où nous l'entendons, le monument, par sa valeur commémorative, témoin du passé et élément de mémoire, fait partie de ce que nous définissons sous le terme de patrimoine. Un monument est un élément du patrimoine bâti.

Lieu :

La caractérisation d'un espace comme lieu est le résultat d'une construction. « Un véritable lieu n'existe pleinement qu'en tant qu'il possède une portée sociale, en termes de pratiques comme de représentations, qu'il s'inscrit comme objet identifiable, et éventuellement identificatoire, dans un fonctionnement collectif, qu'il est chargé de valeurs communes dans lesquelles peuvent potentiellement se reconnaître les individus. » (M. Lussault)¹⁰

Hauts-lieux :

Nous nous intéressons, dans ce travail, qu'au haut-lieu bâti et pas aux autres facettes que ce terme peut avoir. Comme nous l'avons déjà précisé en introduction ; nous définissons le haut-lieu ainsi : un lieu connu comme lieu singulier associé à un mérite ou une action particuliers (faits d'armes, lieu de création, lieu de pouvoir, lieu de l'imaginaire, lieu de culte, lieu appartenant au trésor de l'humanité), qui exprime symboliquement, au travers de ses représentations et de ses usages, un système de valeurs collectives.

La définition que nous donnons au haut-lieu est très proche de celle du monument. La légère différence que nous pouvons établir entre ces deux notions est la charge symbolique qui est véhiculée par l'un et par l'autre. Lorsque nous parlons de haut-lieu la charge symbolique est encore plus forte.

Fonction et usage :

La fonction est ce pour quoi un objet est prévu au départ ; l'usage est ce pour quoi nous l'utilisons. Ainsi, une église a une fonction religieuse mais peut avoir un usage touristique. Nous créons un bâtiment en lui assignant une fonction ; le projet est réussi quand l'usage qui est fait du bâtiment est en adéquation avec sa fonction. Nous donnons une fonction à un édifice ; nous ne pouvons pas lui donner une fonction. Par contre, nous espérons que l'usage fait par les utilisateurs de l'édifice correspondra à sa fonction.

¹⁰ in Sous la direction de Jacques Lévy et de Michel Lussault, 2003, Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, Belin, 1034 p.

PARTIE 1 :

**LE CADRE DU SUJET DE
RECHERCHE :**

**LA REUTILISATION, LES LIEUX
SYMBOLIQUES ET LES EDIFICES
RELIGIEUX**

Cette première partie du travail nous permet de dresser le cadre général de notre recherche afin de mieux appréhender la seconde partie qui sera le cœur de notre recherche. Un travail de définition des termes et d'appréhension du cadre général dans lequel ce travail est réalisé est indispensable pour une réflexion juste et compréhensible par la suite.

Ainsi allons-nous, dans un premier temps, rappeler ce qu'est la réutilisation et comment la pratique de celle-ci a évolué au cours du temps pour aujourd'hui apparaître comme une pratique satisfaisante et répondant à différentes contraintes. Ensuite, nous expliquerons en quoi les hauts-lieux sont des lieux symboliquement forts pour enfin terminer sur une présentation générale des édifices religieux.

Volontairement, nous ne traiterons pas, car ne concernant pas notre sujet de manière directe, des choix architecturaux que peuvent poser les réutilisations notamment lors des restaurations des édifices, ni du cadre législatif régissant les édifices classés ou inscrits aux Monuments Historiques (cadre législatif qu'il aurait été intéressant de développer si nous nous étions attachés au côté architectural de la réutilisation).

I. LA REUTILISATION DES EDIFICES

Réutiliser veut dire requalifier des édifices qui ont perdu leur fonction première, leur redonner une seconde vie par une nouvelle fonction. Nous pouvons ainsi considérer la réutilisation comme un système né de la confrontation entre une image résiduelle survivant à une fonction abandonnée et une nouvelle image née d'une nouvelle fonction.

Afin de replacer ce sujet de recherche dans son cadre conceptuel, nous présenterons d'abord un rapide historique des pratiques de la réutilisation, pratiques qui ont évolué en même temps que la notion de patrimoine s'imposait à notre société ; nous exposerons ensuite les grands courants idéologiques qui sous-tendent ces pratiques pour enfin montrer pourquoi la réutilisation a cours aujourd'hui.

1.1. Historique : de la réutilisation spontanée à la réutilisation réfléchie

La réutilisation est un processus multiséculaire. Les historiens ont montré comment, depuis ses origines, l'histoire de l'architecture n'a été qu'un long processus de création, d'obsolescence, de transformation, de recréation, où l'innovation trouvait sa place dans un patrimoine modifié, dans un dialogue entre ancien et moderne, réactualisé suivant l'évolution des doctrines sur la ville. Ce dialogue avec l'acquis se fait par un palimpseste continu de la ville, l'histoire étant le socle de la création à partir duquel nous projetons et construisons.

Le rapide historique des pratiques de réutilisation qui suit permet de situer et de comprendre la pratique actuelle, à la lumière des longs siècles de pratiques anciennes et des attitudes diverses qui s'y sont succédées. Nous pouvons d'ailleurs remarquer que l'histoire de la réutilisation témoigne de l'évolution des attitudes face au patrimoine architectural et s'est faite en parallèle de la reconnaissance de plus en plus grande de ce terme.

Pour ce rappel historique, nous nous appuyons sur le découpage chronologique exposé dans l'ouvrage Réutiliser le patrimoine architectural¹¹ et sur L'Allégorie du patrimoine¹². Le premier de ces ouvrages trace un rapide historique de la réutilisation après avoir exposé des cas

¹¹ F.Arnaud et X.Fabre, 1978, Réutiliser le patrimoine architectural, Paris Ministère de la Culture Direction de l'Architecture, A.R.U.A. , Ministère de la Culture Direction du Patrimoine et Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, 2 vol de 95p., CNMHS

¹² Françoise Choay, 1996, L'allégorie du patrimoine, Paris, Le Seuil, Collection La couleur des idées, 275p.

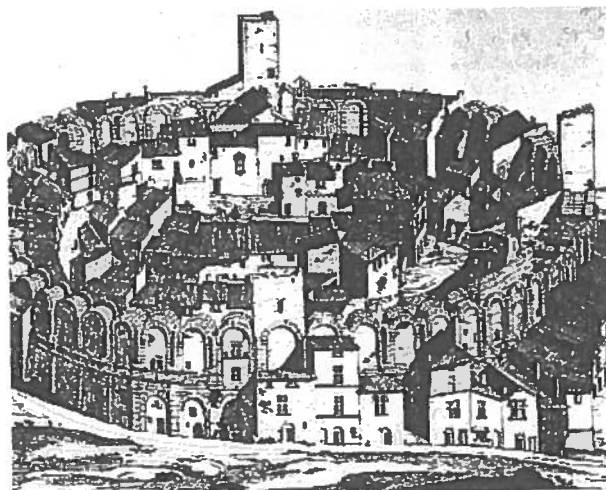
de réutilisation ; le second apporte une réflexion générale sur l'évolution du mot patrimoine au cours du temps.

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire de la réutilisation mais d'utiliser l'histoire pour voir les grandes attitudes qui s'y sont succédées vis-à-vis de la réutilisation. Il s'agit là d'un survol nécessairement schématique ; il est donc bien entendu difficile de généraliser tout ce qui est dit ci-après, étant donnée l'ampleur des périodes retenues.

1.1.1. L'occupation spontanée au Moyen-Age

Au Moyen-Age, le développement des villes s'est effectué sur les ruines des cités romaines. Le Moyen-Age a pratiqué avec intrépidité une réutilisation spontanée et utilitaire. Lieux, tracés et monuments anciens ont été utilisés pour former le nouveau cadre urbain. Témoins entre bien d'autres, les arènes d'Arles qui sont transformées en citadelle, leurs arcades fermées, un quartier d'habitation construit sur leurs gradins et une église édifiée en leur centre, et, l'arc de triomphe d'Orange qui se hérissé en tour défensive. Les arènes, les forums, les champs de courses, ... se sont transformés en place et en îlots de la ville du Moyen-Age. Une occupation spontanée des anciens monuments s'est faite sans égard pour leur conservation mais a simplement exploité leur capacité spatiale à définir les maisons et les villes. C'est ainsi aussi que certains temples païens sont transformés en églises. Des constructions publiques ou funéraires sont « militarisées » : à Senlis, Tours, Trêves et Arles, les arènes gallo-romaines pour les jeux de gladiateurs sont reliées à l'enceinte médiévale, crénelées, munies de tours, et servent de bastion inexpugnable. Le respect du passé et la notion de patrimoine n'existaient que dans la mesure où ils pouvaient être utiles au développement des cités.

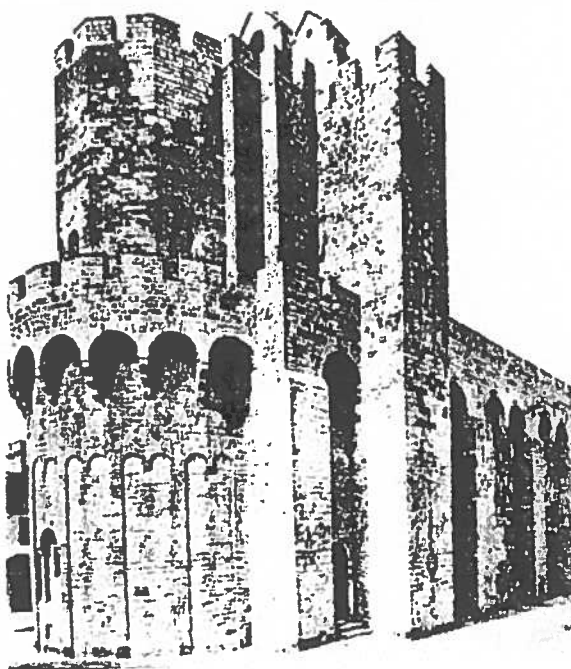
Photo n°1 : Les arènes d'Arles réutilisées au Moyen-Age



1.1.2. L'intégration savante à la Renaissance

Les transformations sociales de la Renaissance se traduisent par une réorganisation de la ville médiévale (création de places et de jardins, adaptation des châteaux, reconstruction des églises, ...) tandis que les vestiges de l'antiquité deviennent les premiers éléments d'un patrimoine à conserver et à imiter. Les œuvres antiques fascinent par leurs dimensions, par le raffinement et la maîtrise de leur exécution, par la richesse de leurs matériaux. Cette admiration de l'antique s'est d'ailleurs illustrée en littérature par le mouvement parnassien. Il s'agit davantage d'adapter les édifices romans et gothiques au nouveau mode de vie que d'en changer l'usage. Par exemple, de nombreuses églises sont pourvues de moyens de défense ; cette adaptation est notamment due aux brigandages de la guerre de Cent ans qui poussent les paysans à se mettre à l'abri à la hâte dans l'église du village. C'est dans cette logique, qu'au XIV^{ème} l'église des Saintes-Maries-de-la-Mer en Camargue, édifice roman de 1144, est ceinturée d'un chemin de ronde sur mâchicoulis avec une tour-donjon sur la chapelle haute. Déjà des architectes comme Jacques Androuet Du Cerceau (Paris 1510 – Annecy 1585) ou Philibert de L'Orme (Lyon 1510 – Paris 1570) étudient les principes de cette adaptation, dans leurs ouvrages¹³.

Photo n°2 : L'église fortifiée des Saintes-Maries-de-la-Mer



¹³ Jacques Androuet du Cerceau, théoricien de la première architecture en France, Les plus Excellents Bâtimens de France, de 1576 à 1579 ; Philibert de L'Orme initiateur de l'architecture classique française, Le Premier Tome de l'architecture, en 1567.

1.1.3. La substitution sociale à la Révolution Française et sous la Restauration

Le pouvoir révolutionnaire, en même temps qu'il décrète la protection des grands monuments, développe une politique systématique de reconversion des édifices aristocratiques ou religieux à des fins publiques. En effet, alors qu'est créée le 16 décembre 1790 la Commission des Monuments, l'Assemblée annonce par le décret du 14 août 1792 : «Les principes sacrés de la liberté et de l'égalité ne permettent point de laisser plus longtemps sous les yeux du peuple français les monuments élevés à l'orgueil, au préjugé et à la tyrannie. »¹⁴. Tout ce qui représente la Monarchie, l'Ancien Régime et l'Eglise est nié. Dans un premier temps, ce sont les édifices religieux qui sont saccagés et désacralisés. Sous la Terreur, ils deviennent des espaces ludiques pour les fêtes de la Raison et de la Liberté. Par la suite, l'aliénation des biens nationaux entraîne d'importants transferts de propriété. Les nouveaux acquéreurs trouvent une nouvelle fonction aux bâtiments quant ils ne sont pas tout simplement détruits. La tour Saint-Jacques à Paris devient ainsi une tour d'observation d'incendies ; l'église Saint-Ruf à Avignon, un dépôt de vidanges.

Durant cette période, les trois formes d'usages contre nature les plus importants sont : militaire, pénitentiaire et industriel. Nous pouvons également y ajouter les transformations des édifices en grange ou en écurie, lors desquelles les utilisateurs n'hésitent pas à détruire le portail pour faciliter l'entrée des voitures, à installer des mangeoires dans les chapelles, à fermer les fenêtres, ... Voici quelques exemples de réutilisation : l'abbaye de Clairvaux, celle de Fontevraud et le Mont-Saint-Michel sont transformés en prisons ; le palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés et le château de Chambord deviennent des usines à salpêtre, l'abbaye de Royaumont, une usine de filature de coton.

Cette politique de substitution sociale marque l'avènement d'une nouvelle conception de la fonction symbolique des mouvements dans l'aménagement urbain et le début de la prise en compte de la valeur patrimoniale des monuments. N'est-ce pas le symbole de l'oppression, la Bastille, qui est prise d'assaut et démolie au nom de la liberté, le 14 juillet 1789 ?

¹⁴ in Marie-Anne Sire, 1996, La France du Patrimoine, les choix de la mémoire, Paris, Découvertes Gallimard, CNMHS, p.18

1.1.4. La restauration du patrimoine au XIX^{ème} siècle

Alors que se perpétue, sur la ville, la substitution amorcée sur les monuments les plus significatifs de l'ancien pouvoir, se développe un mouvement de défense patrimoniale face au « vandalisme » dénoncé par l'Abbé Grégoire (Vého 1750 – 1831), et les premières théories rationalistes de la conservation du patrimoine architectural avec, pour les principaux, Alexandre de Laborde (Paris 1774 – Paris 1842), François Guizot (Nîmes 1787 – Val-Richer 1874), Ludovic Vitet (Paris 1802 – 1873). Le glissement de la réutilisation spontanée à la réutilisation « savante » apparaît clairement lorsque, en 1830, Guizot institutionnalise définitivement les mesures de préservation des monuments par décret de la Convention. Sur la base des conceptions de Viollet-le-Duc (Paris 1814 – Lausanne 1879), s'organise alors le service de restauration des Monuments Historiques où s'illustrera notamment Prosper Mérimée (Paris 1803 – Cannes 1870), contre l'utilisation sauvage, la substitution ou la destruction des bâtiments anciens. Il s'agit maintenant de sauver un nombre de monuments exceptionnels choisis et de les restaurer, c'est-à-dire « de les rétablir dans un état complet qui peut n'avoir jamais existé à un moment donné »¹⁵.

1.1.5. Conservation et réutilisation au XX^{ème} siècle

Dès le début du XX^{ème} siècle, en parallèle de la restauration des édifices, sont recherchées de nouvelles fonctions pour les édifices réutilisés au courant des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Au mieux, leur ancienne fonction leur est redonnée ; dans d'autre cas, ils sont réutilisés à des fins culturelles ; enfin, faute de mieux, les villes installent des services publics dans les monuments du passé, même si cette affectation ne répond pas toujours à leur destination première (mairie, école, palais de justice ...).

Les théories de Viollet-le-Duc ont pour mérite d'affirmer l'existence d'une logique interne à toute architecture, de laquelle il serait possible de déduire les principes de sa restauration. Cependant, cette thèse ne garantit pas toujours des erreurs d'interprétation et pose d'importants problèmes quant à la conservation archéologique des bâtiments. En revenant à une conception plus prudente de la restauration, le service des Monuments Historiques a poursuivi l'effort entrepris. La simple conservation fondée sur le respect de la matière originale et la

¹⁵ in Eugène Viollet-le-Duc, Dictionnaire raisonné sur l'architecture française du XI^{ème} au XVI^{ème} siècle

sauvegarde de l'apport de chaque époque, prend progressivement le pas sur la restauration, jugée souvent plus radicale et donc plus périlleuse pour l'authenticité du monument. En 1913, le concept de Monument Historique est définitivement circonscrit en faisant l'objet d'une loi, loi toujours en vigueur pour l'essentiel de ses dispositions et reprise en 1943.

Pour finir, nous pouvons citer l'orientation que donne la Charte de Venise¹⁶ quant à la réutilisation : « la conservation des monuments historiques est toujours favorisée par l'affectation de ceux-ci à une fonction utile à la société. Une telle affectation est donc souhaitable. Mais elle ne peut altérer l'ordonnance et le décor des édifices. ».

Nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle étape de la politique de conservation du patrimoine. Depuis peu, l'ambition de la politique patrimoniale est de sauver les monuments de la ruine, de les libérer d'occupations mutilantes et ainsi de les livrer aux regards des contemporains dans l'état initial dans lequel ils auraient dû toujours rester. Depuis quelques années, nous cherchons à donner une nouvelle présence aux monuments dans notre société, en leur donnant une nouvelle fonction.

La pratique de la réutilisation est restée longtemps un phénomène plus ou moins spontané ; pendant des siècles, la question du respect de l'authenticité des monuments ne s'est même pas posée : ils subissaient les variations du goût et des conditions socio-économiques, et le dynamisme de la vie l'emportait. La réutilisation apparaît aujourd'hui investie de significations nouvelles et réappropriée par des acteurs nouveaux. Ce changement coïncide avec l'apparition du concept de patrimoine, notion qui connaît actuellement un élargissement. De ce qui a été dit dans ce rapide historique se dégage un certain climat idéologique qui conditionne le comportement que nous pouvons avoir face à la réutilisation, c'est pourquoi il est intéressant d'exposer celui-ci dès à présent.

¹⁶ in ICOMOS, 1964, Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, Venise

1.2. La réutilisation et les tendances idéologiques qui lui sont liées

A ses débuts, un bâtiment est construit pour assumer une fonction bien précise. Nous cherchons, depuis longtemps, à accorder la forme statique à la fonction. Dans cette logique, un espace ne répond plus à sa logique interne lorsque l'usage qui en est fait évolue, lorsque ce rapport dialectique entre la forme et la fonction évolue. Ce dysfonctionnement doit-il être sanctionné par la démolition de l'édifice ou peut-on alors songer à la réutilisation ?

La réponse à cette question est bien différente selon le courant idéologique sur lequel nous nous appuyons en matière d'urbanisme. La présentation ne suivra pas exactement les trois courants que distingue Françoise Choay¹⁷ concernant l'urbanisme, à savoir les culturalistes, les progressistes et les naturalistes, mais nous retrouverons les idées fortes de ces courants urbanistiques dans les paragraphes ci-dessous. Les culturalistes se rapprochent des conservateurs, les progressistes clairement des fonctionnalistes ; les naturalistes peuvent être considérés avec précaution comme voie intermédiaire.

1.2.1. Les conservateurs, gardiens du patrimoine

Le XIX^{ème} siècle a fortement campé la notion de monument et la tendance dominante a alors été tout naturellement protectrice, conservatrice, et, d'une certaine manière, « réductrice » : soucieux d'éviter toute dénaturation de l'édifice, nous en sommes même venus à proscrire toute réutilisation, la réduction à l'« usage monumentale » étant le plus sûr moyen de prévenir les outrages. Ce souci de pureté a pu conduire, à l'occasion, à dégager le monument des architectures « parasites » qui étaient venues en altérer l'aspect. Camillo Sitte¹⁸ s'est attaché à lutter contre ces architectures « parasites » ; il confère à la ville ancienne un rôle propédeutique qui doit nous permettre de lutter contre la laideur de la ville contemporaine. La « première génération » des secteurs sauvegardés s'inscrit d'ailleurs tout à fait dans cette logique puriste, pratiquant hardiment ce que l'on a désigné par le terme de « curetage d'îlot ».

La branche extrémiste de ces gardiens du patrimoine est donc opposée à toute réutilisation et a donné naissance aux premières associations de défense du patrimoine. Ils se rapprochent des

¹⁷ in Françoise Choay, 1965, L'urbanisme, utopies et réalités, Paris, Points Essais, 445 p.

¹⁸ C. Sitte (1843 – 1903), architecte et historien viennois ; sa principal œuvre : Der Städtebau nach künstlerischen Grundsätzen traduit en français sous le titre L'art de construire les villes

« collectionneurs »¹⁹ ; en effet, ils s'intéressent au bel objet, tout simplement possédé. Leur crainte de l'intervention sur l'édifice est de l'atteindre au plus profond de sa vérité et d'atteindre sa cohérence d'ensemble.

Les conservateurs se cristallisent autour du passé y trouvant un refuge salutaire, l'idée d'un âge d'or révolu, stable et sécurisant. Ils sont nostalgiques et cherchent à recréer un passé mort. La temporalité créatrice n'a pas cours dans ce modèle. D'une notion esthétisante à la reconnaissance d'une valeur historique, les conservateurs prônent la protection de tout ce qui a miraculeusement échappé aux outrages du temps et aux destructions. Pour eux, le seul changement d'usage opère une métamorphose sur l'édifice qui n'est alors plus authentique.

Nous pouvons reprocher à ce mouvement de placer les édifices patrimoniaux hors du temps. En protégeant ces derniers comme ils le prescrivent, en les muséifiant, ne les tuent-ils pas tout simplement ? Viollet-le-Duc condamnait cette attitude en écrivant ceci : « Soumettre un corps jeune et robuste à vivre avec des cadavres, c'est lui donner une mort anticipée. »²⁰ La transformation vécue d'un bâtiment fait aussi partie de son histoire et de son évolution logique. Le purisme "chasse la vie", trop de respect peut être dangereux.

1.2.2. Les partisans de la valorisation économique

Pour les partisans de la valorisation économique du patrimoine, ce dernier est un capital endormi qu'il faut exploiter lorsque cela est rentable.

Le patrimoine a une valeur économique indéniable comme le montre Xavier Greffe²¹ dans l'un de ses ouvrages. Les bénéfices retirés de l'activité patrimoniale peuvent être considérables. Réutiliser un édifice permet des rentrées d'argent pour le propriétaire de celui-ci (par exemple, droit d'entrée, dans le cadre d'un musée ou d'une salle de concerts). Cela permet également de faire vivre l'économie locale avec des paiements de salaires, des dépenses d'entretien, ... D'autres bénéfices indirects peuvent être identifiés comme ceux réalisés par les hôtels, les restaurants et les compagnies de transports de la région,... Des professions entières (principalement celles du tourisme) sont tournées vers le patrimoine et vivent de sa mise en

¹⁹ au sens où l'entend Françoise Choay dans *L'allégorie du patrimoine*, 1996, Paris, Le Seuil, Collection La couleur des idées, 275p.

²⁰ in *Actes du colloque d'Avignon organisé par le Conseil International des Monuments et des Sites en 1977*, mai 1978, *Monuments Historiques* « Utiliser les monuments historiques », 94p.

²¹ in Xavier Greffe, 1990, *La valeur économique du patrimoine*, Paris, Anthropos-Economica, 253 p.

valeur. La présence d'un patrimoine valorisé sur un territoire peut également permettre d'améliorer l'image de marque de la région. Les biens reconnus comme éléments du patrimoine ne sont, en fait, rien de plus que la résultante de valeurs ajoutées et de revenus antérieurs mis en œuvre pour des usages particuliers. Ils génèrent des comportements de production, de consommation, d'investissement et de conservation au sens de stockage.

Les partisans de la valorisation économique ont une vision utilitaire du patrimoine. Les monuments doivent gagner leur vie. A partir du moment où l'exploitation d'un édifice est rentable, il faut le réutiliser et ce de la manière la plus avantageuse possible. Le calcul de la rentabilité est importante dans cette logique ; en effet, les structures anciennes peuvent réserver de mauvaises surprises et leur restauration ne pas être avantageuse. Ils ne sont pas pour la conservation à tout prix.

Ils justifient la valorisation économique par différents arguments. Tout d'abord, la réutilisation de bâtiments anciens permet un urbanisme de bon sens qui favorise un meilleur contrôle de la croissance urbaine. Ensuite, la réutilisation permet de conserver des bâtiments de valeur esthétique ou historique reconnue et cela peut renforcer l'image de marque de la ville. Enfin, les ressources étant limitées, il convient d'utiliser au mieux ce que nous avons.

Nous pouvons opposer aux partisans de la valorisation économique ce qui est souligné par les écrits de Jean-Michel Léniaud²² : « désormais, il ne paraît plus possible de sauver un édifice s'il ne fait pas l'objet d'un projet de réutilisation : l'intérêt symbolique ou artistique ne suffit plus pour justifier le lancement d'une politique de sauvegarde. Aujourd'hui, la justification de la conservation relève de l'utilitaire ». Nous pouvons également nous interroger sur un autre point : l'effort d'investissement sur un monument, si coûteux soit-il, n'aboutit-il pas toujours, sur le long terme, à la création d'un capital, en terme économique, supérieur aux sommes effectivement dépensées, en redonnant une valeur aux richesses du passé, à l'effort séculaire d'un peuple de travailleurs, de moines et de princes ? Le problème de cette valeur, c'est qu'elle est difficilement quantifiable et qu'elle n'est pas appréciable en terme d'échanges monétaires.

1.2.3. Les fonctionnalistes

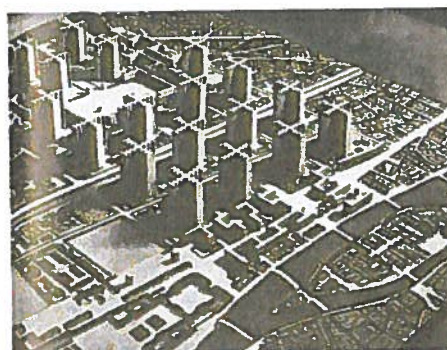
Pour les fonctionnalistes, forme et fonction sont en adéquation ; à une architecture correspond une fonction et donc un usage unique. Dans leur logique fonctionnelle, il est donc

²² in Jean-Michel Léniaud, 1992, L'utopie française, essai sur le patrimoine, Mengès, 180p.

difficilement concevable qu'une architecture survive à la fonction qui a justifié sa naissance. Leur position par rapport à la réutilisation est donc claire : si le monument n'abrite plus l'usage correspondant à la fonction à laquelle il est voué à sa construction, alors il doit être démoli. Seule chance d'être sauvé de la destruction : avoir une valeur historique très forte, comme notre-Dame de Paris ! Ils conçoivent le temps et l'espace comme lieux de rupture, rupture avec le passé au nom de la « tradition du nouveau ». La nouveauté ne peut apparaître que sur des espaces libres ou libérés par la destruction du passé.

Ce mouvement, pendant les trente années de reconstruction et de croissance économique, a cherché à faire oublier la pratique de reconversion. La destruction progressiste a en effet trouvé une forme médiatisée dans la doctrine des Congrès Internationaux d'Architecture Moderne. Dès les années 50 en Europe, une « rénovation » consciente et satisfaite de sa brutalité a éventré les cités anciennes et détruit au profit d'une architecture qui s'est prétendue vierge de références historiques, des édifices prestigieux et des tissus urbains interstitiels. Nous pouvons citer, pour exemple, le plan Voisin de Le Corbusier en 1925 qui prévoit de raser, à Paris, tout le centre de la rive droite pour le remplacer par des gratte-ciel standards, en ne laissant subsister qu'une demi-douzaine de monuments. Dans La Charte d'Athènes²³, Le Corbusier écrit que les valeurs architecturales seront sauvegardées si « elles sont l'expression d'une culture antérieure et si elles répondent à un intérêt général [...] si leur conservation n'entraîne pas le sacrifice de populations maintenues dans des conditions malsaines [...] si il est possible de remédier à leur présence préjudiciable par des mesures radicales [...] ». La destruction de taudis à l'entour des monuments historiques fournira l'occasion de créer des surfaces vertes. ». C'est ainsi qu'il ne resterait à Paris quasiment plus que Notre Dame, le Louvre, la place Vendôme et le Palais-Royal !

Photos n°3 et 4 : Plan Voisin



²³ in Le Corbusier, 1957, La Charte d'Athènes, Paris, Points Essais, 189 p.

Ce mouvement néglige malheureusement l'adaptation architecturale et fonctionnelle d'un bâtiment et ne considère que la valeur d'usage²⁴ d'un édifice alors qu'il en possède bien d'autres, comme nous pourrions le voir plus loin. Poussé à l'excès, le fonctionnalisme réduit l'architecture à sa fonction purement matérielle et utilitaire en ignorant les aspects spirituels, psychologiques ou esthétiques de cet art.

1.2.4. La pratique contextuelle

Nous entendons par pratique contextuelle, un courant qui se situerait à la croisée des mouvements idéologiques détaillés ci-dessus, qui en seraient un compromis. Pour les adeptes de cette pratique, la réutilisation est une solution à étudier au cas par cas. Ils recherchent une nouvelle symbolique au lieu par un compromis entre la nouvelle fonction et de l'ancien espace. Il ne faut pas utiliser pour utiliser en vue d'un profit économique, conserver pour conserver dans l'état ancien, ou détruire sous prétexte que la fonction première a disparu. Pour la pratique contextuelle, la réutilisation s'inscrit dans une stratégie urbaine plus large. Il faut repenser la ville, lui redonner une unité en proposant des opérations internes propres à la faire revivre, en la saisissant comme unité et totalité, et, en alliant le passé et le présent. Ce courant cherche à analyser chaque composante de la ville comme faisant partie de ce tout qu'est la ville.

La volonté de redonner sens à l'œuvre qu'est un bâtiment, avec un vocabulaire contemporain, tout en partant de l'œuvre dont il faut chercher à s'imprégner le plus possible, est ce qui caractérise la pratique contextuelle ; il s'agit d'une création dans l'ancien. Néanmoins, cette réinterprétation ne vise pas la transformation pour la transformation. Le bâti est considéré comme un matériau de départ, un point d'appui à la création. Mais la réinterprétation peut tout aussi bien amener à conserver l'aspect extérieur de l'édifice et ses espaces principaux.

Les différents courants idéologiques sous-tendant la réutilisation ont été présentés rapidement pour saisir les grandes tendances. Il est bien évident qu'il existe de nombreux sous-courants, sous-tendances qui sont beaucoup plus nuancées. Pour les présenter, cela mériterait un travail beaucoup plus approfondi mais ceci n'est pas notre sujet et l'exposé précédent permet

²⁴ La valeur d'usage peut être entendue en deux sens : soit la valeur d'usage incluant l'ensemble des usages que peut avoir un édifice, soit la valeur d'usage comme l'usage en adéquation à la fonction que nous assignons à l'édifice ; dans le cas présent, la valeur d'usage est le respect de la fonction donnée à l'édifice.

néanmoins de comprendre l'essentiel des logiques. Fort de la présentation de ces courants idéologiques, il nous est à présent possible de voir pourquoi et comment, aujourd'hui, la question de la réutilisation des édifices se pose.

1.3. La réutilisation des monuments aujourd'hui, pourquoi?

La question de la réutilisation se pose face au problème de la désaffectation d'un certain nombre de bâtiments. Les causes de la désaffectation sont diverses. D'une manière générale, l'inutilisation d'un bâtiment correspond à l'abandon d'une pratique, à la disparition d'un groupe social, à l'arrêt d'une production et/ou au développement de la ville. Les bâtiments anciens ont été construits pour assumer une fonction précise inscrite aujourd'hui, la plupart du temps, dans des états dépassés de nos modes de vie. Aujourd'hui, quand l'homme est confronté à l'inutilisation de certains bâtiments, pourquoi la réutilisation peut-elle se poser comme une solution satisfaisante ? Nous étudierons d'abord le contexte actuel qui est favorable à la réutilisation des monuments anciens, puis nous verrons les arguments supplémentaires qui justifient la réutilisation des édifices religieux.

1.3.1. Un contexte favorable à la réutilisation des monuments

1.3.1.1. La réutilisation, une réponse face à différentes volontés

Pourquoi la recherche de fonctions nouvelles propres à relayer des fonctions originelles est-elle envisagée aujourd'hui ? Les raisons de la réutilisation témoignent principalement d'une double volonté : sauver un bâtiment et répondre à un besoin social face à des coûts d'entretien des bâtiments historiques élevés.

Sauver un bâtiment

Nous avons assisté ces vingt dernières années à un mouvement grandissant en faveur du patrimoine. Cette notion est en effet devenue très populaire. Notre époque n'est-elle pas celle du

« tout patrimoine » ? L'extension du patrimoine, son « emballement », dit P.Nora²⁵ date de 1980, décrétée « Année du patrimoine ». Nous pouvons aujourd'hui parler d'une véritable demande du patrimoine, née à la fois de la nostalgie du passé, de la recherche des racines de notre civilisation et d'un besoin d'identité dans un monde en pleine mutation. De plus, le patrimoine est devenu un héritage collectif ayant en lui-même une fonction sociale qui s'inscrit dans les logiques de qualité de vie et de gestion durable des ressources.

Aussi l'intention première et souvent dominante est-elle donc la sauvegarde du patrimoine. Le patrimoine ne se limite pas aux seuls Monuments Historiques ; il comprend toute une architecture mineure ou tout aménagement qui forme une ville ou un milieu rural, qui en constitue l'image, qui en marque l'histoire. Il ne se réduit donc pas à une époque donnée ou à certains types de bâtiments. Nombreuses sont les personnes qui restent attachées à un lieu, même s'il n'est pas reconnu nationalement, du fait de sa valeur sentimentale, de son histoire,... Dans le cadre des hauts-lieux, cette volonté de conserver le bâtiment est d'autant plus forte ; le haut-lieu est la marque d'une partie de notre histoire nationale, il représente une partie de nos racines. Que ce soit pour son histoire, pour son architecture, sa valeur sentimentale dans le village, son exemplarité, ..., il y a bien souvent une réelle volonté soit de la commune, soit des habitants, soit des deux de sauver un bâtiment. Preuve en est, par exemple, les associations fleurissantes de sauvegarde du patrimoine qui se mettent en place dès qu'il est question d'intervenir sur un monument historique.

Une justification des coûts élevés d'entretien

L' élu ou le propriétaire privé doit faire face à de lourdes charges, d'où l'intérêt de compenser au moins partiellement ces charges en « rentabilisant » donc en réutilisant. L' élu doit justifier ses dépenses face aux contribuables, qui acceptent parfois mal de payer des impôts pour le simple entretien de vieilles pierres, et doit également équilibrer son budget. Le propriétaire privé, quant à lui, souhaite généralement rentrer dans ses frais.

Ce point peut paraître contradictoire avec le précédent. Il est à nuancer, tout comme le premier. Selon les personnes, l'un ou l'autre des arguments avancés prime ; ils peuvent également se conjuguer. Aujourd'hui, l'opinion balance, à l'égard des monuments, entre un respect quasi-fétichiste et une indifférence, comme les pouvoirs publics d'ailleurs. Le patrimoine fascine et encombre.

²⁵ in Sous la direction de Pierre Nora, 1986, *Les lieux de mémoire, La République La Nation Les France*, Paris, Gallimard, Chapitre "la nation, le patrimoine" de la p.1429 à la p.1643

Une réutilisation d'un bâtiment peut s'avérer moins chère qu'une construction neuve bien que l'idée contraire soit couramment admise. L'évaluation d'une économie doit s'apprécier par la comparaison des coûts réels d'une réutilisation : coût d'achat du bâtiment, coût de sa restauration, coût des aménagements nécessaires au nouvel usage et coût d'entretien du bâtiment ancien, avec ceux d'une construction neuve : coût d'une éventuelle démolition et coût de la construction.

De telles évaluations, pour être précises et efficaces, nécessitent une connaissance approfondie du bâtiment existant et la définition exacte des travaux envisagés, mais également l'appréciation des données financières relatives au nouvel usage. Pour être le plus juste possible, il faudrait aussi pouvoir évaluer le coût immatériel de la destruction du bâtiment. Quelle valeur historique, esthétique, mémoriale, sentimentale, ... représente ce monument ? Combien coûterait-il à la commune de le reconstruire à l'identique ?

Quoiqu'il en soit la réutilisation est ici un bon argument pour restaurer un bâtiment face aux carences des moyens financiers qui peuvent conduire à des pertes irréversibles. Face aux sommes d'argent nécessaires à la réhabilitation, un projet de réutilisation acceptable est avantageux.

Répondre à un besoin social, fonctionnel

Une politique d'usage concernant ces bâtiments est également envisagée en réponse à un besoin social, fonctionnel. Cette motivation sociale, fonctionnelle, a toujours été très forte. Comme le dit Michel Parent, « l'expérience a montré que si la permanence d'un usage a été conservatoire, avant que ne s'appliquent, dans un champ très restreint, les critères du patrimoine, c'est la réputation fausse mais manifeste de leur inutilité qui a conduit à la destruction considérable de bâtiments qui ultérieurement, ou même au moment où ils ont été détruits, auraient dû légitimement faire partie du patrimoine. »²⁶. Ainsi, même si nous pouvons blâmer certaines réutilisations passées, c'est bien grâce à elles que nous connaissons l'Abbaye de Fontevraud ou le Mont Saint-Michel, par exemple. Si la chocolaterie Meunier, à Noisiel, est encore debout, c'est parce que la société Nestlé-France en a fait son siège et a transformé l'usine en bureaux.

Il n'est pas toujours possible de conserver pour conserver surtout lorsque, face à ces bâtiments inutilisés, il existe un manque de locaux pour telles ou telles activités. Nous devons savoir et comprendre, aujourd'hui, que certains peuvent se scandaliser de voir affecter

²⁶ in Michel Parent, 1992, *Actes des colloques de la direction du patrimoine, Abbaye royale de Fontevraud, De l'utilité du patrimoine*, Paris, Picard, 252p.

d'importants crédits publics à des restaurations qui n'ont d'autres fins qu'elles-mêmes, tandis qu'à côté de cela de nombreux problèmes de société se posent et restent non résolus. Autre justification d'une réutilisation : un bâtiment fait partie intégrante de son environnement et réutiliser un édifice permet d'éviter les dents creuses pour avoir un tout fonctionnel.

1.3.1.2. Un contexte législatif qui s'inscrit dans la logique de réutilisation : la loi S.R.U.

La réutilisation est porteuse de significations quant à la façon dont nous envisageons la ville. Aujourd'hui, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain de décembre 2000, dite loi Gayssot, dans ses principes, va tout à fait dans le sens de la réutilisation. En effet, cette loi prône la reconstruction de la ville sur la ville. Un des objectifs de la loi est de contrecarrer l'étalement urbain grandissant de notre époque. Ainsi, la réutilisation, en permettant l'insertion de bâtiments anciens dans la vie contemporaine réactiverait le cœur de la cité, et, à la périphérie de celle-ci, elle pourrait devenir un facteur de restructuration. Au niveau d'un équipement public, la réutilisation peut être à l'origine de la survie de certains équipements de qualité à condition que l'innovation ait pu l'adapter à sa fonction contemporaine. La recherche actuelle de réutilisation des monuments est ainsi parfaitement cohérente avec la nouvelle politique urbaine, respectueuse de la valeur des quartiers anciens et tenue de redécouvrir, pour les mêmes usages ou de nouveaux, la capacité fonctionnelle d'un patrimoine considérable.

Aujourd'hui, différents facteurs favorisent la réutilisation : la volonté de sauver un monument, de répondre à un besoin social face à des coûts d'entretien des bâtiments historiques élevés, mais aussi le cadre législatif de la loi S.R.U. Outre ces éléments, n'y a-t-il pas, dans le cas des édifices religieux d'autres justifications qui viendraient s'ajouter à celles-ci ?

1.3.2. Dans le cas des édifices religieux, pourquoi la question de la réutilisation se pose-t-elle ?

Outre les constats faits auparavant qui concernent l'ensemble des monuments et donc aussi les édifices religieux, nous pouvons formuler des justifications propres aux édifices religieux, en faveur de la réutilisation.

Nous pouvons distinguer différentes évolutions concernant les édifices religieux qui justifieraient que nous étudions la possibilité de réutiliser ces bâtiments.

Tout d'abord, de nombreux édifices religieux ont été vendus comme bien nationaux lors de la Révolution Française, et sont donc, après leur vente, tombés dans le domaine privé. Ils ont alors été voués à des utilisations plus ou moins louables et dommageables pour l'architecture du bâtiment et le respect de sa fonction première et qui, aujourd'hui, pour certaines, sont dépassées. Il faut donc penser à une nouvelle utilisation, d'une part, pour les édifices dont l'utilisation est dépassée, et d'autre part, pour ceux dont l'utilisation s'avère trop dégradante pour le bâtiment. L'attribution d'une nouvelle fonction n'allant pas à l'encontre de leur qualité architecturale et de l'image du passé qu'il véhicule permettrait à ces édifices de ne pas disparaître et d'être restaurés. Notons aussi que, suite aux différents décrets et lois qui se sont succédés concernant la protection des monuments historiques, beaucoup de ces édifices anciennement religieux doivent se plier à de nombreuses contraintes qui font que leur réutilisation est très réglementée et surveillée et doit parfois être revue.

Ensuite, en ce qui concerne les édifices religieux désaffectés, certains se retrouvent sans utilisation, laissés à l'état de quasi-abandon. Ils disparaissent lentement de notre paysage et il faut donc s'y intéresser de plus près si nous ne souhaitons pas voir leur mort.

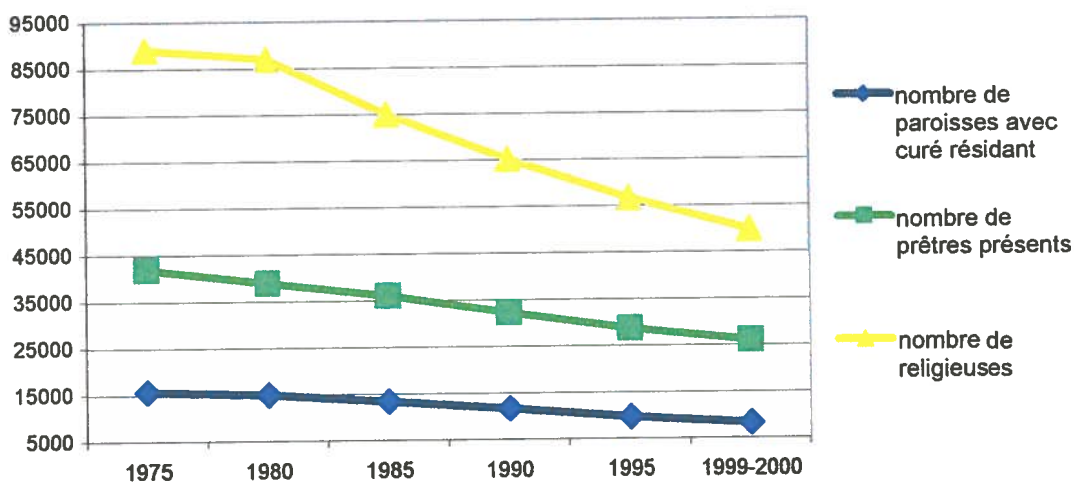
Ces deux premiers points sont des faits acquis. Le troisième point, qui va être abordé, n'est qu'une hypothèse face à l'évolution actuelle.

Concernant la pratique religieuse actuelle, nous pouvons établir un certain nombre de constats qui laissent penser que la réutilisation pourrait être envisagée pour certains de ces édifices. Les édifices religieux sont au moins aussi nombreux que les communes françaises. Néanmoins, depuis plusieurs années, nous assistons à une baisse des pratiquants, à une baisse des effectifs du clergé et au regroupement des paroisses. Nous assistons également à une baisse du nombre d'exercices de piété pratiqués dans ces lieux de culte, à une raréfaction des confessions, à une quasi-disparition des saluts, des vêpres et des processions.

Ces quelques chiffres peuvent appuyer ce constat : le pourcentage de mariages de catholiques parmi les mariages civils sans divorcé(e) est passé de 82.3% en 1975 à 56.1% en

2000²⁷. Le nombre de paroisses avec curé résident est passé respectivement de 15 714 à 8 279. En effet, pour remédier au problème démographique des villages et à la raréfaction des prêtres, les paroisses se regroupent et beaucoup de diocèses sont en train de repenser complètement leur maillage paroissial. Enfin, le nombre de prêtres est passé de 41 860 à 26 034 et le nombre de religieuses de 89 093 à 49 871. Le schéma qui suit permet de visualiser ces évolutions.

Schéma n°2 : Evolution du paysage de la religion catholique en France²⁸



A cela s'ajoute une autre évolution, l'évolution démographique. En effet, un certain nombre de campagnes se vident au profit des villes depuis un certain temps, ce qui, de fait, condamnent les églises en milieu rural à se vider et à être inadaptées au peu de population qu'il reste dans les villages.

Qu'en sera-t-il de ces évolutions dans les années et décennies à venir ? A long terme, c'est une inconnue ; l'histoire de la pratique religieuse nous montre qu'il n'y pas de courbe parfaitement régulière. Il y a au contraire, des périodes de baisse de pratique et des périodes de remontée. Concernant l'évolution démographique, même si nous assistons à un phénomène de rurbanisation, nous ne pouvons en aucune manière prévoir le repeuplement des campagnes dans les années à venir. Néanmoins, sur le moyen terme, on peut imaginer que les tendances citées ci-

²⁷ Ces chiffres ainsi que ceux qui suivent ont été sortis de l'article de Yves Lambert intitulé « La religion en France des années soixante à nos jours », paru dans Données sociales 2002-2003

²⁸ Schéma qui n'a qu'une valeur illustrative

dessus vont se poursuivre, et qu'ainsi d'autres édifices vont être inutilisés et désaffectés. Il faut donc essayer de trouver des solutions adéquates pour ces édifices.

Par contre, rien ne nous dit que d'ici une centaine d'année, la pratique ne redeviendra pas importante et que les campagnes seront repeuplées ; il faut donc sauvegarder le bâtiment en aillant présent à l'esprit la notion de préservation de l'avenir.

Ainsi, à travers ce tour d'horizon rapide de l'histoire et des justifications de la réutilisation, nous avons pu voir que différents comportements se sont succédés au cours du temps et que différents courants idéologiques sous-tendent à la réutilisation. Nous sommes passés d'une réutilisation spontanée des monuments à une réutilisation plus réfléchie et plus respectueuse de ces édifices, et ce avec l'apparition de la notion de patrimoine et des lois de protection des monuments dits historiques. Aujourd'hui, le contexte est favorable à la réutilisation des monuments en général, et des édifices religieux, en particulier, comme nous l'avons vu dans un dernier temps. A la conservation pure et simple des monuments, à une présentation statique de ceux-ci, se substituent de plus en plus une conception plus active et une volonté d'animer ces bâtiments. Notons quand même que les réutilisations actuelles ne sont jamais que relatives, liées à un certain contexte socio-économique en évolution constante (ici, le "tout patrimoine" et la rentabilité économique).

Nous avons annoncé en introduction que le cadre général de notre recherche était la réutilisation des hauts-lieux, et plus précisément, le rôle que jouait la symbolique de ces lieux dans les possibilités de réutilisation. Il paraît donc intéressant à présent de voir en quoi ces monuments, que nous avons désigné sous le terme de hauts-lieux, sont symboliques.

II. LES HAUTS-LIEUX : DES LIEUX SYMBOLIQUEMENT FORTS ET PORTEURS DE VALEURS

Nous allons montrer que les monuments que nous appelons hauts-lieux sont des lieux symboliquement forts. Pour cela nous nous arrêterons sur la notion de symbole pour ensuite exposer les différentes valeurs véhiculées par ces édifices. Ce que nous allons exposer pour l'ensemble des hauts-lieux (exposé applicable aux édifices religieux), nous permettra ainsi de mieux comprendre l'ensemble des valeurs et la symbolique que dégagent les édifices religieux même désaffectés à l'ensemble des individus de la société et non pas aux seuls croyants.

2.1. Le caractère symbolique des hauts-lieux

Après un retour rapide sur le terme symbole, nous montrerons le caractère symbolique des hauts-lieux.

2.1.1. Le symbole et la symbolique

Cette appréhension de la notion de symbole est réalisée grâce à différents dictionnaires et ouvrages dont Le symbole²⁹ écrit par L. Nefontaine et B. Decharneux et Vocabulaire critique et technique de la philosophie³⁰ de A. Lalande.

A ces origines, le mot symbole vient du grec *to symbolon* qui désigne un objet de reconnaissance coupé en deux parties, chacune permettant à des messagers ou porteurs de se reconnaître en les rapprochant (de *sumballein*, mettre ensemble) et de prouver les relations d'hospitalité contractées antérieurement. Cette prudente méthode fut également appliquée dans le cas des enfants exposés auxquels des parents liaient pareils signes afin d'éventuellement les identifier plus tard. Toujours dans le registre matériel, les juges athéniens recevaient en entrant au tribunal un jeton (*symbolon*) qu'ils restituaient contre paiement. Ainsi les premiers sens de symbole peuvent-ils être circonscrits dans la sphère de la reconnaissance entre semblables, le symbole témoignant de la qualité du porteur.

²⁹ Nefontaine Luc et Decharneux Baudoin, 1998, Le symbole, Paris, PUF, QSI, 127p.

³⁰ Alain Lalande, 1947, Vocabulaire critique et technique de la philosophie, PUF, Paris, 5^{ème} édition, 1280 p.

Par extension, ce mot désigne aussi le signal, l'indice, le signe. On le retrouve notamment en mathématique ; mais dans ce cas, le symbole prend alors le sens de signe conventionnel et abstrait. Certes, le symbole appartient à la catégorie des signes dans la mesure où il est porteur d'une signification ; le mot *Sinnbild* (symbole en allemand) est là pour rappeler que le symbole est constitué d'une image (*Bild*) et d'un sens (*Sinn*). Néanmoins, comme le rappelle le philosophe Eliane Amado Lévy-Valenni, « Le symbole est, certes, un signe en ce sens qu'il véhicule une signification, mais il comporte quelque chose que n'a pas le signe (...) : il comporte une certaine épaisseur, il a un contenu intrinsèque inexhaustif. ». Contrairement au signe qui indique seulement quelque chose selon une convention arbitraire, le symbole est une réalité vivante qui achemine elle-même à ce qu'elle désigne.

Du point de vue religieux, les présages et auspices sont également désignés par ce vocable, ce qui montre bien une certaine façon de concevoir des signes comme les traces de l'invisible. Aussi, l'adjectif, *symbolikos* et sa forme adverbiale *symbolikòs* sont utilisés pour préciser ce qui s'explique à l'aide d'un signe symbolique, ce qui se dit « allégoriquement ». La symbolique est aussi la méthode, au sens large, visant à déchiffrer les sens dont un signe est porteur. Les idées de reconnaissance, de sens caché, de trace de l'invisible s'articulent autour du *symbolon* ; idées qui, en dépit des avatars du mot, sont toujours présentes dans son expression contemporaine en langue française.

Symbolique et diabolique sont contraires ; alors que le diabolique divise, le symbolique rassemble. *Sumbalo* signifie bien « je jette ensemble, je joins ». Le symbole permet de se rejoindre, de se reconnaître comme membres d'une même communauté. Le symbole réunit, il a pouvoir de rassemblement, il signale l'appartenance. Il va inclure et exclure ; ainsi, dans le domaine religieux, le signe de croix indique l'appartenance à la communauté chrétienne et il exclut les non-chrétiens, puisque le fait de l'incarnation et de la résurrection (du Christ) est unique dans l'histoire des religions. Il a donc valeur pour le groupe qui se reconnaît, pour la société.

2.1.2. Patrimoine et haut-lieu : des lieux symboliques

Le patrimoine est aujourd'hui un terme un peu galvaudé et dont la définition s'est beaucoup élargie. Cependant, ce terme existe depuis les temps les plus anciens : il était déjà utilisé par les romains et était lié à la transmission d'une certaine expérience du père et de la mère

aux enfants. Jean-Pierre Babelon et André Chastel³¹ voient la véritable racine du mot, au plus lointain des institutions religieuses et monarchiques, dans la pratique de la conservation des reliques (le Patrimoine de Saint Pierre).

Si on en revient à sa signification, le patrimoine, est « un bien d'héritage qui descend suivant les lois des pères et mères aux enfants » (Littré). Cet héritage s'est par la suite élargi aux biens que la nation se devait de conserver pour ce qu'ils représentaient de « symbolique ». Le patrimoine devait jouer un rôle fédérateur, il était instrument de lien social et d'identité collective. Jean-Michel Leniaud définit aujourd'hui le patrimoine comme « l'ensemble des biens qu'une génération veut transmettre aux suivantes parce qu'elle estime que cet ensemble constitue le talisman qui permet à l'homme et au groupe social, qu'il soit famille, nation ou tout autre groupe, de comprendre le temps dans ses trois dimensions. »

La reconnaissance des individus dans un ensemble d'éléments formant leur patrimoine commun, leur permet de s'identifier en tant que groupe, tout en se démarquant des autres, ceux avec qui le dit patrimoine n'est pas partagé. Le patrimoine répond à un certain nombre de critères, à un corpus de valeurs qui rassemblent les individus d'un même groupe, d'une même société ; et c'est parce qu'il véhicule un certain nombre de valeurs, qu'il a été et qu'il est protégé.

Le haut-lieu, pour sa part, est défini, nous l'avons déjà précisé auparavant, comme un lieu connu, lieu singulier associé à un mérite ou une action particuliers : faits d'armes, lieu de création, lieu de pouvoir, lieu de l'imaginaire, lieu de culte, lieu appartenant au trésor de l'humanité. Le haut-lieu est donc élément du patrimoine, en tant que témoin du passé et élément fédérateur d'une population autour de valeurs communes.

Les hauts-lieux témoignent, évoquent, commémorent ; bref, ils « symbolisent » un événement du passé. Ce sont des lieux « sémiophores », porteurs de significations ; des lieux qui expriment symboliquement, au travers de leurs représentations et de leurs usages, un système de valeurs qui rassemble. Le haut-lieu vaut par sa valeur symbolique. Ces lieux sont chargés d'une capacité à évoquer une civilisation, un groupe social ou une institution et un système de valeurs. Les hauts-lieux rassemblent les individus d'une même communauté, ils leur font sens. Le haut-lieu comme le dit Gurvitch, « il montre, il réunit et il enjoint ».

Le vandalisme et les réactions que les monuments peuvent susciter mettent en évidence la valeur symbolique de ces édifices. Si, après la Révolution Française, le régime met à mal les

³¹ P. Nora et A. Chastel, in La revue de l'art n°49, « Patrimoine français », p5 à33

monuments monarchiques et religieux, c'est bien parce qu'ils sont le symbole de l'Ancien Régime qu'il veut abattre définitivement.

Patrimoine et haut-lieu sont donc tous les deux des réceptacles de valeurs particulières, de valeurs qui ont une portée symbolique pour un groupe. Ce sont des lieux symboliques. La valeur symbolique est encore plus forte pour les hauts-lieux.

Les hauts-lieux représentent aujourd'hui, autant qu'à leur fondation, des lieux de référence et des points d'ancrage pour affermir les hommes et les communautés. Ce sont des lieux symboliques, tout comme le patrimoine, parce qu'ils rassemblent, autour d'eux et autour d'un système de valeurs, des individus. Quel est ce système de valeurs qui, à la fois, découle de la symbolique et l'alimente ?

2.2. Les hauts-lieux : un corpus de valeurs en interaction entre elles et avec la symbolique

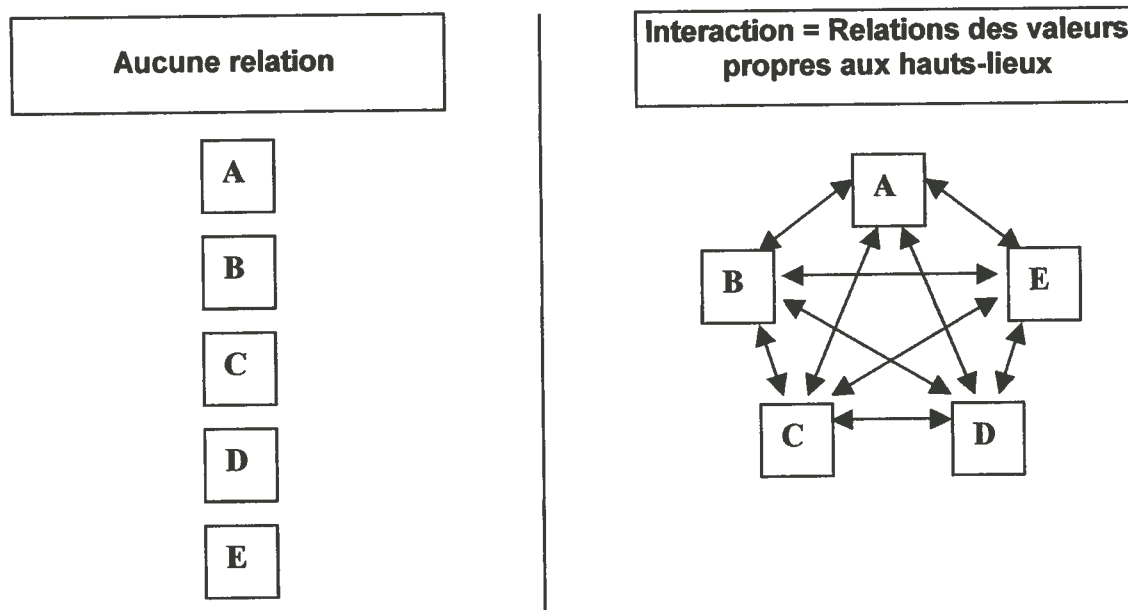
Il faut maintenant aborder la difficile présentation des différentes valeurs portées par les monuments. Difficile, car ces valeurs jouent entre elles, interagissent, découlent l'une de l'autre, se rappellent entre elles, et ne sont, parfois, ni tout à fait les mêmes ni tout à fait autre. Les exposer de manière distincte est donc difficile et quelque peu réducteur mais néanmoins nous sommes obligés de passer par là pour en rendre compte. Les valeurs d'un monument sont difficilement quantifiables et pour certaines invisibles, mais se répercutent longtemps et profondément chez les individus. Sans reprendre telles quelles les valeurs distinguées par Aloïs Riegl³², historien d'art viennois qui a apporté une contribution majeure à la réflexion sur les monuments historiques, nous nous y référerons régulièrement.

Nous présenterons successivement ces différentes valeurs : valeur d'ancienneté, valeur de mémoire, valeur historique, valeur culturelle, valeur cognitive, valeur affective et valeur sociale. Rappelons (le schéma ci-après aide à cela) que cette liste n'est pas exhaustive, que ces valeurs interagissent et qu'au sein même de certaines de ces notions, d'autres seront abordées. Nous n'aborderons pas, dans cette partie, la valeur économique car nous en avons déjà parlé dans les

³² Aloïs Riegl, 1984, Le Culte moderne des monuments, Paris, Le Seuil, 122p.

parties 1.2.2. et 1.3.1.2. et nous considérons que la portée symbolique de cette valeur est moindre en comparaison de celle des autres valeurs qui vont suivre.

Schéma n° 3 : Les relations des valeurs des hauts-lieux³³



Avant de rentrer réellement dans cette partie, attardons nous sur la notion de valeur que nous avons déjà utilisée dans notre exposé en présupposant son sens mais sans l'avoir clairement explicitée.

Note introductive sur la notion de valeur

Couramment, lorsque nous parlons de valeur, nous pensons à une référence morale sur laquelle nous nous basons pour agir ; elle sert de référence pour apprécier ce qui est bien, beau, juste, ... Les valeurs nous permettent de jauger des principes moraux, éthiques auxquels nous tenons et qui, dans une société, pour un groupe de personnes ou une personne, définissent les critères du désirable, de ce que nous souhaitons atteindre, et orientent nos actions.

Selon les courants philosophiques qui se sont succédés les valeurs sont socialement construites ou non, sont hiérarchisées ou non, sont subjectives ou non. Toutes ces propositions font partie de la philosophie des valeurs, l'axiologie, sur laquelle nous n'allons pas nous attarder ici, n'étant pas utile à la définition générale que nous voulons poser.

D'une manière plus précise, lorsque nous parlons des valeurs qui se dégagent d'un monument, les valeurs correspondent à l'importance que cet édifice a à nos yeux, ce qu'il nous apporte et aussi la perte qu'il représenterait si il n'était pas là, au regard de références communes. Du monument se dégagent des références politique, économique, sociale, idéologique, artistique, ... qui font que c'est cet édifice qui nous rassemble et pas un autre, que c'est cet édifice qui nous touche plus particulièrement, qui nous procure quelque chose, un ressenti, difficilement explicable. L'édifice nous parle et nous devient symbolique, car nous rassemblant comme membre d'une même communauté autour de valeurs communes.

La notion de valeur est ambivalente : c'est à la fois ce que nous portons comme considération à ce monument et à la fois ce qu'il nous apporte.

³³ Schéma qui n'a qu'une valeur illustrative.

Les trois premières valeurs qui vont être présentées sont toutes les trois regroupées sous le terme de valeur de remémoration (*Erinnerungswerte*), par A. Riegl. Elles sont liées au passé et font intervenir la mémoire: « L'œuvre nous intéresse, en outre, dans sa forme originelle et intacte, telle qu'elle est issue des mains de ses créateurs, et telle que nous cherchons à la contempler à nouveau, ou au moins à la reconstituer en pensée, en paroles ou en images »³⁴.

2.2.1. La valeur d'ancienneté

A. Riegl voit émerger cette valeur dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. C'est aujourd'hui celle qui est peut-être la plus présente. La valeur que nous attachons au monument est liée à la représentation du temps écoulé depuis sa création, qui se traduit à nos yeux par les marques de son âge. Elle permet de « reconnaître qu'un monument n'est pas récent, mais appartient à un passé plus ou moins lointain ; la possibilité de percevoir nettement ces traces conditionne donc la valeur d'ancienneté d'un monument »³⁵. Cette valeur d'ancienneté est, par exemple, très présente dans tous les bibelots de brocante qui attire les amoureux des papiers jaunis. Le vieux parchemin de vente d'un cheval a une valeur d'ancienneté. Cette valeur transcende l'hétérogénéité des niveaux culturels et des formations en ce qui concerne la connaissance de l'art. En effet, elle s'adresse directement à la sensibilité, elle est immédiatement perceptible par chacun.

Il est clair que la valeur d'ancienneté d'A. Riegl est proche de la valeur ruskinienne de pitié, comme le fait remarquer F. Choay³⁶. Ruskin, dans Sept Lampes de l'architecture définit ainsi la valeur de pitié : « Nous pouvons vivre sans [l'architecture], adorer notre Dieu sans elle, mais sans elle nous ne pouvons nous souvenir » ; elle est le seul moyen dont nous disposons pour conserver vivant un lien avec un passé auquel nous sommes redevables de notre identité, et qui est constitutif de notre être.

2.2.2. La valeur de mémoire

La valeur de mémoire est ce quelque chose qui se dégage des monuments et qui nous fait souvenir d'une époque, d'un événement, d'un personnage ou de tout un groupe. Qui ne songe pas aux frises de la cour royale quand il se promène dans le parc de Versailles ? Paul Léon,

³⁴ in Alois Riegl, 1984, Le culte moderne des monuments : son essence et sa genèse, Paris, Le Seuil, 122p.

³⁵ in Alois Riegl, 1984, Le culte moderne des monuments : son essence et sa genèse, Paris, Le Seuil, 122p.

³⁶ in F. Choay, 1996, L'allégorie du patrimoine, Paris, Le Seuil, collection La couleur des idées, 275p.

directeur général des Beaux-Arts après la Première Guerre Mondiale avait saisi cette valeur de mémoire dans ces phrases : « Au seuil de ce monde nouveau, les monuments sont des témoins : cimetières du passé, foyers spirituels du présent. En eux, les ombres des morts parlent encore aux vivants ; dans leur image se reflètent les traits éternels de la France. ». Un lieu sans mémoire serait un lieu mort ; la mémoire rend intelligible le lieu.

Cette valeur de mémoire peut être une valeur de « remémoration intentionnelle », au sens où l'édifice a été construit pour ne pas sombrer dans le passé, pour qu'il reste vivant dans la conscience des générations futures. On peut penser au mur des Fédérés ou, en peinture, à Guernica, réalisé par Picasso pour illustrer les horreurs de la Guerre d'Espagne.

La valeur de mémoire permet également de nous construire. Nous aspirons tous au bonheur et à notre amélioration ; nous cherchons à nous inventer. En poussant un peu plus loin le raisonnement, pour cette invention nous aurons besoin de l'aide des Muses qui, d'après la mythologie, sont les filles de Mnémosyne, déesse de la Mémoire... Le travail de mémoire nous construit. Aucune civilisation humaine n'a pu durer sans son passé ; c'est en plongeant dans nos racines que nous évoluons. G.H. Orwell ne disait-il pas dans 1984 : « celui qui contrôle le passé contrôle le futur » ? Nous sauvegardons ces monuments pour nous rappeler et garder ce lien indispensable avec notre passé. Le dictionnaire nous apprend que sauvegarder signifie « garder sauf » mais aussi « sauver la garde », ce qui peut se traduire par « sauver ce qui nous garde ».

La valeur de mémoire est rassurante. Elle est aujourd'hui aussi très présente. Dans notre monde actuel, en perpétuel mouvement, elle constitue un point d'ancrage, un retour aux sources pour chacun d'entre nous. Elle est également rassurante pour la « nation » ; Dominique Audrerie³⁷, le fait remarquer certes de manière piquante mais pourtant réaliste : « Il est essentiel pour des pays chargés d'histoire de se rappeler qu'ils ont fait l'histoire, alors même qu'ils ne jouent plus qu'un rôle secondaire dans la concertation mondiale. ».

La valeur de mémoire est aussi déclinée sous la forme de valeur imaginaire, valeur légendaire. Certains lieux ont une capacité à mobiliser l'imaginaire. Dans un ouvrage édité par Le Moniteur³⁸, il est écrit ceci : « Dans toute architecture désaffectée, il y a quelque chose du

³⁷ in Dominique Audrerie, 1997, La notion et la protection du patrimoine, Paris, Presses universitaires de France, QSJ, 127 p.

³⁸ in, Sous la direction de Jean-Noël Mathieu, 2003, La reprise des monuments : architecture historique et projets contemporains, pratique de la réutilisation sur 40 sites en Europe aujourd'hui, Le moniteur, 143p.

château de Barbe-bleue, peuplé de personnages inscrits dans la mémoire collective — une « mémoire imaginaire », populaire ou savante à recueillir comme élément d'une histoire générale du lieu. ». Un haut-lieu a bien souvent un caractère légendaire auquel se rattache de vieilles traditions ou des souvenirs folkloriques. Dans les murs de Notre-Dame de Paris ne reste-t-il pas quelque chose de Quasimodo et d'Esméralda ? Autre exemple, qui n'est pas monumental mais qui permet de bien comprendre cette valeur : dans la forêt de Brocéliande n'a-t-on pas l'impression de côtoyer l'univers magique de Merlin ?

La valeur de mémoire se distingue de la valeur d'ancienneté car dans la valeur d'ancienneté ce qui importe ce sont les traces qui nous montrent que le temps est passé sur le monument et pas le passé en tant que tel. Dans le cas de la valeur de mémoire, les traces du passé peuvent nous aider à faire notre travail de mémoire, mais ce que nous cherchons avant tout c'est un refuge vers notre passé ; nous nous souvenons de ce qu'a été la vie de nos ancêtres, nos légendes et contes imaginaires. Tout ceci permet à l'homme moderne de s'évader.

2.2.3. La valeur historique

Pour A. Riegl, la valeur historique est liée au fait que le monument « représente pour nous un stade particulier, en quelque sorte unique, dans le développement d'un domaine de la création humaine. ». La valeur historique est donc d'autant plus grande que l'état originel est préservé. Cette valeur porte sur toutes les facettes de l'histoire : histoire politique, histoire sociale, histoire architecturale, ...

Le monument importe en tant que révélation d'une époque, de ses modes de vie, du temps écoulé depuis son édification. A chaque édifice s'attache une histoire, qui est une part de l'histoire de l'individu ou de la communauté qui l'ont produit et préservé. Au-delà de la remémoration qui consiste à se référer aux monuments anciens pour évoquer la gloire des temps passés, elle conduit à protéger les monuments parce qu'ils enseignent l'histoire. En cela la valeur historique est très fortement liée à la valeur cognitive, didactique d'un monument, qui sera détaillée plus loin.

Les différents monuments nous révèlent les styles romans, gothiques, gothiques flamboyants, baroques, modernes,... et, par la même, une partie de l'histoire architecturale de notre pays. Une ancienne mine ou une ancienne usine de filature, parle de l'histoire sociale, des conditions des ouvriers au XIX^{ème} siècle.

La valeur historique englobe beaucoup d'autres valeurs : la valeur culturelle, la valeur sociale, la valeur artistique, la valeur religieuse, la valeur architecturale,... Toutes les valeurs qui nous apprennent un pan de notre histoire qu'il soit sociale, artistique, politique, ... sont liées à la valeur historique. Néanmoins les autres valeurs exposées n'existent pas que par ce côté historique et c'est pourquoi il faut les présenter pour elles-mêmes. La valeur historique se distingue des deux autres valeurs de remémoration par son côté didactique que les deux valeurs précédentes n'ont pas.

2.2.4. La valeur culturelle

Le terme de culturel est lui aussi vaste. Dans le Larousse, la culture est définie comme « l'ensemble des structures sociales et des manifestations artistiques, religieuses, intellectuelles qui définissent un groupe, une société par rapport à une autre ». Nous nous limiterons dans cette partie à parler de la valeur artistique et de la valeur religieuse, les autres pans de la culture (l'histoire, la vie d'une société, ...) étant compris dans d'autres valeurs déjà exposées.

2.2.4.1. La valeur artistique

Pour A. Riegl, la valeur artistique est une valeur de contemporanéité (*Gegenwartswerte*) car elle appartient au présent dans la mesure où la définition de l'art n'est pas universellement et atemporairement admise: « La plupart des monuments répondent, entre autres, à une attente des sens ou de l'esprit que des créations neuves et modernes pourraient satisfaire aussi bien. La valeur de contemporanéité réside dans cette propriété qui, de toute évidence, n'attribue de rôle ni à l'ancienneté du monument ni à la valeur de remémoration qui en découle. Au lieu de considérer le monument en tant que tel, la valeur de contemporanéité tendra d'emblée à nous le faire tenir pour l'égal d'une création moderne récente, et à exiger aussi que le monument (ancien) présente l'aspect caractéristique de toute œuvre humaine en son premier surgissement. »³⁹

La valeur d'art est présente dans la mesure où le monument satisfait l'attente du vouloir artistique moderne. La valeur artistique d'un monument renvoie à une perception visuelle de l'édifice conçu comme un tableau.

A. Riegl y distingue la valeur de nouveauté et la valeur artistique relative. La première concerne l'apparence fraîche et neuve du monument ; « Toute œuvre d'art moderne doit, de par

³⁹ in A. Riegl, 1984, Le culte moderne des monuments, Paris, Le Seuil, 122p.

sa modernité même, se présenter sous un aspect achevé, dont les formes et les couleurs ne manifestent aucun signe de dégradation ». La seconde concerne la part des œuvres artistiques anciennes demeurée accessible à la sensibilité moderne. Nous apprécions les œuvres des générations passées en tant que manifestation du pouvoir créateur de l'homme et de son rapport dominateur à la nature. Ce qui se dégage à travers cette valeur, c'est la « spécificité du monument quant à sa conception, sa forme et ses couleurs ».

La valeur artistique est proche de la valeur esthétique, toutes deux référant au beau et toutes deux faisant appel à la satisfaction des sens ou de l'esprit. La valeur esthétique est difficile à définir ; néanmoins, nous pouvons dire, qu'il s'agit de l'émotion positive que nous pouvons éprouver à la vue d'un monument, émotion variant d'un cas à l'autre et d'une personne à l'autre. Est esthétique ce que nous considérons beau et qui nous procure un sentiment de satisfaction. La valeur esthétique est une valeur plus subjective que la valeur artistique. Est artistique ce qui est bien agencé, ce qui tient à la conception, à la forme, à la couleur d'un édifice. Néanmoins, nous considérons que ces deux valeurs sont très souvent confondues et présentes en même temps au sein d'un édifice.

Si nous nous éloignons de la définition de la valeur artistique donnée par A. Riegl et que nous considérons l'art comme la manière de concevoir un édifice, sa forme, ses couleurs, ..., nous pouvons alors inclure dans la valeur artistique la valeur architecturale (considération de l'art de construire), qui se retrouve également dans la valeur historique (histoire de l'architecture) ; c'est pourquoi nous ne lui accordons pas une partie entière. Elle recoupe également la valeur de société, témoin de l'art d'hommes vivant dans un temps et dont les techniques évoluent.

2.2.4.2. La valeur religieuse

Celle-ci concerne a priori principalement les édifices religieux ou anciennement religieux. Pour mieux saisir cette valeur et parce qu'elle nous intéresse tout particulièrement, pour notre sujet de recherche, nous allons rappeler la manière dont le territoire et la religion ont été longtemps intrinsèquement liés, en s'appuyant sur l'ouvrage intitulé Religions et Territoires⁴⁰.

⁴⁰ Sous la direction de J-R. Bertrand et C. Muller, 1999, Religions et territoires, Langres St-Cosmes, L'Harmattan, 292p.

Dès les origines, les villes et les religions ont été liées ; cela a été parfaitement montré dans des ouvrages tels que La cité à travers l'histoire⁴¹ et La ville, entre Dieu et les hommes⁴². Comme il est souligné dans l'ouvrage collectif Religions et Territoires, « Quels que soient le pays ou la confession, l'Eglise façonne ses propres territoires simultanément au processus de christianisation. En France, les clercs convertissent la population, bâtissent les églises et les centres de nouvelles entités qui quadrillent petit à petit le pays à partir du IV^{ème} siècle. La perfection et l'exhaustivité de cette organisation génère à la fin du XVIII^{ème} siècle les communes françaises, premières cellules d'un découpage administratif repris par l'Etat ». En effet, à partir du IV^{ème} siècle, la ville gallo-romaine est devenue une ville chrétienne, ville des évêques, ville des monastères, ville du culte des martyrs et des nécropoles, dans laquelle se manifeste le pouvoir de l'Eglise et au XVIII^{ème} siècle, les communes françaises font leur apparition en reprenant les découpages des paroisses ecclésiastiques. Des 40 000 églises de France aux monastères et abbayes célèbres, la religion catholique a marqué les territoires, ponctué et souvent suscité le développement des villes. Le culte a très souvent été à l'origine de la création de villes célèbres ; preuve en est le cas de Rome. Notre culture est très imprégnée de la vision judéo-chrétienne.

Aujourd'hui ces édifices jouent encore le rôle de repère, au moins physique pour l'ensemble des populations. Ils rappellent aussi l'époque où le sacré structurait l'espace, le temps et la vie sociale. Le monument vient susciter la vie religieuse du croyant et rappelle aux autres que la religion a marqué pendant de longs siècles l'organisation du territoire français et la vie de ses habitants. Nous voyons ici que la valeur religieuse est liée à celle de remémoration et d'histoire.

Pour les personnes ayant une culture religieuse, les édifices religieux expriment aussi leur valeur religieuse à travers toute la symbolique présente dans l'architecture, la disposition du bâtiment et de l'intérieur de celui-ci. En effet, l'architecture sacrée a repris et développé le symbolisme cosmologique. D'une part, l'église est conçue comme imitant la Jérusalem céleste, et ceci dès l'antiquité chrétienne ; d'autre part, elle reproduit le Paradis ou le monde céleste. Les quatre parties de l'intérieur de l'église symbolisent les quatre directions cardinales. L'intérieur de l'église est l'univers. L'autel est le Paradis, qui se trouve à l'est. A l'ouest, au contraire, est la région des ténèbres, de l'affliction, de la mort, des demeures éternels des morts, qui attendent la résurrection des corps et le jugement dernier. Le milieu de l'édifice est la terre. Les sculptures des

⁴¹ Lewis Mumford, La cité à travers l'histoire, 1964 réédité en 1994

⁴² Jean-Bernard Racine, 1993., La ville, entre Dieu et les hommes, Paris, Anthropos-Economica, 354p.

édifices « parlent » aussi beaucoup pour les personnes ayant une culture religieuse sans être obligatoirement croyantes, elles leur rappellent les histoires de la Bible et la vie du Christ.

2.2.5. La valeur cognitive et scientifique

Ces deux valeurs sont proches dans la mesure où elles font toutes deux références au domaine de la connaissance. L'édifice a valeur scientifique à partir du moment où il est objet d'étude. Nous cherchons alors à apprendre quelque chose de lui de manière scientifique. La valeur cognitive du monument est donc très proche de cette valeur scientifique, dans la mesure où, elle aussi, nous apprend quelque chose. L'édifice enseigne aux hommes leur passé et ce de manière plus authentique que les connaissances livresques. Les hauts-lieux permettent ainsi de construire une multiplicité d'histoire, politique, des mœurs, de l'art, des techniques, et de servir à la fois à la recherche intellectuelle et la formation des professions et des artisanats. Ils introduisent, également, comme le note F.Choay⁴³, « une pédagogie générale du civisme : les citoyens sont dotés d'une mémoire historique qui jouera le rôle affectif d'une mémoire vivante dès lors que la mobilisera le sentiment de fierté et de supériorité nationales ». On retrouve aussi l'idée d'apprendre sur le passé pour mieux saisir le présent et l'avenir et pour mieux se construire. Selon Jean-Michel Léniaud⁴⁴, « la conservation des œuvres du passé fera comprendre aux générations futures la marche vers le progrès ». La valeur cognitive est proche des valeurs artistique et historique. Les édifices nous forment dans différents domaines : l'histoire, la littérature, l'ethnographie, l'art, l'architecture, etc. La valeur cognitive peut se matérialiser à travers de nombreux points d'appui : circuits de tourisme culturel, classes de patrimoine, etc...

2.2.6. La valeur sentimentale, affective

Cette valeur ne touche pas les individus de la même manière. Elle fluctue selon le passé et l'émotivité de chacun. Par exemple, sans être croyant, nous pouvons rester attachés au clocher de notre église. Dans les petits villages, croyants et non croyants se rassemblent quand il est question de faire disparaître leur église. C'est un repère pour eux, un point de rassemblement, la place du village, quand bien même la paroisse se tient ailleurs. Dans les villes, ce sont les églises de quartiers auxquels les gens sont attachés. Le clocher de la plus humble église peut nous rappeler notre lieu de naissance, de baptême, de l'adolescence. Tel ou tel autre monument peut nous

⁴³ in Françoise Choay, 1996, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Le Seuil, collection La couleur des idées, 275p.

⁴⁴ in J-M. Léniaud, 1992, *L'utopie française : Essai sur le patrimoine*, Mengès, 180p.

rappeler notre enfance ; ce château, il nous rappellera nos jeux d'enfants, cette obélisque, notre période passionnée pour l'Égypte, cet autre bâtiment, la ville où nous étions étudiants,...

La valeur affective est très liée à la valeur de remémoration, de mémoire, au sens où le monument nous rappelle des événements et que ce travail de remémoration nous permet généralement de nous ressourcer ; il s'en distingue car le monument n'est pas dans la capacité d'évoquer la même chose pour deux personnes : c'est une valeur personnelle.

2.2.7. La valeur sociale

Cette valeur est à rapprocher, en passant à une autre échelle, à la valeur nationale ; elles sont toutes deux des valeurs identitaires. La conscience du passé permet de créer une identité commune pour le présent comme pour l'avenir. Certains lieux sont sélectionnés par la mémoire collective. Cette catégorie ou famille de monuments renvoie à l'ensemble d'une société des représentations de sa propre histoire. Les monuments sont alors des ferments identitaires. La valeur nationale fut une des premières ; c'est elle qui inspira les premières mesures conservatoires. Il fallait rassembler la nation, il fallait un élément fédérateur : le culte des monuments, le souvenir de notre histoire en était un.

L'autre facette de la valeur sociale est sa composante historique. Un édifice raconte une époque dans laquelle a vécu nos ancêtres, témoigne d'un temps où une société vivait et nous rend compte de l'évolution de notre société.

L'ensemble de ces valeurs, présentes de manière plus ou moins fortes dans les édifices, interagissent entre elles, peuvent être parfois contradictoires ou s'appeler. En toute logique, la valeur d'ancienneté, par exemple, exclut la valeur de nouveauté et menace aussi la valeur historique. La valeur affective par contre appelle la valeur de remémoration ; la valeur sociale, la valeur historique ; et les valeurs historique et culturelle, la valeur cognitive. On pourrait encore citer de nombreuses interactions. L'ensemble de ces valeurs comme cela a pu se ressentir dans leur exposé sont très liées, pour certaines, de manière inextricable.

Ces valeurs, parce qu'elles sont fédératrices, qu'elles rassemblent, nourrissent la symbolique des hauts-lieux. Le haut-lieu est symbolique parce qu'il rassemble, et il rassemble autour et grâce à toutes ces valeurs.

Dans cette seconde partie, nous avons rendu compte du caractère symbolique des hauts-lieux et des valeurs qui se dégagent de ces édifices. Or nous avons fait le choix de nous arrêter sur un type particulier de lieux symboliques, les édifices religieux catholiques. Aussi convient-il de les présenter plus clairement maintenant.

III. LES EDIFICES RELIGIEUX

Nous présenterons en quatre temps les hauts-lieux auxquels nous allons nous attacher pour notre recherche, pour mieux les connaître et avoir toutes les données en main pour aborder le cœur de notre sujet. Nous l'avons déjà précisé en introduction et nous le redisons ici nous ne nous attacherons qu'aux édifices religieux catholiques.

3.1. Quels sont-ils ?

Nous devons dans cette partie distinguer deux types d'édifices, les lieux de culte des fidèles, d'une part, et, d'autre part, les lieux privés de communautés religieuses catholiques. Autrement dit, les lieux relevant du clergé séculier, vivant « dans le siècle », et ceux relevant du clergé régulier, vivant retiré du monde.

3.1.1. Les édifices séculiers

Le terme d'église, du grec *ekklêsia* («assemblée»), appliqué à l'origine aux communautés restreintes, puis étendu aux diverses tendances du christianisme, désigna très tôt le bâtiment accueillant l'assemblée des fidèles. La cathédrale tire son nom de la cathèdre (du grec *cathedra*), siège de l'évêque dans l'église dont celui-ci est le desservant.

Soumise aux évolutions techniques et esthétiques, l'église répond aussi aux exigences de la liturgie, ensemble des règles qui régissent le déroulement des offices, précisant la place et le rôle du clergé et de la communauté des fidèles.

Pour l'Eglise catholique, toute église est donc d'abord le lieu où les chrétiens se rassemblent pour les prières, l'écoute de la Parole de Dieu et la célébration des sacrements, spécialement celui de l'Eucharistie. C'est aussi le lieu où chacun peut entrer, se recueillir et prier personnellement en présence du Seigneur. L'église est le moyen de passage entre dimensions humaine et spirituelle.

Aujourd'hui, nous distinguons différents édifices religieux réguliers, qui sont généralement regroupés sous le même vocable « église ». Nous allons définir rapidement les plus courants.

La cathédrale est l'église du siège de l'évêque d'un diocèse ; dans chaque diocèse, c'est la première des églises. En cela, elle se distingue des autres églises monastiques ou paroissiales. Il y a une cathédrale par diocèse.

L'église paroissiale est l'église de la communauté des chrétiens qui habitent autour ; un prêtre en a reçu la charge (en latin *cura*, d'où le mot curé) et l'anime avec d'autres chrétiens. Comme l'indique son nom, il y a une église par paroisse.

Dans une église on trouve souvent plusieurs chapelles réparties sur les bas-côtés et autour du chœur ; elles peuvent aussi être indépendantes de l'église et/ou liées à un collège, une prison, un hôpital, un quartier ... En campagne et en montagne, nous trouvons facilement des chapelles indépendantes.

La basilique est une appellation ancienne issue du monde romain ; aujourd'hui, la basilique est le titre donné par le Pape pour honorer un lieu, surtout un lieu de pèlerinage. On y trouve très fréquemment des reliques.

Ces édifices sont généralement orientés vers l'est, du côté du soleil levant, symbole du Christ qui se lève de la mort. Au sol, il reprenne la forme schématique du corps humain. La grande nef est le tronc, traversé par le transept, les bras, et avec un chœur et une abside, la tête. Cette forme rappelle le Christ mort sur la croix.

Différents types d'architecture se sont succédés au fil du temps : architecture romane, gothique, gothique flamboyant, baroque, néoclassique,... et font la richesse de ce patrimoine.

3.1.2. Les édifices réguliers

Dans cette partie nous parlerons indistinctement des monastères, des couvents, des abbayes et des prieurés sous le même terme, celui de monastère. Le mot de couvent (conventus) à l'origine désignait la communauté des religieux ; ce n'est qu'au XVII^{ème} siècle, par néologisme, que le terme pris le sens de bâtiment. L'abbaye, pour sa part est un couvent ou monastère généralement de règle bénédictine, comportant au moins douze moines ou moniales. Les prieurés sont une sorte de monastère dont le supérieur est nommé par l'abbé de l'abbaye-mère.

Ainsi ces quatre termes même si ils ont des caractéristiques un peu particulières qui les distinguent, désignent tous au départ les bâtiments où habitent les moines et moniales sous la direction d'un abbé ou d'une abbesse.

3.1.2.1. Historique du monachisme

La vie chrétienne monastique est d'origine orientale. Au début, il s'agit de simples regroupements d'ascètes vivant dans la solitude absolue (anachorètes), à l'imitation de Saint Antoine, partageant l'office et l'eucharistie du dimanche. La vie en commun se développe rapidement. Dès le III^{ème} siècle, les moines chrétiens d'Egypte vivent en groupes de trente à quarante dans des habitations isolées. Le cénobitisme (vie religieuse en commun), à l'opposé de l'anachorétisme (vie religieuse solitaire), prend un vif essor non seulement en haute puis en basse Egypte, mais bientôt aussi en Palestine et en Syrie. Petit à petit, l'architecture monastique s'adapte aux exigences de cette vie communautaire. Dès ses débuts, l'abbaye est un univers qui fonctionne en économie fermée, chaque moine apportant par son travail sa contribution à la vie de groupe. La vie monastique s'introduit en Occident dès le début du V^{ème} siècle ; les religieux imitent l'organisation des moines d'Orient : ils vivent en commun, obéissant au supérieur qu'ils ont choisi et dont la nomination a été confirmée par le Pape ou par l'évêque de la province.

Les hommes du Moyen-Age sont obsédés par le salut ; pour eux, toute destinée humaine, à l'image de l'histoire du monde commençant avec la création et s'achevant par le jugement dernier, est une marche vers l'éternité. Il y a plusieurs moyens de mériter l'au-delà : des moyens négatifs, par exemple repousser les séductions et les persécutions du Diable, présent à tout instant de la vie, sous la forme d'une femme ou d'un démon grimaçant ; des moyens positifs : se livrer à un certain nombre de pratiques, jeûnes prolongés, dévotion envers le Christ souffrant, l'Eucharistie et la Vierge, donations testamentaires à l'Eglise, œuvres multiples de miséricorde comme les soins donnés aux lépreux, participation aux plus grands pèlerinages, ceux qui mènent vers Rome, Saint Jacques de Compostelle et Jérusalem et qui permettent à chaque étape de vénérer des reliques, source de puissance et de salut pour les fidèles. Mieux encore : l'Eglise propose comme idéal la fuite du monde, la vie monastique. C'est dans cette logique là que les monastères, couvents et abbayes vont se développer au Moyen-Age.

Différents ordres vont se succéder, en France, au cours du temps. Le premier grand ordre est l'ordre des Bénédictins ; l'abbaye de Cluny en est un exemple. L'observance bénédictine a été réglée par Benoît d'Aniane, à l'époque carolingienne. Au XI^{ème} siècle, vont apparaître des mouvements monastiques caractérisés par la recherche de la solitude, de la pauvreté, de la mortification, tels que ceux de Grandmont, de la Chartreuse et de Fontevraud car pour un certain nombre de religieux, les autres monastères offraient une vie certes spirituelle mais trop douce. Au

début du XII^{ème} siècle, c'est à l'ordre cistercien de faire son apparition ; il a été créé à Cîteaux par Robert de Molesme et lancé en Europe par Bernard de Clairvaux. Leur règle est basée sur l'harmonisation d'un « programme de vie au désert avec la règle de Saint Benoît pratiquée à la lettre » : une aspiration vers la solitude, une pauvreté confinant au dénuement et le recueillement.

Au XII^{ème}, les chanoines prennent petit à petit le pas sur les moines avec notamment la congrégation des Prémontrés (associant vie contemplative, prédication et ministère pastoral). Les collégiales sont le nom donné aux édifices dont le service est assuré par des chanoines dont la règle est de vivre en communauté (collège) et de chanter des offices. Les chanoines réguliers faisaient les trois vœux monastiques (pauvreté, chasteté, obéissance) mais demeuraient au contact avec le monde par l'office paroissial, la prédication et la confession. Aussi les chanoines se trouvent-ils à la limite des deux mondes que nous exposons ici, suivant à la fois la vie du clergé régulier et à la fois celle du clergé séculier.

Entre le XIII^{ème} et le XVI^{ème} siècle, l'institution monacale décline lentement, pour connaître un regain au XVII^{ème} siècle et une nouvelle décadence au XVIII^{ème} siècle sanctionnée par les révolutions. Aujourd'hui, le clergé régulier est beaucoup moins présent dans notre société qu'il y a quelques siècles et de nombreux monastères ont fermés.

Dans les ordres, se constituaient des congrégations, groupement de plusieurs monastères autonomes sous un même supérieur, faites d'abbayes filiales et de prieurés dépendants. Cluny, par exemple a été une maison mère de l'ordre bénédictin, Cîteaux, de l'ordre cistercien.

3.1.2.2. Composition d'un monastère

Un monastère a nécessairement une organisation complexe, puisqu'il doit répondre, en état de quasi-autarcie, à tous les besoins, spirituels et matériels, d'un certain nombre d'hommes. Un monastère est un microcosme. C'est, avant tout, une église et une sacristie. C'est ensuite une série de bâtiments destinés à permettre à la vie quotidienne des religieux de se dérouler comme il convient : le cloître, cœur de la vie communautaire, la salle capitulaire, les dortoirs, distincts, des religieux de chœur, des novices et des convers, le réfectoire et la cuisine, toujours voisins, le chauffoir ou parloir d'hiver, la salle d'ablutions ou étuve, l'infirmerie qui, dans une grande abbaye, peut avoir sa propre chapelle, son cloître, sa cuisine et son jardin, les lieux dits *necessaria* ou *latrina*, situés près du dortoir et unis à cette salle par un étroit couloir. Par la force des choses, tout monastère comprend encore des bâtiments de servitude à savoir une buanderie, une boulangerie, des étables, des écuries, un grenier, des magasins à provisions, dits *promptuaria*

ou pitancerie. On peut parfois trouver une hôtellerie pour recevoir les pèlerins. Enfin, tout monastère a ses viviers, son potager, ses carrés d'herbes médicinales et ménagères.

Quelques variations peuvent se relever par rapport à ce schéma. En effet, quelle qu'ait été la volonté de bâtir selon des plans et des normes semblables, sinon identiques, des diversités n'ont pas manqué d'apparaître. Liées, cela va de soi, aux différences des spiritualités, des vocations et des visions du monde (liées aux différents ordres), mais aussi dues aux accidents de l'histoire, aux expériences singulières, à la variété des matériaux, des terrains et des climats, aux influences du milieu extérieur, à l'évolution imperceptible des sensibilités et aussi à l'irrépressible personnalité du maître d'œuvre.

Le cloître (*claustrum*) est le cœur du monastère, le lieu géométrique de la vie commune, le centre de la citadelle monastique. Les bâtiments communautaire, dortoir et réfectoire, lui sont extérieurs, comme le sont les dépendances des frères : cuisine, boulangerie, buanderie, etc. La plupart des cloîtres sont quadrangulaires mais certains sont triangulaires, trapézoïdaux, polygonaux ou même circulaires. On a voulu donner à ses formes des significations symboliques, par exemple, le cloître triangulaire aurait été bâti pour honorer la Sainte-Trinité : en fait, cela dépend de la nature du terrain. Quelles que soient leurs formes, les cloîtres se présentent, à l'origine, comme une série de galeries couvertes de bardeaux, de tuiles ou par la suite d'ardoises.

Dans la vie quotidienne, le cloître est l'endroit où s'inscrivent les principales activités de la journée : la distribution des tâches, l'exécution de certains travaux, le cortège des moines qui vont de l'église à la salle capitulaire, la lente procession des grandes fêtes, les ablutions rituelles avant les repas (tout cloître comporte un lavabo, *lavatorium*, où les moines vont se laver les mains avant d'entre au réfectoire), la lecture, la prière, la méditation, ... Dans le cloître, chacun longe les murs et on circule en silence.

La salle capitulaire, salle du chapitre est la salle où se réunit le couvent, c'est-à-dire la communauté des religieux, pour entendre la lecture d'un chapitre de la règle, d'où son nom. Là, les religieux discutent, prennent les décisions importantes, procèdent à l'élection du supérieur à la mort ou à la déposition du précédent, entendent, à l'occasion, un commentaire sur tel ou tel problème de la vie spirituelle, avouent leurs fautes et ... dénoncent celles des autres. La salle est presque toujours rectangulaire.

Nous trouvons également, comme on l'a signalé plus haut des églises et des chapelles au sein de ces monastères. On parle d'abbatiale, dans le cas d'une église d'abbaye, d'un monastère

de religieux. Le chœur y est particulièrement développé pour que les moines puissent s'y réunir plusieurs fois par jour pour la prière.

3.2. Combien sont-ils en France ?

Nous ne pouvons pas ici avancer de chiffres exacts quant aux édifices religieux affectés et désaffectés. Les chiffres présentés ci-dessous sont des approximations faites à partir de l'enquête de Bernadette Duboscq et de Pierre Moulinier⁴⁵, et de trois entretiens réalisés successivement avec Jean Fosseyeux⁴⁶, Jean-Michel Léniaud⁴⁷ et M. Macé de Lépinay⁴⁸. Quoiqu'il en soit, ce que nous pouvons retenir, c'est l'immense « parc » que ces édifices représentent en France.

Suite à l'enquête réalisée en 1989 et relatée par B. Duboscq et P. Moulinier, 31 689 églises sont recensées et 5 905 chapelles sur le territoire de France métropolitaine moins les départements concordataires. Ces derniers chiffres ne comprennent pas les édifices construits depuis la loi de séparation de 1905 et ceux qui échappent aux implications de cette loi (des chapelles ou églises privées ou publiques aux bâtiments désaffectés ou réaffectés) ainsi que les édifices « oubliés » par les communes lors des réponses formulées à cette enquête. Ces chiffres paraissent quelque peu sous-évalués.

En effet, nous pouvons déjà compter un minimum d'une église par commune, et une cathédrale, par diocèse. Or, nous savons bien que dès que la taille de la ville augmente, nous retrouvons plusieurs églises dans une même ville, une par quartier. Pour exemple, à Paris, il y aurait approximativement 150 églises. Nous arrivons ainsi facilement à 50 000 églises. Ce chiffre ne tient pas compte des couvents, monastères et abbayes ainsi que des chapelles affectés ou non. Nous pouvons alors doubler ce chiffre, les chapelles étant très présentes sur le territoire français.

⁴⁵ B. Duboscq et P. Moulinier, 1987, Eglises, chapelles et temples de France : un bien commun familial et menacé, Paris, Ministère de la culture et de la communication, direction de l'administration générale et de l'environnement culturelle (Département des études et de prospectives), Documentation Française, 118p.

⁴⁶ Jean Fosseyeux est Secrétaire général du comité pour la patrimoine cultuel du ministère de la culture et de la communication ; il est également vice-président de l'ICOMOS

⁴⁷ Jean-Michel Léniaud est actuellement directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et professeur à l'Ecole nationale des Chartes ; reconnu dans le domaine du patrimoine, il a notamment écrit L'utopie française : Essai sur le patrimoine

⁴⁸ Ancien pensionnaire de l'Académie de France à Rome, François de Macé de Lépinay est conservateur général du patrimoine depuis 1994. Après avoir été chargé de l'inspection des Monuments Historiques de Paris de 1991 à 1996, il est, depuis cette date, inspecteur des Monuments Historiques pour l'Ile-de-France, la région Rhône-Alpes, la Basse-Normandie et la Bretagne.

Pour être prudent, nous pourrions dire qu'il y a entre 60 000 et 100 000 édifices religieux affectés ou non en France.

Les édifices religieux ou d'origine religieuse, protégé ou non au titre des monuments historiques, représentent incontestablement une grande partie du patrimoine architectural français. Comme le fait remarquer Jean Fosseyeux, « il suffit pour s'en convaincre de traverser la France, que ce soit par la route ou le chemin de fer, de parcourir nos villes et nos villages ».

En se limitant aux données statistiques des monuments protégés⁴⁹, on constate que, en 2001, les édifices religieux représentent 31 % des monuments historiques protégés, juste derrière les habitations (34%), et loin devant le troisième type (l'architecture militaire avec 6%). Nous pouvons estimer que le patrimoine architectural religieux comporte 12 600 bâtiments protégés dont 5 400 classés.

3.3. Quelle logique d'implantation ont-ils respectés ?

Il est intéressant d'étudier la manière dont les édifices religieux se sont implantés ; cela permettra de mieux comprendre la logique à laquelle ils voulaient répondre. Au Moyen-Age, l'espace rural s'est organisé autour des grands domaines monastiques, des églises paroissiales et des châteaux.

3.3.1. Les édifices séculiers

Ernest Renan : « On peut imaginer, dans chaque lieue carrée et pour chaque millier d'habitants, une famille noble et sa maison à girouette, dans chaque village, un curé et son église, toutes les 6 ou 7 lieues une communauté d'hommes ou de femmes. »

Comme le signale cette phrase, les édifices séculiers, à savoir principalement églises et cathédrales étaient centrales dans les villages ; c'est autour de celles-ci que la ville s'organisait. Elle était le lieu de rencontre de la ville ou du village, on y célébrait les offices et on y trouvait refuge.

⁴⁹ Citées in Bulletin n°50-51 de l'ICOMOS-France, 2002, p.77-80, article de Jean Fosseyeux

3.3.2. Les édifices réguliers

Au début de l'implantation d'un monastère, il y a l'exigence de la foi, d'une foi radicalement vécue, loin du monde, loin des hommes. Les monastères sont donc installés, pour les premiers ordres monastiques, à l'extérieur des villes et, bien souvent, à proximité d'un cours d'eau et d'une route. Une telle situation permet au monastère de faire face aux tâches qu'impose la vie communautaire : le courant d'eau fait marcher les moulins, alimente les cuisines, dessert les égouts, entraîne les ordures de l'hospice, des latrines, des cuisines et de l'infirmerie.

Le Moyen-Age s'est nourri des lieux communs sur « l'horreur » des sites où s'installèrent les monastères, d'une part, et, d'autre part, sur le charme bucolique de la vie claustrale, loin des rumeurs et des pollutions morales et physiques des « grandes villes ». Certes certains sites étaient quelque peu austères avant qu'ils ne fussent humanisés par la présence et le travail des moines, mais le terme d'horreur était peut être un peu fort.

Avec le temps, différents ordres se sont distingués et l'implantation des monastères a changé. Il se situent alors aux portes des villes, à l'intérieur même de celles-ci, comme à l'extérieur. Les ordres Prêcheurs (Dominicains) et Mineurs (Franciscains), par exemple, se sont donnés pour tâche au XIII^{ème} siècle l'apostolat des villes et des faubourgs.

3.4. Quelles législations les régissent ?

Nous exposerons brièvement le contexte de laïcité français pour expliquer à qui appartiennent les édifices religieux puis présenter la procédure de désaffectation des édifices. Ceci nous permettra de terminer par un récapitulatif bref des trois grand types d'édifices religieux désaffectés.

Nous n'aborderons pas les législations qui régissent les monuments historiques même si certains édifices religieux peuvent être concernés par celles-ci. Portant sur le côté architectural du bâtiment, nous estimons que ce n'est pas là une aide pour notre sujet.

3.4.1. Le contexte de laïcité : les principaux textes sur la laïcité et ce qu'ils posent

A l'heure actuelle, la France est un Etat basé sur les principes de laïcité et de liberté de conscience. Le passage d'un Etat où la religion catholique est religion d'Etat à un Etat laïc s'est faite progressivement.

Les textes législatifs les plus « symboliques » sont les lois sur l'enseignement laïque qui commencent en 1850 et qui sont surtout développées sous la III^{ème} République (loi Falloux de 1850, loi Ferry de 1882, loi Goblet de 1886) et bien sûr la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat. Y sont posés les premiers principes de la définition de la laïcité : la laïcité découle de la liberté de conscience proclamée par le premier article de la loi de 1905 et vise à garantir la neutralité de l'Etat face aux cultes. A l'origine de tendance anticléricale (Emile Combes, par exemple), cette conception plus ouverte l'emporte (avec notamment Aristide Briand et Jean Jaurès). La loi de 1905 qui est suivie de la loi de 1907 fixe le statut des associations et congrégations religieuses qui organisent le culte et gèrent les édifices de cultes, laissant leur libre accès même en l'absence de création d'association culturelle.

Nous pouvons également citer quelques textes constitutionnels qui affirment ce principe de laïcité :

- la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 intégrée au préambule de la Constitution du 4 octobre 1958
- le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 repris également dans le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958
- la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948
- la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950
- la Constitution du 4 octobre 1958
- la Constitution du 23 novembre 1977 par laquelle le Conseil Constitutionnel reconnaît la valeur institutionnelle des principes de liberté de l'enseignement et de liberté de conscience

Suite aux différentes lois adoptées quant à la laïcité et à la position de l'Etat par rapport aux religions, les édifices cultuelles sont aujourd'hui soumis à deux juridictions : celle des pouvoirs publics et celle de la hiérarchie catholique.

3.4.2. La procédure de désaffectation

L'affectation légale au culte des églises communales ne peut cesser que par leur « désaffectation » prononcée, selon les cas, par arrêté préfectoral, par décret en conseil d'Etat ou par une loi. Il ne peut pas y avoir de désaffectation « de fait » pour ces édifices religieux. Cinq cas limitativement prévus sont énumérés dans l'article 13 de la loi de 1905 :

- si l'association bénéficiaire est dissoute,
- si, en dehors des cas de force majeure, le culte cesse d'être célébré, pendant plus de six mois consécutifs,
- si la conservation de l'édifice ou celle des objets mobiliers classés en vertu de la loi de 1887 et de l'article 16 de la présente loi, est compromise par insuffisance d'entretien et après mise en demeure du conseil municipal ou, à son défaut, du préfet,
- si l'association cesse de remplir son objet ou si les édifices sont détournés de leur destination,
- si elle ne satisfait pas aux obligations de l'article 6 (paiement des dettes de l'ancien établissement supprimé), ou du dernier paragraphe du présent article (réparations), soit aux prescriptions relatives aux Monuments Historiques.

La désaffectation est prononcée par « arrêté préfectoral, à la demande du conseil municipal lorsque la personne physique ou morale ayant qualité pour représenter le culte affectataire aura donné par écrit son consentement à la désaffectation » (décret du 17 mars 1970).

Selon la jurisprudence depuis longtemps établie, la personne physique ayant qualité pour représenter le culte catholique est l'évêque. La désaffectation de l'église ne peut donc avoir lieu sans le consentement préalable et écrit de l'évêque concerné (Code de droit canonique, canon 1222). La commune qui reste propriétaire de l'édifice dispose alors seule de la jouissance du lieu.

Cette procédure s'applique uniquement aux églises et cathédrales ; concernant les monastères, abbayes et couvents, c'est le départ des religieux qui signent la désaffectation « de fait » (au sens du dictionnaire Larousse, « qui retire sa destination normale »).

3.4.3. Les cinq types d'édifices religieux désaffectés

Le patrimoine architectural religieux désaffecté peut être classifié en cinq types :

- les **bâtiments religieux des « biens ecclésiastiques »** dont le décret du 2 novembre 1789 de l'Assemblée nationale avait décidé qu'ils étaient « **à la disposition de la nation**, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres » qui ne restèrent pas affectés au culte et **qui furent utilisés par les différentes personnes morales de droit public pour accueillir des services publics** (bibliothèques, préfectures, lycées, hôpitaux, tribunaux, ...) ;
- les **bâtiments religieux des « biens ecclésiastiques »** dont le décret du 2 novembre 1789 de l'Assemblée nationale avait décidé qu'ils étaient « **à la disposition de la nation**, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres » qui ne restèrent pas affectés au culte et qui ne furent pas confiés à la gestion de l'Etat, des départements et des communes pour que des activités d'intérêt général s'y développent ; ces bâtiments furent **vendus ou cédés et connurent des destins plus ou moins heureux** (sièges d'académie, de sociétés savantes ou d'entraide, cinéma, marché, grange, garage, bâtiment agricole, abandon,...) ;
- les **bâtiments religieux bâtis avant 1905**, ayant été affectés au culte, en application de la loi concordataire du 18 germinal an X et des lois de séparation des églises et de l'Etat en date des 9 décembre 1905 et 2 janvier 1907, mais **aujourd'hui désaffectés, et restant propriétés de l'Etat en ce qui concerne les cathédrales et des communes pour ce qui est des autres** ;
- les **bâtiments religieux bâtis avant 1905**, ayant été affectés au culte, en application de la loi concordataire du 18 germinal an X et des lois de séparation des églises et de l'Etat en date des 9 décembre 1905 et 2 janvier 1907, mais **aujourd'hui désaffectés et vendus à des privés** ;
- les **bâtiments religieux bâtis après 1905** en vue de la pratique cultuelle, qui **appartiennent à des associations ou à des sociétés privées** et dont certains ont **reçu depuis des affectations nouvelles**

Nous pouvons donc trouver tous types de propriétaires pour ces édifices religieux désaffectés : l'Etat, les collectivités territoriales ou des privés.

En conclusion de cette partie, rappelons que le patrimoine culturel des chrétiens est également le patrimoine culturel de toute une population, population qui s'y intéresse particulièrement. Selon l'enquête de 1997⁵⁰ sur la pratique culturelle des français, sur 100 personnes ayant visité un monument au cours des douze derniers mois,

- 38 ont visité une cathédrale*
- 46 une église, une abbaye ou un monastère*
- 54 un château fort ou un rempart*
- 32 un autre monument ancien non religieux*
- 34 un quartier ancien dans une ville historique*
- 5 un site industriel*
- 13 un parcours dans un jardin historique.*

Ainsi, les édifices religieux ont été visités 84 fois, poids important aux vues des 138 fois où les autres lieux ont été fréquentés.

Comme le souligne Dominique Ponnau⁵¹ : « Il se trouve que les lieux culturels sont en effet, plus que d'autres, attirants ; ce sont peut-être les lieux qui attirent le plus l'homme de culture aujourd'hui. »

⁵⁰ Olivier Donnet, La pratique culturelle des Français. Enquête 1997, DEP, La documentation Française, Ministère de la culture et de la communication, 1998, Paris, 359p.

⁵¹ D. Ponnau in *Colloque « Culte et culture »*, L'aménagement des lieux de culte, 1987, Desclée, Paris, 258p.

Conclusion de la partie I

Cette première partie nous a été indispensable pour comprendre le cadre général dans lequel se situait notre sujet de recherche.

Nous avons pu ainsi saisir l'évolution de nos comportements vis-à-vis de la réutilisation et ce qu'il en est actuellement. Notre regard à l'égard du patrimoine en général, et des hauts-lieux en particulier a changé et ce depuis la moitié du XIX^{ème} siècle. Les sociétés du passé, respectueuses des monuments en raison de leur fonction sociale (religieuse, politique, stratégique, intellectuelle, ...) n'hésitaient pas à les renverser si la disparition ou la transformation de la fonction l'exigeait. Maintenant, une valeur en soi est reconnue aux monuments, indépendamment de leur fonction qui est généralement révolue, dépassée ou contestée. Témoins de l'histoire, ils ont acquis en quelque sorte une valeur sacrée, au second degré. Parallèlement, néanmoins, le poids des contraintes économiques et de l'utilitarisme social, l'évolution socio-démographique et le cadre législatif, nous conduisent à chercher une alternative à la simple sauvegarde, une réutilisation qui serait en accord avec le monument et son histoire.

Les hauts-lieux dont font partie les édifices religieux, tout comme le patrimoine, sont des lieux symboliques, porteurs de valeurs en interaction. Les monuments nous parlent, nous communiquent des valeurs qui nous rassemblent. Nous avons fait l'hypothèse, en introduction, que la symbolique des hauts-lieux influait sur l'acceptabilité des réutilisations qui en sont faites ; aussi fallait-il expliquer pourquoi, en quoi, ces lieux étaient symboliques et remplis de valeurs.

Enfin, il nous fallait connaître un peu plus le type de hauts-lieux auxquels nous nous intéressons plus particulièrement, les édifices religieux. A l'aide de quelques chiffres, de l'histoire de leur implantation et de la législation qui les entoure, c'est chose faite.

Nous pouvons donc, maintenant, à la lumière des connaissances qui ont été exposées dans cette partie aborder le deuxième temps de notre recherche.

PARTIE 2 :

LES REUTILISATIONS DES EDIFICES RELIGIEUX DESAFFECTES ET LEUR ACCEPTABILITE

Nous abordons avec cette seconde partie le cœur même de notre sujet de recherche. Maintenant que le décor général est planté, nous pouvons essayer de répondre à notre question spécifique : la symbolique des édifices religieux désaffectés influe-t-elle sur l'acceptabilité des réutilisations qui sont faites de ces édifices ? Par acceptabilité, nous entendons le degré d'acceptation potentielle de l'ouvrage par la population ; l'acceptabilité s'oppose au refus, au rejet, à la critique du projet de réutilisation. L'acceptabilité traduit la manière dont les individus perçoivent un projet : ils l'acceptent avec enthousiasme, l'acceptent avec des restrictions ou de la méfiance, ou ne l'acceptent pas du tout et le rejettent.

Après avoir expliqué la manière dont a été réalisé ce travail, nous dresserons un état des lieux des réutilisations des édifices religieux pour ensuite donner les facteurs explicatifs de ces réutilisations et de leurs acceptabilités. De là découleront quelques préconisations. Cette partie sera ponctuée d'exemples indispensables pour illustrer nos propos.

I. METHODOLOGIE DU TRAVAIL DE RECHERCHE

Notre travail s'est effectué en quatre temps. La lecture d'ouvrages et un travail de recherches sur Internet ont tout d'abord été indispensables. L'appréhension sur le terrain des réutilisations, de leur acceptabilité et de l'influence présumée de la symbolique a été réalisée grâce à la constitution d'un questionnaire auprès de la population, poursuivi, dans certains cas, par des entretiens ; par la rencontre de professionnels ; et enfin , en parallèle de ces différentes étapes, par des visites sur des lieux de réutilisations pour approfondir quelques exemples.

1.1. Les lectures

Suite à une recherche bibliographique, nous avons pu retenir quelques ouvrages qui répertoriaient différentes réutilisations d'édifices désaffectés. Nous pouvons citer l'ouvrage de François Cali⁵², celui de Michel de Saint Pierre⁵³, ainsi que celui de Bernadette Duboscq et Pierre Moulinier⁵⁴.

Différents sites Internet nous ont permis, en parallèle, de découvrir d'autres cas de réutilisations ou d'approfondir ceux que nous avions déjà à notre connaissance.

Les recherches internet et nos lectures nous ont permis de mieux saisir la fréquence à laquelle revenait tel ou tel type de réutilisations et la logique dans laquelle elles étaient réalisées.

1.2. Les questionnaires

Après ce travail de recherche d'informations sur des cas de réutilisations d'édifices religieux désaffectés, nous avons confectionné un questionnaire (figurant en annexe). Son but est de mieux saisir la manière dont les personnes perçoivent la réutilisation des édifices religieux désaffectés et les réutilisations qu'ils accepteraient le plus facilement ainsi que celles qu'ils rejetteraient.

⁵² F. Cali, 1970, *L'église des ruines*, France éditeur Mane, R.Morel, 184p.

⁵³ M. de Saint Pierre, 1973, *Eglises en ruine. Eglise en péril*, Paris, Plon, 459p.

⁵⁴ B. Duboscq et P. Moulinier, 1987, *Eglises, chapelles et temples de France : un bien commun familial et menacé*, Paris, Ministère de la culture et de la communication, direction de l'administration générale et de l'environnement culturelle (Département des études et de prospectives), Documentation Française, 118p.

1.2.1. A qui s'adresse le questionnaire ?

Le questionnaire a été distribué aux visiteurs des Offices de Tourisme par l'intermédiaire du personnel de ces derniers. Deux autres possibilités ont été étudiées pour diffuser ces questionnaires. Dans un premier temps, nous avons pensé interroger sur les lieux-mêmes d'édifices réutilisés ; cette solution a été abandonnée pour biaiser le moins possible les réponses. En effet, les personnes remplissant le questionnaire auraient déjà eu un intérêt particulier pour ces édifices, s'y trouvant. L'autre solution aurait été de choisir au hasard, dans la population des personnes et de leur envoyer ces questionnaires ; cette solution aurait sûrement été la meilleure. Elle a été néanmoins abandonnée ayant besoin d'un maximum de réponses dans un minimum de temps et pour le moindre coût. Les Offices de Tourisme comme diffuseurs des questionnaires ont donc été retenus.

Le choix des Offices de Tourisme ne s'est pas fait non plus au hasard. Ils ont été choisis dans un périmètre proche d'édifices religieux réutilisés, eux-mêmes facilement accessibles de Tours afin de pouvoir si déplacer si besoin est. Ont été ainsi concernés par les questionnaires les Offices de Tourisme suivants : Office de Tourisme du Pôle de Saint Amand Montrond-Orval, Office du Tourisme de Bléré-Val de Cher, Office de Tourisme du Saumurois, Office de Tourisme du Pays d'Azay-le-Rideau, Office de Tourisme d'Orléans, Office de Tourisme de Poitiers, Office de Tourisme de Tours, Office de Tourisme d'Angoulême, Office de Tourisme de Bourgueil, Office de Tourisme de Vendôme et Office de Tourisme de Rennes ; soit au total, 11 Offices de Tourisme sur lesquels ont été répartis 370 questionnaires.

Carte n°1 : Les Offices de tourisme ayant reçu des questionnaires



- 1 : OT du Pôle de Saint Amand Montrond-Orval
- 2 : OT de Bléré-Val de Cher
- 3 : OT du Saumurois
- 4 : OT du Pays d'Azay-le-Rideau
- 5 : OT d'Orléans
- 6 : OT de Poitiers
- 7 : OT de Tours
- 8 : OT d'Angoulême
- 9 : OT de Bourgueil
- 10 : OT de Vendôme
- 11 : OT de Rennes

Réalisation : Pauline Marton
Source : Internet

1.2.2. Comment est constitué le questionnaire ?

Le questionnaire qui a été distribué est composé de deux parties : la première concerne la manière dont la personne appréhende la réutilisation des édifices religieux désaffectés, la seconde porte sur des questions relatives à la personne afin de voir si des déterminants sociaux peuvent influencer sur les réponses.

La première question est très ouverte pour voir comment réagissent instinctivement les personnes questionnées. La question est la suivante : « D'une manière générale, que pensez-vous des édifices religieux (églises, chapelles, cathédrales, couvents, monastères, abbayes, ...) qui sont utilisés à d'autres fonctions ? ».

Dans une seconde question, les personnes doivent citer des édifices religieux désaffectés réutilisés, dont ils ont connaissance ou qu'ils ont déjà visités, en spécifiant ce qu'ils ont pensé de la réutilisation. « De plus en plus d'édifices religieux sont aujourd'hui utilisés à d'autres fonctions, en parallèle ou non de leur fonction religieuse. Avez-vous déjà visité ou fréquenté de tels édifices ? Si oui, lesquels ? ».

La troisième question, ouverte et très large, cherche à les faire réagir sur ce que l'on peut envisager comme réutilisation. « Selon vous, peut-on tout faire dans un édifice religieux ? Pourquoi ? ».

La quatrième question est posée pour savoir si les gens font une distinction, indépendamment des contraintes techniques, entre les utilisations possibles dans un édifice régulier et dans un édifice séculier. Sont-ils prêts à accepter plus, moins, ou la même chose dans les églises que dans les monastères ? « Peut-on faire la même chose dans les lieux de rassemblement des croyants (églises, cathédrales, chapelles, ...) d'une part, et dans les lieux plus privés des communautés religieuses (monastères, couvents, abbayes, ...) d'autre part, indépendamment des contraintes techniques ? Pourquoi ? ».

Dans la cinquième question " A quoi peuvent être utilisés les édifices religieux, une fois leur fonction de culte abandonnée, et en passant outre les contraintes techniques liées à chaque édifice ?", il y a une énumération d'utilisations possibles et ils doivent cocher celles qu'ils accepteraient. Cette liste est longue et variée pour laisser le plus de possibilités à la personne ; nous y trouvons : musée, maison de repos ou de retraite, garage, gymnase, théâtre, salle de concerts, bureaux, orphelinat, Office de Tourisme, crèche, salle de conférences, industrie, caserne de pompiers, jardin, bibliothèque, magasin de ventes de produits régionaux, logements, cinéma, salle polyvalente, déchetterie, commerces, établissements scolaires, atelier d'artiste, simplement

conservé et entretenu pour être visité, centre associatif, siège d'un parti politique, poste, mairie/préfecture, Conseil général ou régional, caisse de sécurité sociale, centre médical, abattoir, hangar de stockage, dépôt lapidaire, réutilisation des pierres et des autres éléments de l'édifice, restaurant, café/bar, commissariat de police, salle des ventes, autres.

Enfin, la dernière question leur demande de classer les aspects qu'ils perçoivent devant un édifice religieux dans leur ordre d'importance. Les différents aspects proposés sont les suivants : aspect historique, aspect religieux, aspect architectural, aspect esthétique, aspect économique, autres. Le but est de voir si l'un ou l'autre des aspects prédomine, et si le fait d'être croyant ou non influe sur cet ordre. « Devant un édifice religieux, quel aspect percevez-vous en premier ? Classez par ordre d'importance vos réponses :

- aspect historique, l'édifice est un témoin du passé
- aspect religieux, l'édifice est sacré et voué à une fonction cultuelle
- aspect architectural, l'édifice est un élément d'architecture
- aspect économique, l'édifice est un élément touristique
- autres : »

Les questions relatives à la personne sont brèves : sexe, âge, croyant ou non, et si oui quelle religion, pratiquants ou non, et profession.

1.2.3. Quel retour ?

Sur les 370 questionnaires envoyés dans les Offices de Tourisme, 67 sont revenus remplis.

1.2.4. Les contraintes extérieures

Outre les contraintes de temps et d'argent stipulées plus haut, une autre contrainte peut être évoquée. Les questionnaires ont été distribués entre le début du mois de janvier et la fin du mois de février ; nous pouvons rappeler ici que ce n'est pas la période où les Offices de Tourisme voient affluer un grand nombre de touristes. Le taux de réponses a donc été plus faible que celui espéré.

Etant donné la faible fréquentation des Offices de Tourisme à cette époque, nous retrouvons fréquemment des questionnaires remplis par des personnes âgées et du personnel des

Offices de Tourisme. Nous ne pouvons pas nous permettre de considérer ces questionnaires comme représentatifs de l'ensemble de la population française à cause de l'échantillon de population qui y a répondu. Nous n'utiliserons donc ceux-ci que comme matériau pour faire resurgir l'hypothèse que nous avons formulée dans l'introduction. Nous éviterons de donner des pourcentages précis qui ne représenteraient pas grand chose ; par contre, ces questionnaires et leur analyse ainsi que nos lectures permettent d'avoir de bons ordres de grandeur.

N'utilisant pas ces questionnaires de manière purement scientifique, nous prendrons également en compte les questionnaires-tests dont la configuration est la même. Ces questionnaires-test ont été distribués dans l'enceinte du Centre d'Etudes Supérieures en Aménagement de Tours et ont donc été remplis par des enseignants, des étudiants, et du personnel administratif.

1.3. Les entretiens téléphoniques

Remarque : Le canevas d'entretien figure en Annexe.

Les entretiens sont venus en amont des questionnaires. Dans l'idéal, il aurait fallu que les personnes répondant aux entretiens téléphoniques ne soient pas les mêmes que celles ayant répondu aux questionnaires. Pour des raisons pratiques, les personnes que nous avons contactées pour un entretien téléphonique sont celles qui ont bien voulu laisser leurs coordonnées à la fin du questionnaire. Cette démarche est néanmoins intéressante car elle a permis d'approfondir les questionnaires avec les personnes contactées.

Les questions ont été réalisées après avoir étudié les questionnaires pour chercher à développer ce qui restait obscur ou implicite. Certaines questions ont ainsi été posées afin d'affiner la manière dont les personnes percevaient la notion de symbolique et de sacré de ces édifices. Une autre permettait de mieux comprendre ce que la population entendait par respect des lieux. Trois mises en situation différentes nous ont aidés à mieux saisir l'influence du temps écoulé entre la désaffectation et la réutilisation, de la proximité de l'édifice et du type d'architecture du bâtiment, sur l'acceptabilité des réutilisations. D'autres points comme l'influence de la présence de mobilier religieux et celle de la croyance, la distinction entre les églises et les autres parties d'un édifice religieux, ont également été sondés. Enfin, les réutilisations acceptées par la personne interrogée ont été justifiées, détaillées, revues à la lumière des autres réponses.

Onze entretiens téléphoniques ont été effectués.

1.4. La rencontre de professionnels

En parallèle de l'avancement de notre recherche, nous avons rencontré des professionnels travaillant dans les différents domaines que nous abordions afin de compléter nos manques, de ne pas avoir une vision biaisée de notre sujet et de couvrir le plus largement possible le sujet.

Nous avons ainsi pris des rendez-vous avec des spécialistes de la question patrimoniale (par exemple, M. Léniaud, M. Macé de Lépinay, Mme de Saint-Martin), des membres du clergé ou travaillant avec ce dernier (Mme Baudoux, Père Rimbaud, Père Allouchery, M. Fosseyeux), et des personnes faisant vivre des édifices religieux réutilisés (Mme Ortiz, Mme Ernoul, Mme Portier). La liste complète des personnes rencontrées figurent en Annexe.

Les différents rencontres ont été très enrichissantes et utiles pour ce travail. L'entretien était libre ; le sujet de la recherche était présenté puis s'engageait une conversation autour de ce qui avait été exposé auparavant. Quelque fois, selon les personnes rencontrées des questions précises étaient posées afin d'obtenir des informations non trouvées concernant le domaine de la personne interrogée.

1.5. Les visites d'édifices réutilisés

Des exemples retenus pour être approfondis ont été choisis parmi une liste importante de cas de réutilisation d'édifices religieux. Le choix a été effectué pour la documentation importante que nous avons pu trouver à leur sujet, pour leur emplacement (facilement accessible de Tours) et pour leurs caractéristiques (type de réutilisation).

Ils ont ensuite été visités afin de mieux les appréhender ; ces visites sur le terrain ont été couplées de rendez-vous avec une personne proche de cet édifice, pouvant retracer son histoire et la manière dont s'est passée la réutilisation et son appropriation.

Les sites visités sont les suivants :

- l'abbaye de Fontevraud, à Fontevraud
- la collégiale de Saint-Mexme, à Chinon
- l'abbaye de Saint-Amant-de-Boixe, près d'Angoulême
- la chapelle Saint-Yves, à Rennes
- le prieuré de Saint-Cosmes, à La Riche, près de Tours
- l'église Saint-Laurent à Langeais

Carte n°2 : Les édifices réutilisés visités



- 1 : Abbaye royale de Fontevraud
- 2 : Collégiale de Saint-Mexme
- 3 : Abbaye de Saint-Amant-de-Boixe
- 4 : Chapelle Saint-Yves
- 5 : Prieuré de Saint-Cosmes
- 6 : Eglise Saint-Laurent

Réalisation : Pauline Marton
Source : Internet

Comme nous pouvons le voir, certaines phases de notre travail permettent plus d'évaluer l'acceptabilité (le questionnaire, par exemple), d'autres l'acceptation (les visites sur le terrain, par exemple). Notre recherche porte bien sur l'acceptabilité mais nous considérons que l'acceptation permet de mesurer a posteriori l'acceptabilité.

Maintenant que notre méthode de travail a été exposée, il est temps de présenter les résultats auxquels nous avons abouti grâce à elle.

II. ETAT DES LIEUX DES REUTILISATIONS DES EDIFICES DESAFFECTES

Nous présenterons les différentes utilisations possibles, au sens où elles ont existé ou existent. Nous préciserons, dans un second temps, les réutilisations qui ont le plus court actuellement.

Les différentes utilisations possibles seront données de manière brute, sans porter aucune explication. Les facteurs explicatifs seront donnés dans la partie suivante.

2.1. Les réutilisations possibles pour les édifices religieux désaffectés

Nous allons établir une liste des réutilisations qui ont déjà été réalisées ; certaines d'entre elles ne se voient plus aujourd'hui mais sont quand même citées afin d'avoir un panorama général des réutilisations. Pour s'y retrouver plus facilement, nous classerons les réutilisations déjà vues par domaines sachant, évidemment, que ces domaines ne sont pas totalement étanches et qu'une utilisation pourrait être classée dans plusieurs domaines à la fois. Nous ferons le choix de son domaine par rapport au trait dominant de l'utilisation.

2.1.1. Les réutilisations qui restent dans le domaine du religieux

Dans ce cas, l'édifice est réutilisé par une autre religion. Nous pouvons citer pour exemple, la chapelle de l'ancien évêché d'Orléans qui a été transformée en synagogue. Un certain nombre d'édifices catholiques sont aussi devenus protestants.

Nous pouvons également considérer que les édifices religieux utilisés pour des réunions paroissiales, comme foyer paroissial des jeunes ou encore comme lieu de rencontres des différents mouvements chrétiens restent dans le domaine du religieux. Certaines églises sont, par exemple, utilisées comme locaux pour le Secours Catholique.

2.1.2. Les réutilisations dans le domaine administratif

Nous entendons par domaine administratif, toutes les réutilisations qui concernent une activité liée au bon fonctionnement de notre pays, qui concernent les affaires publiques. Rentrent

donc dans cette catégorie, les réutilisations suivantes déjà rencontrées : caserne de pompiers, poste, mairie, préfecture, Conseil général, Conseil Régional, Commissariat de police, Palais de justice, prison, dépôt départemental d'archives, ...

Voici quelques exemples : au Blanc, l'ancien couvent des Augustins est devenu la mairie ; l'abbaye Saint-Georges à Rennes est devenue un centre regroupant des bureaux administratifs de la ville, où l'on trouve notamment les pompiers. Un projet est en cours à Versailles pour transformer un ancien hôpital en Palais de justice sachant qu'à l'intérieur de celui-ci il y a une chapelle ronde. Le Ministère de la Justice ne sait pas quoi en faire pour l'instant et se demande si les croix en pierre sur le fronton et la coupole doivent être supprimées. Dans un autre cas (chapelle du couvent des Ursulines à Bourges), l'ancienne chapelle est devenue salle des pas perdus du Palais de justice. A Tours, l'église Saint-Eloi a été transformée en centre pour les Archives départementales. Nous pouvons, enfin, détailler l'exemple de l'Abbaye aux Dames de Caen. Cette abbaye fut construite en 1066 par Mathilde, femme de Guillaume le Conquérant et fonctionna en tant que telle jusqu'à la Révolution. A cette époque, elle fut transformée en grange à foin puis en hospice. En 1984, l'idée vint d'y installer le Conseil Régional de Basse-Normandie. Ce projet fut réalisé quelques années plus tard. Le coût de l'opération fut de 51.4 millions de francs alors que le même programme avait été estimé à 80 millions de francs dans un immeuble neuf.

Photos n°5 et 6 : Abbaye St-Georges à Rennes



Photo n°7 : Abbaye aux Dames de Caen



2.1.3. Les réutilisations dans le domaine social

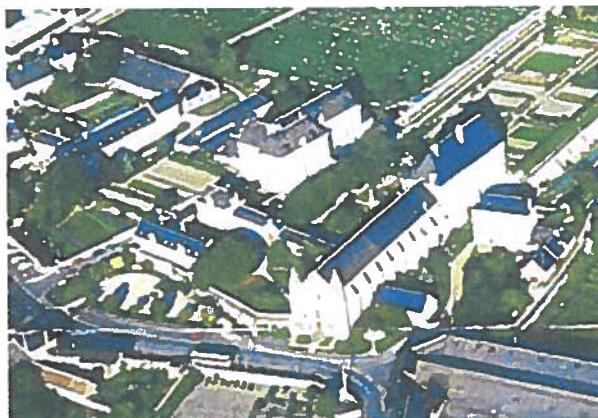
Nous parlons ici de tout ce qui touche les membres de la société, qui vise à l'amélioration des conditions de vie des personnes. Nous y retrouvons des réutilisations telles que les maisons de repos ou de retraite, les orphelinats ou l'accueil de personnes en difficulté, les crèches, les centres médicaux, les centres associatifs. Nous pouvons également classer dans cette catégorie les établissements scolaires.

L'abbaye de Marmoutier à Tours a été transformée en établissement scolaire en 1847, géré au départ par la Congrégation du Sacré Cœur ; l'établissement est aujourd'hui devenu laïc suite à la disparition des dernières sœurs en 2001. L'abbaye de La Prée dans l'Indre, sous la responsabilité des Petits Frères des Pauvres, en parallèle d'autres activités, accueillent des personnes âgées en hébergement temporaire et en séjour de vacances. L'abbaye de Bourgueil possède une maison de retraite au sein de ses bâtiments.

Photo n°8 : Abbaye de La Prée à Mareuil-sur-Arnon



Photo n°9 : Abbaye de Bourgueil



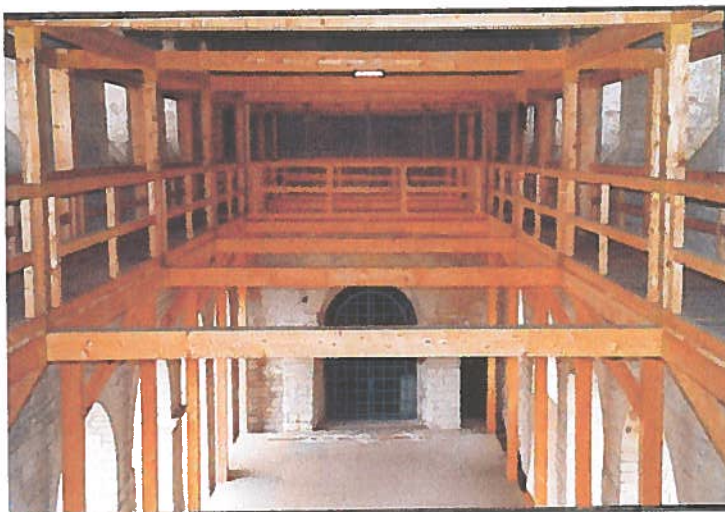
2.1.4. Les réutilisations culturelles

Les réutilisations touchant à la culture peuvent être très nombreuses. Sont considérées comme activités culturelles : les musées, les théâtres, les dépôts lapidaires, les salles de concerts, les Offices de Tourisme, les salles de conférences, les bibliothèques, les ateliers d'artistes et les logements d'artistes, le cas où l'édifice est simplement conservé et entretenu pour la visite, les écoles municipales des Beaux-Arts.

L'abbaye de La Prée, en parallèle de sa fonction d'hébergement temporaire pour personnes âgées, accueille pour une période de 12 mois maximum, en résidence, des artistes des sept disciplines suivantes : peinture, sculpture, architecture, gravure, composition musicale, création artistique dans la photo, le cinéma et l'audiovisuel, littérature. Elle organise également

des concerts. A Paris, le réfectoire du prieuré de Saint-Martin-des-Champs est devenu la bibliothèque du Conservatoire national des arts et métiers. Nous trouvons un certain nombre de musées d'art sacré dans d'anciennes chapelles ou églises. La collégiale Saint-Mexme à Chinon est aujourd'hui investie d'une mission de spectacles ; une structure en bois a été installée à l'intérieur afin de pouvoir assister à des concerts et à des pièces de théâtre. L'ancienne église du vieux Saint-Etienne à Rennes est aujourd'hui un théâtre.

Photos n°10 et 11 : Collégiale de Saint-Mexme à Chinon



2.1.5. Les réutilisations dans le domaine de la détente, du divertissement

Certains édifices religieux sont réutilisés en gymnase, en jardin, en dancing, en cinéma, en salle des fêtes et en salle polyvalente.

Pour ce qui est des exemples, nous pouvons citer le cas très connu du gymnase installé dans la chapelle Saint-Sernin à Toulouse. Le prieuré de Saint-Cosme, à La Riche possède des jardins très agréables où nous pouvons nous installer dès la belle saison pour apprécier ce lieu. Le cinéma « Les Studios » se trouve dans un ancien édifice religieux. L'ancienne abbaye des Prémontrés à Pont-à-Mousson est devenue un centre culturel de renommée internationale.



Photo n°12 : Chapelle Saint-Sernin à Toulouse

2.1.6. Les réutilisations touchant au domaine économique

Ce domaine étant assez large nous allons faire des sous-groupes à partir des réutilisations déjà rencontrées.

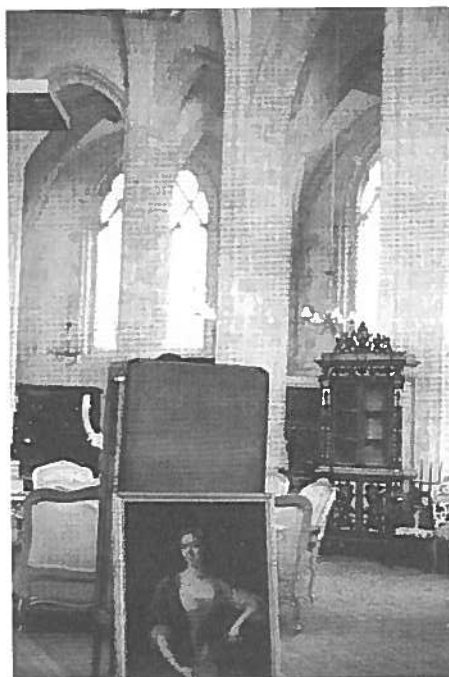
Nous pouvons d'abord citer des activités relevant du domaine agricole : grange, écurie, distillerie, chais, cave pour une coopérative vinicole, porcherie ainsi que hangar de stockage pour du matériel agricole. L'ancienne abbaye de Villemagne, près de Montpellier est ainsi devenu un chais.

Ensuite il y a toutes les activités de l'hôtellerie-restauration : restaurant, hôtel, auberge. L'ancien prieuré Saint-Lazard à Fontevraud a été reconverti en hôtel-restaurant.

Nous pouvons également trouver des activités commerciales telles que les garages, les industries, les petits commerces, les marchés couverts, les usines de tissage, les dépotoirs, les hangars de stockage, la réutilisation des pierres et des autres éléments de l'édifice pour une nouvelle construction, les bureaux et les abattoirs. Citons l'exemple de l'église Saint-Etienne à Dijon : l'église abrite aujourd'hui les bureaux de la Chambre de commerce ; même si ce n'est pas une activité purement économique, nous considérons que cette réutilisation rentre dans cette catégorie.

Enfin, nous terminerons par deux activités, certes économiques mais tournées néanmoins vers la culture : les magasins de ventes de produits régionaux et les salles de ventes. A Chartres, la chapelle Sainte Foy est une salle des ventes.

Photo n°13 : Chapelle Sainte-Foy à Chartres



2.1.7. Les réutilisations dans le domaine de l'habitat

Nous entendons ici ce qui concerne le logement. Les édifices peuvent être transformés en logements collectifs, en maison individuelle ou en résidence secondaire. A Fontmorigny, dans le Cher, des privés ont racheté une ancienne abbaye et l'ont réhabilitée.



Photo n°14 : Tours, Place du Grand Marché

2.2. Les réutilisations et leur acceptabilité, aujourd'hui ?

2.2.1. Les réutilisations les plus fréquentes aujourd'hui

Il n'existe pas de listes des édifices religieux réutilisés, ce que nous allons donc avancer est un constat se basant sur ce que nous avons pu avoir à notre connaissance. Même si nous ne pouvons pas nous appuyer sur des chiffres, ce que nous allons annoncer va de paire avec ce que nous avons dit dans notre première partie sur la réutilisation. La grande majorité des réutilisations sont aujourd'hui des réutilisations réfléchies, et non pas des réutilisations faites dans la précipitation, et sont tournées vers le domaine culturel. Les projets en cours dont nous avons eu connaissance ou les réutilisations plus récemment réalisées sont des salles de spectacle, des salles de concert, des centres socioculturels, ... Par exemple, l'église Saint-Denis à Vélizy-Vilacoublay, suite à sa désaffectation due à la construction d'une église moderne avec la naissance de la ville nouvelle, a été réutilisée en espace culturel ciblé sur les expositions. Nous pourrions citer une

liste très longue d'églises et de petites chapelles vouées aux concerts et expositions. Pour les édifices religieux de plus grande ampleur, ce sont les centres socioculturels qui sont privilégiés. L'abbaye de Fontevraud dont la réalisation du projet de réutilisation n'est pas encore tout à fait terminée, est devenue le Centre Culturel de l'Ouest. Il s'y déroule des conférences, des séminaires, en parallèle de la visite des bâtiments, de l'accueil d'artistes et de classes du patrimoine.

Les anciennes réutilisations qui ont eu cours lors de la Révolution Française et de la période trouble qui lui a succédé n'ont plus lieu aujourd'hui. Les derniers édifices religieux utilisés comme prisons ont fermé. A notre connaissance, il n'existe pas d'anciens édifices religieux qui ont été reconvertis récemment en industries, locaux agricoles ou débarras.

2.2.2. Les réutilisations préférées par les individus

En parallèle de ce premier constat, nous pouvons exposer ici un des résultats du traitement des questionnaires, le classement des réutilisations proposées dans le questionnaire (cf. question 5) du questionnaire), de celles qui ont été le plus souvent cochées à celles qui l'ont été le moins.

Outre bien sûr, la simple conservation du bâtiment pour la visite, ce sont les réutilisations en tant que musées et en tant que salles de concerts qui arrivent en tête (respectivement 86 et 78 personnes sur 93 personnes ayant répondu aux questionnaires). Suivent juste derrière les salles de conférence et les bibliothèques (60 et 61 personnes). Nous pouvons dire que ces quatre premières possibilités de réutilisations sont celles qui satisfont le plus les individus questionnés.

Le deuxième lot comporte les réutilisations suivantes : théâtre, atelier d'artistes, office du tourisme (52, 49 et 47 personnes).

Viennent ensuite les jardins, les maisons de repos, les centres associatifs, les orphelinats, les conseils généraux et les établissements scolaires. Les réponses favorables à ces réutilisations s'échelonnent ici entre 40 et 27.

Un grand groupe de réutilisations suit ; elles sont toutes un peu près acceptées de la même manière (entre 21 et 15 personnes) : magasin de produits régionaux, cinéma, mairie/préfecture, crèche, salle polyvalente, restaurant, logements, centre médical, salle de vente et café/bar.

A parts égales, nous retrouvons les bureaux, la caisse de sécurité sociale, la réutilisation des pierres de l'édifice à d'autres fins et le gymnase (11).

8 à 6 personnes ont répondu pour un commissariat, une caserne de pompiers, des commerces, une poste et un garage.

En fin de liste, réutilisations les moins acceptées, figurent les industries, le siège d'un parti politique, les hangars de stockage, l'abattoir et la déchetterie (entre 5 et 1 personnes).

En parallèle des résultats de nos questionnaires nous pouvons donner ces chiffres qui sont le résultat d'un sondage ARCMC datant de 1980⁵⁵. Pour les personnes interrogées, une église ancienne désaffectée peut être transformée en :

- simplement conservé et entretenu pour être visité : 42%
- musée : 30%
- salle de spectacles (théâtre, concerts) : 26%
- bibliothèque municipale : 9%
- maison de repos ou de retraite : 5%
- syndicat d'initiative : 5%
- magasin de ventes de produits de la région : 2%
- autre chose : 2%
- service administratif tel que mairie, caisse de sécurité sociale ... : 1%
- gymnase : 1%
- un ensemble de logements : 1%

Les réutilisations les plus facilement acceptées sont bien celles qui concernent le domaine de la culture. Les concepteurs de projet ont donc bien senti cette tendance et y répondent par les réutilisations qu'ils proposent.

Les chiffres du sondage ARCMC ne correspondent pas totalement à ce que nous avons pu constater lors de nos questionnaires, des recherches bibliographiques et du travail sur internet. Ces différences sont sûrement dues, pour partie, au laps de temps qui s'est écoulé entre ce sondage et notre recherche. Les mentalités ont évolué et les gens sont plus ouverts sur ce sujet aujourd'hui. Une autre raison expliquant ces différences tient à la manière dont ont été réalisés les différents travaux. Le panel de personnes n'a pas été le même et la mise en contexte n'ont plus : dans notre cas, la question 5) était fondue dans un questionnaire sur la réutilisation et poussant à réfléchir sur ce point ; le sondage ARCMC, pour sa part ne devait pas s'inscrire dans le même contexte.

⁵⁵ sondage cité p.15 dans B. Dubosq et P. Moulinier, Eglise, chapelles et temples de France : un bien commun familial et menacé, élément faisant partie d'une enquête réalisée par le service des études et recherches du Ministère de la Culture et de la Communication, intitulée "Eléments d'information sur les attitudes des français à l'égard de leur patrimoine culturel", juillet 1980

Nous pouvons nous interroger et nous demander pourquoi, aujourd'hui, les projets de réutilisations des édifices religieux désaffectés sont quasi exclusivement dans le domaine culturel. Faut-il y voir un manque d'originalité des concepteurs ? Ce serait là les accuser de beaucoup de maux ! Nous devrions peut être plus parler d'anticipation des possibles réactions du public.

Après ce rapide tour d'horizon des activités que nous pouvons recenser dans d'anciens édifices religieux, et après s'être intéressé à ce qui est accepté ou non par les individus, voyons quels sont les raisons qui justifient l'acceptabilité d'un type de réutilisation.

III. LES FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ACCEPTABILITE D'UNE REUTILISATION

Nous pouvons déjà dire en préambule de cette partie que pour la grande majorité des personnes questionnées (62 sur 93), la réutilisation est une bonne chose. Cet engouement pour la réutilisation, exprimé plus ou moins fortement dans les questionnaires, est justifié de différentes manières. En premier lieu, les personnes considèrent que c'est un très bon moyen pour sauvegarder notre patrimoine, les édifices auxquels nous sommes attachés pour de multiples raisons et éviter à ceux-ci de disparaître. Dans cette même logique, certains considèrent que ça permet de redonner vie à ces bâtiments, qui, si ils ne sont pas utilisés et animés, attirent moins les personnes. Enfin, pour certains, la réutilisation des édifices religieux désaffectés permet de faire rencontrer ces édifices à des non-croyants qui, sans elle, n'aurait pas visité ces lieux. Néanmoins, nous pouvons également signaler tout de suite que ces mêmes personnes demandent de la vigilance quant aux réutilisations. Elles ne sont pas prêtes à accepter n'importe quoi. Seulement 6 personnes s'opposent à la réutilisation par respect absolu des lieux et des croyants.

Grâce aux entretiens, aux questionnaires et à nos lectures, nous pouvons à présent exposer ce qui influe sur la réaction des personnes face à un édifice religieux désaffecté. Il existe des éléments d'explication que nous pouvons dire factuels, liés à des facteurs bien précis et identifiables et d'autres plus abstraits, liés à des idées, des conceptions. Nous allons ainsi expliquer ce qui justifie l'acceptabilité plus ou moins grande de certaines activités.

3.1. Les éléments factuels influant sur l'acceptabilité

Les questionnaires et les entretiens nous ont permis de mieux appréhender ce que les gens acceptaient et ce qu'ils n'acceptaient pas, les différences qu'ils faisaient selon les types d'édifices et selon d'autres facteurs (comme le temps qui s'est écoulé entre la désaffectation et la réutilisation). Nous pouvons maintenant exposer les éléments factuels qui influent sur l'acceptabilité.

3.1.1. Influence du facteur temps

Pour différentes raisons, nous pouvons avancer que le facteur temps influe sur l'acceptabilité des réutilisations. En effet, les gens acceptent beaucoup plus facilement les réutilisations des édifices religieux ayant été vendus comme biens nationaux lors de la Révolution Française. Les réutilisations actuelles remplacent alors d'anciennes utilisations qui n'étaient déjà plus religieuses et qui étaient beaucoup moins en accord avec le bâtiment. Aussi la population est-elle heureuse de voir ces édifices dotés d'une nouvelle fonction. Le cas des édifices anciennement religieux devenus prisons, comme Senlis, illustre bien ce cas. Du moment que la fonction carcérale n'est plus, les personnes sont prêtes à accepter une autre réutilisation qui ne viendra pas dégrader l'édifice. Les personnes étaient habituées à voir l'édifice abîmé, dépérir ; la réutilisation permet à l'édifice d'avoir un nouvel usage et d'être restauré. L'édifice est vu sous un nouveau jour ; le bâtiment, retrouve son caractère d'autrefois et la réutilisation ne peut alors qu'être perçue positivement.

Par contre, lorsque les désaffectations ont eu lieu plus récemment, que les grands-parents ou parents les ont vécues, le champ des possibilités de réutilisation est plus restreint. La valeur sentimentale du bâtiment y joue sûrement un rôle. Nous sommes attachés à l'édifice et ne souhaitons pas le voir perdre son caractère, être dénaturé à nos yeux par une nouvelle utilisation. Le temps passant, la mémoire se défaisant, de nouvelles utilisations, moins restreintes, pourront être envisagées. Néanmoins, précisons à nouveau, car cela est important, que les personnes préfèrent voir l'édifice désaffecté réutilisé plutôt que tomber en ruines.

Nous pouvons ici faire appel au phénomène de NYMBI⁵⁶, pour expliquer l'influence du temps sur l'acceptabilité de la réutilisation. Les gens acceptent mal la réutilisation de l'édifice religieux qui leur est proche quand celui-ci vient d'être désaffecté. A l'inverse, quand l'édifice tombe en ruines, ils sont les premiers à vouloir le remettre en bon état et à le réutiliser. Pour traduire plus clairement ce cas de nymbisme, nous pouvons dire ceci : "Pas de réutilisation quand l'édifice concerné m'est cher et qu'il vient d'être désaffecté ; d'accord pour la réutilisation quand l'édifice est désaffecté depuis longtemps et que je n'ai pas connu sa désaffectation."

L'étude des réponses fournies à la deuxième question du questionnaire est intéressante sur le rôle joué par le temps. En effet, certaines personnes ne mentionnent pas d'anciens édifices religieux présents dans leur ville et dont ils ne peuvent ignorer l'existence. Pour exemple, le cinéma « les Studios » à Tours. A force de voir ces édifices réutilisés à d'autres fins, nous en

⁵⁶ NYMBI : « Not In My Back Yard », soit littéralement « pas au fond de mon jardin » ; certains ont tenté d'en donner une traduction française comme OMA, « Oui Mais Ailleurs ».

oublions leur fonction première et nous ne les voyons plus comme d'anciens édifices religieux. Pour illustrer ceci, nous pouvons citer un autre exemple qui nous a été exposé par Mme Irvoas-Dantec, animatrice patrimoine à la ville de Rennes, lors de notre entretien. Lors des visites qu'elle organise pour faire connaître le patrimoine de la ville, elle a réalisé qu'à de nombreuses reprises les gens s'interrogeaient sur la présence d'une croix sur un des centres administratifs de Rennes, bâtiment qui n'était autre qu'une abbaye, l'abbaye St-Georges. A force de fréquenter le bâtiment devenu centre administratif, les gens en ont oublié sa fonction première.

3.1.2. Influence du facteur géographique

Nous pouvons noter une différence d'acceptabilité selon la situation géographique de l'édifice. D'une part, les entretiens montrent que les personnes sont très attachées à leurs églises paroissiales quand ils sont croyants et même les non croyants peuvent être attachés à la petite église du village où ils ont grandi, et ce plus qu'à une église x ou y qu'ils n'ont jamais vu car loin de chez eux. C'est la valeur sentimentale, affective que nous avons décrite auparavant qui joue sur l'acceptabilité dans ce cas-là. A cette valeur sentimentale est peut-être également lié un phénomène de NYMBI ; les personnes accepteraient plus facilement d'autres réutilisations dans un édifice auquel ils ne sont pas attachés, qui se trouvent loin de chez eux. Ce phénomène ressort cependant faiblement des questionnaires et des entretiens. Lors des entretiens et des questionnaires, nous avons pu ressentir clairement que les individus étaient attachés aux édifices qu'ils connaissent et qu'ils portent une attention particulière à leur sort ; par contre, personne n'a exprimé le fait d'être prêt à accepter n'importe quelle réutilisation du moment que celle-ci ne la concerne pas.

D'autre part, le panel des réutilisations acceptées pour des édifices réguliers qui se situent généralement assez loin des habitations humaines est plus vaste car l'édifice est loin de nous, loin géographiquement de notre zone d'habitation.

Le champ des possibles pour les réutilisations est généralement plus grand au sein des villes que dans la petite église du village, la ville étant moins centrée sur son clocher que le petit village dont toute l'activité est organisée autour de celui-ci. La destruction de l'édifice sera aussi beaucoup moins acceptée dans un village qu'en ville où il peut par exemple freiner une croissance urbaine organisée et où nous trouvons une église par quartier. Nous nous intéresserons également plus à la réutilisation d'un édifice en campagne qui peut maintenir une vie locale et qui

est le point central du village qu'au maintien d'un édifice religieux en ville où sa démolition peut être une bonne chose pour l'agencement général de la ville.

Le facteur géographique joue donc en deux sens. D'une part, selon que l'édifice est éloigné ou non d'une zone d'habitation et selon qu'il se trouve en zone urbaine ou rurale, nous accepterons ou pas un plus large panel de types de réutilisation. D'autre part, selon que l'édifice soit éloigné de nous ou pas, nous supposons, que nous nous soucierons plus ou moins du sort de l'édifice.

Afin d'illustrer l'influence de ces deux facteurs, faisons un arrêt sur le cas de l'église Saint-Laurent à Langeais.

Eglise Saint-Laurent à Langeais

Photos n°15 et 16 : Eglise Saint-Laurent de Langeais



Historique :

Eglise paroissiale jusqu'à la Révolution, l'église Saint-Laurent est ensuite vendue comme bien national. Les fonctions qui se succèdent dans cet édifice sont alors nombreuses : granges se situant au centre des jardins d'une comtesse, atelier d'un cordier, utilisée par l'entreprise Point P pour entreposer des matériaux de construction, logements pendant la seconde Guerre mondiale.

En 1987, quand l'entreprise quitte les lieux, la commune rachète l'édifice inscrit aux Monuments Historiques depuis 1962. Après des travaux de restauration, un musée des outils y est installé pendant 5 ans.

Aujourd'hui, l'église sert à la fois de lieux de spectacles et de concerts mais également de point de pointage pour des courses d'orientation et abritent également des repas à thème ; elle sert aussi pour abriter certaines manifestations communales comme la fête de Saint-Laurent, la foire à l'ail ; enfin, elle est également utilisée comme lieu de stockage pour les tables et bancs de la mairie quand ceux-ci ne sont pas utilisés.

Analyse :

L'église abrite donc des activités variées et pour certaines, nous pourrions nous attendre à des critiques. Ce n'est pourtant pas le cas dans cette commune. Ceci s'explique de différentes manières. Tout d'abord l'édifice est désaffecté depuis plus de deux siècles ; le facteur temps joue. De plus l'édifice a été utilisé à bien des activités pas toujours en accord avec la fonction première de l'édifice ; les utilisations qui sont faites actuellement de l'édifice ont le mérite de ne pas nuire à son état et il est l'objet en parallèle de restauration. Enfin, nous sommes dans une petite commune rurale qui ne veut pas se défaire de son édifice qui est d'ailleurs aujourd'hui inscrit mais qui a peu de moyens ; la commune répond donc à ses besoins. C'est ici le facteur géographique qui joue.

3.1.3. Influence du type de bâtiment

Plusieurs distinctions ont été formulées par les personnes questionnées et entretenues au niveau du rôle joué par le type du bâtiment concerné par le projet de réutilisation.

3.1.3.1. Distinction entre édifices réguliers et édifices séculiers

Un certain nombre de personnes (36 sur 93) mais pas une majorité, font une distinction entre les édifices réguliers et les édifices séculiers. Indépendamment de leurs différences architecturales, les individus sont prêts à accepter des réutilisations plus variées dans les monastères que dans les églises. Les édifices séculiers sont le point central pour les croyants tandis que les monastères sont retirés du monde et loin des pratiques de tous les jours des croyants. Les édifices réguliers et séculiers n'ont pas la même signification pour les gens. Les édifices séculiers sont considérés comme des endroits plus sacrés.

Nous retrouvons aussi ici dans nos propos poindre le phénomène de nimbyisme. C'est parce qu'ils ne fréquentent pas ces édifices et qu'ils sont éloignés d'eux que les gens acceptent un panel plus large de réutilisations dans les édifices réguliers.

3.1.3.2. Distinction entre église et bâtiments conventuels

Cette distinction est plus forte que la première. Il est indéniable que la plupart des personnes font une distinction entre les églises, chapelles, basiliques, qu'ils fassent ou non partie d'un ensemble monastique et le reste des bâtiments conventuels (réfectoire, dortoir, cloître, ...). Les premiers édifices sont des lieux anciennement sacrés, où un culte a été exercé ; les autres sont des parties plus profanes qui permettent la vie en quasi autarcie des moines et moniales. Les personnes interrogées acceptent donc beaucoup plus de types de réutilisations dans le cas des parties conventuelles, même si pour certains il règne une ambiance particulière dans l'ensemble des bâtiments. Les gens envisagent tout à fait un restaurant dans un réfectoire ; ils ne l'acceptent pas dans une église. Cette distinction a pu être approfondie lors des entretiens, en demandant aux personnes d'explicitier, de développer leur réponse fournie à la question 4) du questionnaire⁵⁷. C'est à ce moment-là que nous nous sommes rendus compte que plus que la distinction entre

⁵⁷ " Peut-on faire la même chose dans les lieux de rassemblement des croyants (églises, cathédrales, chapelles, ...) d'une part, et dans les lieux plus privés des communautés religieuses (monastères, couvents, ...) d'autre part, indépendamment des contraintes techniques ? Pourquoi ?"

édifices réguliers et séculiers, c'est la distinction entre les églises et chapelles et les bâtiments conventuels qui est faite.

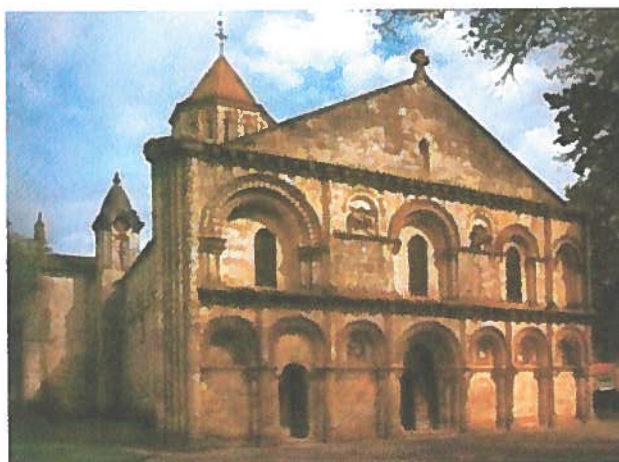
3.1.3.3. Distinction entre architecture marquée ou non

Pour certaines personnes, le fait que l'architecture soit contemporaine influe sur les réutilisations possibles. Une architecture gothique ou romane est plus marquée symboliquement ; le côté sacré et religieux de l'édifice est plus visible dans ces édifices. La valeur patrimoniale est aussi plus importante. Aussi nous acceptons moins certaines réutilisations. Et même si cela peut paraître contradictoire au premier abord, nous préférons sauver ces édifices en les réutilisant plutôt que ceux d'architecture contemporaine.

Photo n°17 : Eglise Notre-Dame de l'Arche d'Alliance, Paris



Photo n°18 : Eglise de Surgères



3.1.4. Influence de la croyance

Au premier abord, nous pouvons penser que les croyants sont moins ouverts à certaines réutilisations, leur foi influant sur leur comportement. En regardant le classement que les personnes ont fait entre aspect architectural, aspect religieux, aspect esthétique, aspect historique et aspect économique, nous nous rendons compte que sur 22 des réponses qui mettent l'aspect religieux en premier, 20 sont des personnes croyantes. Sur les 10 personnes qui placent cet aspect en deuxième position 8 sont également croyants. Ceci confirmerait l'idée communément admise.

Néanmoins, ces 28 personnes ne représentent qu'un peu plus de la moitié de l'ensemble des croyants ayant répondu au questionnaire (45). Cela veut donc dire que quasiment la moitié des croyants ne considèrent pas l'aspect religieux de l'édifice en premier lieu.

Ce sur quoi peut également influencer la croyance est la distinction entre les édifices réguliers et séculiers. En effet, les croyants ont d'abord une culture religieuse qui leur permet de faire clairement la distinction entre ces deux types d'édifices et d'être plus attaché à leur paroisse.

Mais là-aussi il faut nuancer nos propos : l'âge de la personne ayant répondu influe peut-être tout autant que le fait qu'il soit croyant ou non. En effet, les adultes ayant approximativement plus de quarante ans, qu'ils se disent ou non croyants, sont plus imprégnés de la culture judéo-chrétienne que les jeunes d'aujourd'hui. A leur époque, la culture religieuse faisait parti intégrante de l'éducation que les enfants recevaient et ils étaient complètement imprégnés de ce mode de pensée. Il sont donc peut être plus sensibles à la manière dont les édifices religieux peuvent être réutilisés. Aujourd'hui, l'histoire des religions fait certes partie des enseignements que reçoivent les enfants mais les valeurs judéo-chrétiennes font moins partie de leur vie quotidienne.

Nous avons donc pu voir dans ce premier point, les variables factuels qui influent sur l'acceptation des réutilisations. Arrêtons-nous maintenant sur des éléments plus abstraits qui influent sûrement moins consciemment sur la réaction des personnes face à une réutilisation.

3.2. Les éléments plus abstraits influant sur l'acceptabilité

Nous nous arrêterons d'abord sur un point fondamental, le respect des lieux. Nous verrons alors que les différentes activités acceptées sont justifiées par ce respect. Nous évoquerons enfin le contexte actuel qui favorise le développement culturel et qui peut influencer sur l'acceptabilité des réutilisations.

3.2.1. Le respect des lieux

Le point qui nous semble-t-il est l'explication première dont découlent les suivantes est la question de respect. Qu'entendons-nous par ce terme ? Le Larousse le définit comme le sentiment

qui porte à traiter avec de grands égards (quelque chose ou quelqu'un), à ne pas porter atteinte à quelque chose. Qu'est ce qui est respectable dans les édifices religieux désaffectés ? Outre bien sûr l'architecture d'un tel lieu, ce sont l'esprit du lieu, la logique dans laquelle il a été construit, les croyants qui s'y sont rassemblés, notre patrimoine...

3.2.1.1. La volonté de respecter les lieux...

Ce qui se dégage des ouvrages portant sur la réutilisation, des questionnaires et des entretiens, est indéniablement la volonté de respecter l'édifice ; respecter l'édifice, c'est-à-dire ce qu'il s'en dégage, son architecture et les croyants d'hier et d'aujourd'hui. Si les croyants, tout comme les non-croyants, ne sont pas prêts à accepter n'importe quelle réutilisation, c'est avant tout par respect. Il est difficile ici de distinguer l'influence de l'intérêt patrimonial et la croyance religieuse. Selon les personnes, ce sera l'un ou l'autre qui provoquera ce comportement de respect, et parfois tous les deux.

Les personnes qui fréquentent ces édifices y font un travail de mémoire, s'y recueille, admire l'architecture du bâtiment, apprécie l'ambiance qui s'en dégage. Ils y cherchent sérénité, solennité, ce qui demande à la réutilisation de ne pas aller à l'encontre de ce cadre apaisant.

En ce sens, nous pouvons dire que les nouvelles activités doivent être dignes de l'édifice. Les édifices ont un pouvoir d'émotion qui influe sur le croyant comme sur le non-croyant. Ainsi, des personnes qui s'affirment non-croyantes, cherchent et trouvent dans les édifices du culte, l'espace de silence dont elles ont besoin et l'ambiance spirituelle nécessaire. Face à une modernité galopante, dépourvue de repères, le patrimoine, et plus particulièrement les édifices religieux, donne du sens et renvoie à des formes anciennes acceptées et à des systèmes reconnus. Il permet à l'homme d'accomplir sa quête. Points forts, espaces intenses, dans un monde parfois considéré comme désenchanté, ces édifices peuvent nous donner à vivre une aventure spirituelle qui n'est pas forcément religieuse.

Du bâtiment se dégage un esprit, une âme, une histoire. L'architecture, même si ce n'est pas notre sujet, influe dans ce cas sur ce que peut dégager le monument. Les pleins et les vides, les hauteurs de voûtes, les ouvertures, la pénombre, les perspectives, les vitraux, les sculptures, sont autant d'éléments qui contribuent à créer une atmosphère particulière qui appelle le respect. Plus l'architecture est audacieuse, plus elle défie apparemment les lois de l'équilibre, plus elle apparaît comme l'œuvre incompréhensible de techniciens mystérieux dont la tradition est perdue,

et plus l'œuvre est respectueusement admirée. De quel ordre est ce sentiment ? Il s'y mêle quelque chose de religieux.

Enfin, les personnes veulent respecter, outre l'architecture du bâtiment et l'esprit des lieux, les personnes qui hier ont construit ces magnifiques édifices pour satisfaire leur croyance, pour la prouver, et qui se sont succédés pour y exercer leur foi.

Cette volonté de respecter les lieux poussent certaines personnes à accepter avec réticence les projets de réutilisations actuelles par peur de voir se reproduire les excès de l'après Révolution Française ; les dégâts causés par les réutilisations anarchiques sont encore dans les mémoires.

Cette volonté de respecter le lieu est renforcée par un autre facteur, celui du caractère sacré du lieu.

3.2.1.2. ... renforcée par le caractère sacré du lieu

Les édifices religieux sont des lieux sacrés car ils ont rapport à la religion, au divin. Ils s'opposent aux espaces profanes qui sont à l'extérieur des édifices. Profane vient d'ailleurs du latin *profanum*, qui se tient devant le temple. Pour Emile Durkheim, qui a beaucoup travaillé sur la religion et le sacré, « le sacré, c'est essentiellement ce qui est mis à part, ce qui est séparé. Ce qui le caractérise, c'est qu'il ne peut, sans cesser d'être lui-même, être mêlé au profane. »⁵⁸

Les édifices religieux sont bien au moment de leur construction ou plutôt après leur construction, des lieux sacrés, mis à part. Une fois construits, ils sont consacrés (acte par lequel une personne ou une chose devient sacrée, différente des autres, mise à part car à Dieu). Ils sont envisagés comme des moyens de passage entre la dimension humaine et la dimension spirituelle. Le sacré est enfermé dans l'espace cultuel.

Même si ces lieux sont aujourd'hui désaffectés, il n'en reste pas moins qu'ils ont été enveloppés de sacré, de cérémonies, de rites et qu'ils en gardent le souvenir. Ils restent pour cela respectables. Il reste un signe permanent et toujours disponible d'une foi qui a vécu entre les murs des édifices religieux. Une procédure de désaffectation ne peut enlever d'un édifice, ce que les gens perçoivent comme l'esprit des lieux ; certes, en droit, l'édifice n'est plus cultuel, mais la procédure ne peut supprimer les ressentis.

⁵⁸ E. Durkheim, 1987, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, cité in *La sociologie de Durkheim* de Philippe Steiner

L'architecture, là aussi, influe sur la sensation, l'impression de sacré que peut nous procurer l'édifice. Une certaine inspiration spirituelle est sous-jacente à l'architecture des édifices religieux. Koenig dit que « l'architecture est composée de véhicules de signes qui suscitent des comportements » ; l'architecture religieuse est réalisée par et pour des croyants. Elle parle aux personnes qui fréquentent ces édifices. Elle parle du sacré de ces lieux.

Ce caractère sacré est plus fort au sein des lieux de célébration eux-mêmes (églises, chapelles, abbayes, cathédrales, ...). L'espace de célébration est le lieu où s'effectue, par le rite sacrificiel, la rencontre entre l'homme et la puissance divine. Les autres parties conventuelles, par exemple, dégagent moins ce caractère sacré. C'est une des raisons pour laquelle les gens interrogés acceptent plus de types de réutilisation dans ces parties. Les types d'usage acceptés dans une église sont beaucoup plus restreints.

A travers cette volonté de respecter l'édifice qui peut être renforcée par le caractère sacré de ces édifices, ce sont bien là les différentes valeurs que nous avons définies dans la partie I qui jouent. Nous sommes au cœur de la symbolique que dégage l'édifice. L'édifice dégage des valeurs, des émotions, des sensations qui ne nous permettent pas d'accepter n'importe quelle réutilisation pour lui.

Nous pouvons donc avancer que la symbolique des édifices religieux influent sur la réutilisation que nous pouvons en faire. Nous allons voir maintenant comment le contexte actuel, contexte d'ouverture de la culture au grand public et engouement pour celle-ci et pour le patrimoine, influe aussi sur les comportements des personnes face aux réutilisations d'édifices religieux.

3.2.2. Une attitude liée au contexte actuel : ouverture culturelle et engouement pour le patrimoine

Culte et culture ont, dans le passé, été très liés. Comme le montre Pierre Canivet dans L'aménagement des lieux de culte⁵⁹, « Durant notre Moyen-Age, il exista une civilisation chrétienne où le cultuel et le culturel étaient si étroitement liés que le christianisme devint la religion d'Occident. Évangélisant les pays lointains, l'Eglise ne pouvait dès lors plus le faire qu'en exportant sa culture [...] ». Le culte fait partie des activités culturelles ; les œuvres-d'art religieuses en tout genre (sculpture, peinture, musique, ...) font partie intégrante de notre culture.

Après une période où la culture fut le privilège des élites, elle a à nouveau toute sa place dans notre vie à tous, comme le montre Jacques Rigaud⁶⁰ dans les actes du Colloque d'Avignon. A une conception élitiste et intellectualiste de la culture s'est substituée une conception plus ouverte et active. « La culture n'est plus seulement un état, une possession. Elle appelle une action délibérée des collectivités publiques et privées en vue de favoriser au bénéfice du plus grand nombre la fréquentation des valeurs, acquises ou nouvelles, de l'esprit et des arts, par des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation qui constituent l'animation culturelle. »

En parallèle de l'explosion culturelle, la France connaît une explosion patrimoniale. Celle-ci se traduit par la volonté de plus en plus grande de protéger le petit patrimoine et la prolifération du "collectionnisme" (tout est susceptible de rentrer dans le patrimoine). Comme l'a pressenti A. Riegl⁶¹, "Si le XIX^{ème} siècle fut celui de la valeur historique, le XX^{ème} semble devoir être celui de la valeur d'ancienneté." Nous sommes entrés dans une ère de sauvegarde, explique Michel Lacroix dans Le principe de Noé ou l'éthique de la sauvegarde⁶². Cette idée a été également bien traduite lors du colloque d'Avignon : "[...] l'acquis fondamental et définitif de l'époque contemporaine, à savoir l'élaboration du concept de patrimoine et le développement de la conscience historique [...] impliquent un respect, a priori, de l'édifice ancien."

Ainsi, « à la conservation pure et simple et à une présentation statique des monuments se substitue de plus en plus une conception plus active, qui les fait participer au mouvement général d'animation culturelle, au sens étroit du mot, qu'il s'agisse d'événements artistiques pour lesquels ces édifices offrent l'hospitalité au théâtre, à la musique, à la danse, à la poésie, à l'audiovisuel,

⁵⁹ in P. Canivet, 1987, *Colloque « Culte et culture »*, L'aménagement des lieux de culte, Desclée, Paris, 258p.

⁶⁰ in J. Rigaud, *Actes du Colloque d'Avignon « Utiliser les Monuments Historiques »* organisé par la Section française de l'ICOMOS

⁶¹ in Riegl Aloïs, 1984, Le culte moderne des monuments : son essence et sa genèse, Paris, Le Seuil, 122p.

⁶² in Michel Lacroix, 1997, Le principe de Noé ou l'éthique de la sauvegarde, Mayenne, Flammarion Essais, 157p.

ou d'actions permanentes qui visent à retrouver en profondeur la vocation de rencontre, de recueillement, de fête de ces palais, de ces abbayes, de ces églises. » (Jacques Rigaud)

Tout petit village veut avoir sa propre manifestation culturelle. Dans cette logique du « tout culturel », la réutilisation à des fins culturelles des édifices religieux est devenue très à la mode et très appréciée. L'idée est que la culture peut être rendue accessible à tous, que chacun peut l'aborder, la faire sienne, à travers des approches multiples, dans des lieux qui ne soient pas étrangers aux cadres de vie quotidiens, susceptibles d'accueillir et même de solliciter la participation du visiteur.

Ce contexte d'ouverture culturelle et patrimoniale influe indéniablement sur les pouvoirs publics, sur les médias et sur la population en général. Inconsciemment ou non, à force d'entendre parler du patrimoine que nous devons protéger, que c'est notre devoir, que cela fait partie de la démarche de développement durable dans laquelle nous devons nous inscrire aujourd'hui, nous nous sentons impliqués dans la sauvegarde du patrimoine.

Différents facteurs influent sur l'acceptabilité des réutilisations. Les premiers que nous avons exposés sont factuels et nous permettent de comprendre pourquoi des types de réutilisation sont acceptés pour certains édifices et refusés pour d'autres, par les mêmes personnes. Les seconds facteurs exposés sont plus généraux et plus abstraits; ils nous permettent de comprendre la logique générale dans laquelle s'inscrivent les réflexions des personnes face à une réutilisation d'édifices religieux. L'ensemble des facteurs exposés ici nous confirme que les valeurs véhiculées par les édifices religieux désaffectés, et donc la symbolique qu'ils dégagent, influent sur l'acceptabilité des réutilisations. Plus l'édifice sera symboliquement fort et moins nous accepterons de types de réutilisation. Afin de mieux comprendre l'influence de la symbolique sur les réutilisations, nous allons exposer à présent les réutilisations considérées comme acceptables et expliquer en quoi elles ne vont pas à l'encontre de la symbolique du lieu. Cette présentation ne reprend donc pas de la même manière les réutilisations possibles exposées au point II de la seconde partie de notre exposé, mais justifie celles que nous avons pu citer comme les plus facilement acceptées.

3.3. Explication de réutilisations respectueuses d'un édifice religieux

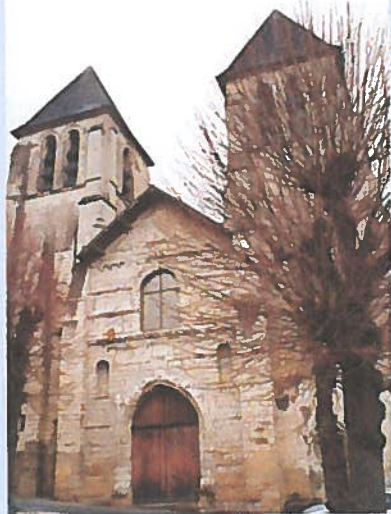
En schématisant, nous pourrions dire qu'il y a deux fonctions possibles pour un édifice restauré : la fonction muséale et la fonction sociale (au sens large, pour la société). La première se traduit par la reconstitution la plus proche possible du décor, de l'environnement du monument, et par une évocation de son époque et de sa fonction originelle, au public et ce de la façon la plus parlante possible. La deuxième passe soit par le maintien ou le rétablissement du monument dans la fonction pour laquelle il a été fait, soit par la mise en place d'une autre fonction, de quelque nature qu'elle soit mais correspondant à un besoin contemporain auquel le monument peut s'adapter. Les deux fonctions peuvent coexister dans certains monuments. Dans le cas des édifices religieux désaffectés, il faut inventer, en assignant à ces monuments une fonction qui, par sa nature, son niveau, son esprit, soit aussi fidèle que possible au génie du lieu et qui ainsi le respecte. Comme nous l'avons vu le respect du lieu, de ces valeurs, de sa symbolique est la condition fondamentale de l'acceptabilité de la réutilisation. Nous allons présenter ici ce qui, a priori, respecte l'édifice et pourquoi, et qui devrait donc être facilement accepté. Des exemples détaillés appuieront nos propos. Des informations complémentaires sur certains exemples figurent en Annexe.

Les réutilisations qui rappellent la fonction première de l'édifice sont respectueuses de celui-ci. Ainsi, l'église, lieu de rassemblement des croyants, croyants qui chantent à la gloire de Dieu, et lieu qui recèle de nombreux trésors artistiques peut devenir salle de musique ou salle d'exposition. Ce sont les activités qui sont le plus acceptées pour ces édifices. Elles le sont d'autant plus lorsqu'elles restent dans le domaine religieux à savoir musique sacrée et musée d'art sacré. La musique classique jouit d'une grande liberté dans les églises, surtout à l'orgue, instrument présumé cultuel. Néanmoins les gens restent relativement ouverts au type de musique et de musée, car ce sont deux activités qui, quoi qu'il en soit, donnent à réfléchir, à s'évader, à s'élever vers un ailleurs. L'activité théâtrale est dans la même logique ; elle donne à penser et permet à l'homme de s'évader. Nous pouvons citer l'exemple de la Collégiale de Saint-Mexme à Chinon qui abrite aujourd'hui une structure en bois pour accueillir des spectacles.

CAS 1 : Collégiale de Saint-Mexme

Photos n°19 à 23 : La Collégiale de Saint-Mexme et sa réutilisation

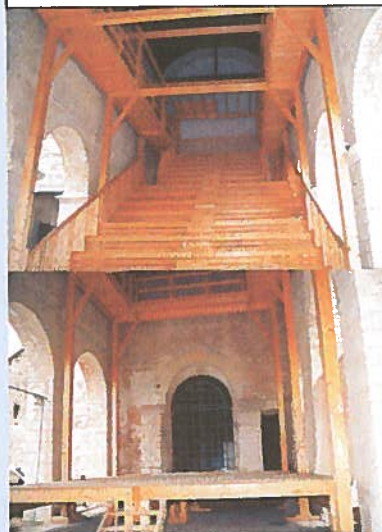
La collégiale



Etat du bâti lors de l'utilisation scolaire et après



La structure en bois



Historique :

Autour de l'an mil : construction de la collégiale
Révolution française : désaffectation de l'édifice
Début du XIX^{ème} s. : partiellement démolie
1820 : transformation de l'édifice en école
1980 : l'école déménage et laisse l'édifice sans fonction
1983 -2002 : travaux de restauration

Protection :

Classée sur la liste des Monuments Historiques depuis 1840

Propriétaire actuel :

Ville de Chinon

Utilisations actuelles :

Installation d'une structure en bois à l'intérieur de l'édifice (dans la nef) pour donner des concerts et spectacles

Ce que nous pouvons en dire :

La réutilisation actuelle est en accord avec l'édifice ; la structure étant démontable et autoportante et ne nuit pas à l'intégrité de l'édifice. Cette réutilisation est plus en accord que celle de l'école qui avait dénaturé le bâtiment.

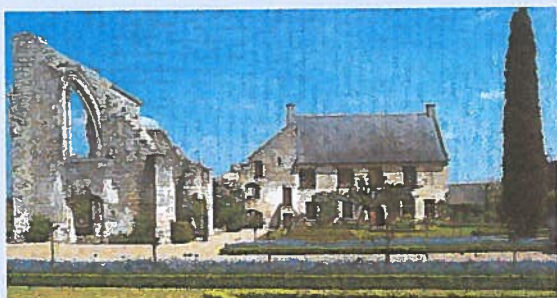
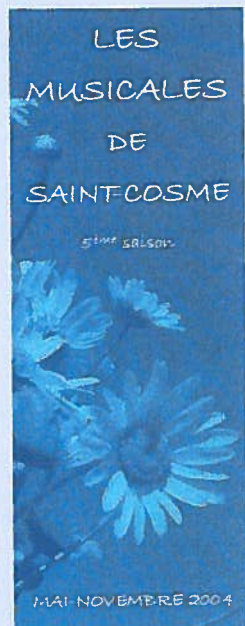
Projet :

Continuer la restauration et à terme ouvrir au public les différentes parties
Installation de vitraux contemporains qui va faire du lieu un espace de découverte de l'art contemporain
Création d'un lieu d'exposition
Mise en valeur des peintures murales

A propos de la musique, allons-nous dans ces lieux (édifices religieux), pour la musique, seulement parce qu'il y a un besoin de salle ? Ne serait-ce pas parce qu'on respire aussi en de tels lieux un air de transcendance ? La musique commence au-delà des mots lorsqu'elle côtoie l'ineffable : cette idée est le lieu commun des musiques et de la spiritualité et en même temps leur lien. C'est dans cette même logique qu'un lieu dédié à la poésie comme le Prieuré de Saint-Cosme (réutilisation tournée autour du personnage de Ronsard qui y a été prieur) est tout à fait respectueux. On est là aussi dans le domaine de l'évasion, de l'ineffable.

CAS 2 : Le Prieuré de Saint-Cosme

Photos n°24 à 28 : Le Prieuré de Saint-Cosmes et sa réutilisation



Historique :

Edifié à la place d'un oratoire du début du X^{ème} siècle sous le vocable de Saint-Cosme et Saint-Damien.

Au début du XI^{ème} siècle : construction d'un sanctuaire dépendant de l'abbaye de Marmoutier ; 12 moines s'y installent

1902 : le sanctuaire est érigé en prieuré sous la dépendance directe de Saint-Martin, et est confié à cinq chanoines qui veulent y vivre selon la règle augustinienne.

Au XVI^{ème} siècle : la communauté accueille l'un de ses plus illustres prieurs ; en 1565, tout comme son frère avant lui, Pierre de Ronsard obtient la commende du prieuré qu'il conserve jusqu'à sa mort en 1585.

Suppression canonique du prieuré en 1742, prononcée par l'archevêque de Tours : annonce de la décadence du prieuré. Départ des chanoines et église livrée aux démolisseurs.

1786 : le parc de Saint-Cosme est rasé

1791 : mise en vente comme bien national, le prieuré est acheté par deux soyeux tourangeaux. Commence alors une triste période où Saint-Cosme, morcelé à l'extrême, se hérissé de clôtures, de granges, d'étables, d'appentis adossés aux ruines, avec tout à l'entour des cultures de légumes.

1925 : rachat d'une partie du prieuré par le duc de Trévise, président de la Sauvegarde de l'Art français, avec l'aide de deux new-yorkais, M. et Mme Baylies

Seconde guerre mondiale : le prieuré est touché par les bombardements

1946 : début de la restauration

1948 : un décret déclare d'utilité publique l'acquisition du prieuré par le Département d'Indre-et-Loire, qui devint effective en 1951.

1948 : fondation de l'Association des amis de Ronsard sous l'impulsion de M. Maurice Roche, secrétaire général d'Indre-et-Loire

1968 et 1969 : une grande campagne de fouille dans l'espace du cloître ; le cloître du XI^{ème}-XII^{ème} siècles est dégagé.

Protection : tout est classé depuis 1925

Propriétaire actuel : Conseil Général d'Indre-et-Loire

Utilisations actuelles :

Un lieu de visite qui attirent 35 000 personnes par an (contre 10 000 par an au début des années 80).

Une visite présentant l'édifice et son histoire mais également celle de Ronsard. Réutilisation autour de la personnalité de Ronsard qui a marqué ce lieu.

Jardins à thème

Une bibliothèque sur le thème de Ronsard qui appartient et est gérée par l'Association des Amis de Ronsard

Un lieu de musique : il s'illustre par les musicales de Saint-Cosme et le printemps musical de Saint-Cosmes. Le prieuré de Saint-Cosme veut accueillir des petites compositions de musique sacrée, ancienne ou classique. Il accueille également le festival Jazz d'Europe fin juin. Les concerts sont donnés dans le réfectoire qui a une très bonne acoustique et sont de plus en plus reconnus pour leur qualité.

D'autres événements locaux ont réinséré Saint-Cosmes dans la vie locale : les journées de la Rose (exposition-vente de rosiers le week-end de la Pentecôte), et des pièces de théâtre joué au sein du prieuré au mois de juillet.

Ce que nous pouvons en dire :

Réinsertion réussie dans la vie locale grâce aux efforts entrepris par le Conseil Général et l'Association des amis de Ronsard.

Cette opération de réutilisation a bien fonctionné pour différentes raisons. Certes, l'édifice, à moitié démoli, était désaffecté de fait depuis un certain temps et la symbolique était moins forte. Néanmoins, la réussite est due au projet qui a pris en compte l'histoire de l'édifice. Le prieuré reste un lieu d'élévation (par la poésie et la musique) et de calme. Les jardins sont un cadre agréable pour se reposer et réfléchir. La réutilisation de l'édifice a su préserver l'âme du lieu, sa symbolique. Même si nous y trouvons différentes activités, celles-ci suivent toutes la même logique, celle de lieu voué au calme et à la poésie.

Un élément intéressant à souligner :

l'évolution du projet au cours du temps.

Lorsque le prieuré a été acquis par le Conseil Général, au début des années 50, la volonté était de réaliser un centre Ronsard, plus précisément, le Centre d'Etudes Supérieures de la Renaissance. Seule survivante de ce grand projet la petite bibliothèque de l'Hôtelier dont les ouvrages pour une grande partie font double usage des œuvres des bibliothèques tourangelles ; la CESR se trouve au centre de Tours. Ce point nous montre et nous apprend qu'il faut réaliser des projets à l'image des édifices et qu'il ne faut pas être trop ambitieux par rapport à la taille du monument. Les grands projets et la réalité ne font pas forcément bon ménage.

Projet :

Améliorer le cadre immédiat du prieuré avec le rachat de parcelles par le Conseil Général d'Indre-et-Loire, pour retrouver le cadre de l'époque romane.

Une nouvelle campagne de fouille est prévue pour 2005 qui devrait permettre d'organiser de manière logique les jardins en les mettant en parallèle avec les bâtiments ; le niveau de l'époque romane pourrait être retrouvé.

Avoir un véritable accueil pour les visites, une salle pédagogique, des loges pour les artistes

Intégrer le réseau des maisons d'écrivains.

Les réutilisations touchant au domaine de la création (accueil d'artistes, musique, théâtre, ...) sont bien acceptées car elles s'inscrivent tout à fait dans la logique de ces lieux. Il faut rappeler que le cadre monastique du XI^{ème} jusqu'au XIII^{ème} siècles a été très favorable au développement de la culture et de l'art. Les monastères ont été des centres de production, des lieux de rédaction et d'enluminures des manuscrits, de composition de musique. Ils étaient certes des lieux de recueillement et de prière mais aussi des lieux d'échanges. L'accueil de différents artistes dans quelque domaine que ce soit afin qu'ils créent dans un cadre serein et qu'ils échangent entre eux rappelle vraiment une partie des activités monastiques. Le monastère avec sa fermeture au monde, ses cellules pour la prière et le travail solitaire, ses espaces communs (cloître, réfectoire) pour la rencontre, le travail collectif et l'échange, est un bâtiment idéal pour faire vivre et travailler une communauté humaine autour d'une idée partagée. Comme il l'est signalé dans l'ouvrage du Moniteur déjà cité⁶³, « il y a des besoins fondamentaux de la communauté humaine qui sont encore plus durables que les formes de la religiosité. ». L'abbaye de Fontevraud parmi ses autres activités accueillent des artistes en résidence ; nous pouvons également citer l'exemple connue de Villeneuve-lès-Avignon ou celui de l'abbaye de La Prée que nous développons juste après.

⁶³ Sous la direction de Jean-Noël Mathieu, La reprise des monuments : architecture historique et projets contemporains, pratique de la réutilisation sur 40 sites en Europe aujourd'hui, Le moniteur, 143p.

CAS 3 : L'Abbaye royale de Fontevraud

Photos n°29 à 33 : L'Abbaye royale de Fontevraud et sa réutilisation



Historique :

1101 : un pieux personnage, Robert d'Abrissel, fonde un monastère, où il se fera enterrer quelques années plus tard.

Pendant sept siècles, l'Abbaye de Fontevraud, avec les nombreux prieurés qui en dépendent, entretient la flamme d'une vie religieuse authentique ; des rois appartenant à la famille des Plantagenêt choisissent l'abbaye comme dernière demeure et de nombreuses abbesses de sang royal se succèdent à sa tête

Particularité de cette abbaye : vécurent côte à côte des religieux et des moniales, tous placés sous l'autorité unique d'une femme, l'abbesse.

Milieu du XII^{ème} siècle : apogée de Fontevraud

Au début de la Révolution : Fontevraud constitue encore une communauté vivante et riche

1791 : vente des biens nationaux, la dernière religieuse quitte l'abbaye

1804 : décret qui transforme l'abbaye en prison

1962 : fin de la fonction carcérale de l'abbaye

1975 : mise sur pied du Centre Culturel de l'Ouest, sous l'impulsion conjuguée de la Région des Pays de la Loire et du Ministère de la Culture

Protection :

Classé au titre de Monument historique depuis 1840

Propriétaire actuel :

Depuis 1804, l'édifice appartient à l'Etat, tout d'abord au Ministère de la Justice, aujourd'hui au Ministère de la Culture, qui est donc responsable de son entretien et de son animation, et qui a délégué au Centre Culturel de l'Ouest, par une convention signée en 1991, la charge de l'animation et de la gestion du monument.

Utilisations actuelles :

Un circuit de visite organisé de manière libre ou guidée avec des projections multimédia

Accueil des classes de patrimoine

Stages de chant grégorien

Concerts (classiques, baroques et exceptionnellement d'autres types de musique comme Cesaria Evora)

Des animations, publications et expositions sont réalisées chaque année autour d'un *thème choisi annuellement*

Une hôtellerie en vue de l'accueil de congressistes

Résidence d'artistes dans l'abbaye (trois mois réparti sur une année avec le montage d'un projet en rapport avec l'abbaye).

Ce que nous pouvons dire :

Remarques positives

Le défi (adapter ce monument conçu d'abord pour le recueillement d'un ou plusieurs groupes de religieuses, puis transformé en espace carcéral, donc dans les deux cas un monument de caractère claustral où le silence et la contemplation obéissent à une règle très stricte) a en partie été relevé ; le projet de restauration n'est pas encore totalement terminé et des projets sont encore en train de voir le jour (dépôt archéologique dans le moutier de la Madeleine, cafétéria au niveau de l'accueil, ...).

L'organisation des visites est réfléchie et pensée dans le cadre du respect dû au caractère sacré du lieu.

Remarques négatives

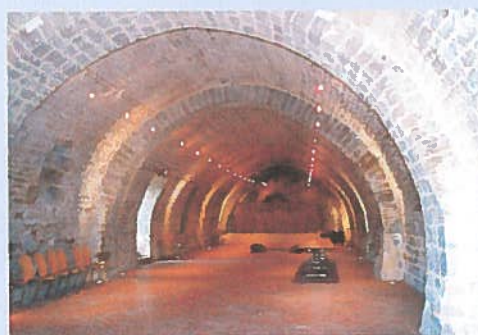
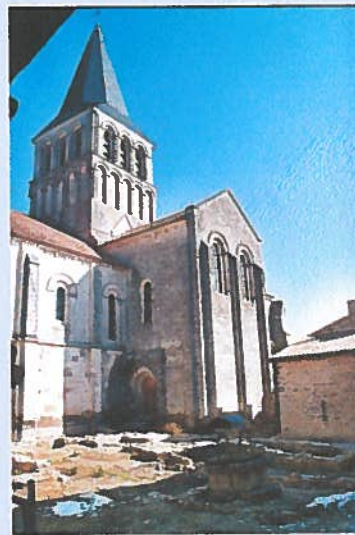
Cet ensemble monastique somptueux est aujourd'hui un peu aseptisé, et ce en grande partie à cause de sa restauration. L'architecture influe ici sur les impressions que laisse l'édifice aux monuments.

Il n'est pas assez fait mention du passé carcéral de l'édifice qui fait aujourd'hui partie intégrante de l'âme du bâtiment.

L'utilisation de l'ancien lieu cultuel en lieu culturel est donc celle qui est la mieux acceptée. Il ne faut pas oublier que l'Eglise est depuis toujours un lieu de culture. Autrefois, le clergé chargé de l'enseignement, des bibliothèques et des archives était commanditaire d'œuvres à des artistes contemporains. Aujourd'hui, nous sommes dans la continuité quand l'église accueille des créateurs modernes, des manifestations culturelles diverses (concerts, expositions, spectacles,...) ou encore, quand l'édifice est le sujet de recherche historique comme c'est le cas à l'abbaye de Saint-Amant-de-Boixe. La réutilisation de l'abbaye est en train de se développer autour de l'activité archéologique.

CAS 4 : L'Abbaye de Saint-Amant-de-Boixe

Photos n°34 à 39 : L'Abbaye de Saint-Amant-de-Boixe et sa réutilisation



Historique :

VI^{ème} s. : date à laquelle remonte les premières traces de l'abbaye

XI^{ème} s. : transfert du monastère jusqu'à son emplacement actuel

XII^{ème} s. : prospérité de l'abbaye et début de travaux de reconstruction

Révolution française : l'abbaye est vendue comme bien national

70's : acquisition de l'édifice par la commune

1998 : naissance d'un projet pour l'abbaye

Depuis quelques années : des fouilles ont lieu régulièrement

Protection :

L'église est classée aux Monuments Historiques depuis 1840, les bâtiments abbatiaux depuis 1935

Propriétaire actuel :

Mairie de Saint-Amant-de-Boixe pour 80 % de l'édifice ; le reste est en ZAD (zone d'aménagement différé) ; depuis le milieu des années 70, la commune acquiert petit à petit les parties de l'édifice

Utilisations actuelles (projet en cours) :

Locaux pour une antenne de l'association *Via Patrimoine*

Halte jacquère

De nombreuses *animations* : visites guidées, visites à la torche, randonnées sur les pas des pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle, visites épicuriennes, visites découvertes, WE de la Saint-Jacques

Concerts

Conférences

Expositions

Résidences d'artistes

Ateliers d'enfants

Cycles de conférences consacrés à l'archéologie et fouilles archéologiques

Cellier de l'abbaye : proposé à la location pour des conférences, séminaires, expositions, mais également repas de mariage

Projet :

A terme, l'édifice doit devenir le Centre d'Interprétation de l'Architecture romane

Ce que nous pouvons en dire :

Un projet s'appuyant sur la culture et réalisé en concertation avec la population locale

Les habitants redécouvrent leur patrimoine.

Projet de réutilisation qui en est qu'à ses débuts d'où la difficulté d'apporter un regard juste

Proche du domaine de la création, ce qui concerne l'apprentissage est bien vu. C'est aussi un retour à la fonction première ; apprentissage de la vie en communauté, d'une croyance mais également de la lecture, de l'algèbre, ... Les établissements scolaires (de préférence privés) répondent à cette logique ; les classes du patrimoine (cf. cas de Fontevraud et de Saint-Amant-de-Boixe) encore plus et les gens sont très friands de cette réutilisation. Tous les anciens édifices religieux qui accueillent aujourd'hui des classes du patrimoine, des stages d'apprentissage de la musique, du dessin, ... restent dans la logique première de l'édifice.

Les activités relevant du domaine social comme les maisons de repos ou de retraite, les orphelinats restent dans la logique des églises et des monastères. L'église devait aider le pauvre et l'opprimé, elle était un refuge ; les monastères accueillaient également les malades et les pauvres, les protégeaient contre les puissants, les nourrissaient et les soignaient. La vocation « sociale » de ces édifices était forte et beaucoup des réutilisations qui sont acceptées aujourd'hui le sont car elles reprennent cette idée de charité chrétienne et d'aide à autrui. La réutilisation de La Prée est exemplaire en ce domaine alliant l'accueil de personnes âgées et l'accueil d'artistes.

CAS 5 : L'Abbaye de La Prée

Photos n°40 à 43 : L'Abbaye de La Prée et sa réutilisation



Historique :

Domaine de La Prée : une ancienne abbaye cistercienne fondée au *temps de Saint-Bernard*

Révolution française : l'abbaye devient *propriété privée*

1954 : elle est donnée aux *Petits Frères des Pauvres* (association dont l'action est consacrée aux personnes âgées et aux personnes de plus de cinquante ans en situation de précarité)

Le domaine compte une quarantaine d'hectares de prés et de forêt ; il est bordé par une rivière.

Les bâtiments sont constitués de la maison abbatiale, de l'hôtellerie d'annexes et de granges.

Utilisations actuelles :

L'hôtellerie est utilisée, sous la responsabilité des Petits Frères des Pauvres, pour *recevoir des personnes âgées*. Trois sortes d'activité sont organisées : en hiver, un accueil temporaire réservé essentiellement à des vieillards de la région; en été, des séjours de vacances ; et, au printemps et en automne, l'accueil de groupes de personnes âgées vivant en établissement.

La maison abbatiale accueille depuis 1991 des *artistes en résidence*, sous l'autorité de l'association Pour Que l'Esprit Vive (association dont le but est d'aider les artistes et intellectuels qui vivent pour certains dans une situation de précarité). Sept logements sont aménagés à cet effet. Depuis 1992, se déroulent tous les ans à l'ascension les Rencontres Musicales ; ce sont 5 jours de portes ouvertes pour découvrir les différentes facettes de la vie artistique initiée et assumée par l'association Pour Que l'Esprit Vive.

Ce que nous pouvons en dire :

La vie à la Prée est déterminée par la nature du lieu, telle qu'elle a été choisie par les moines et telle que les évolutions depuis deux siècles ne l'ont pas fondamentalement transformée. L'isolement et la beauté permettent aux créateurs de travailler dans des conditions de concentration rares.

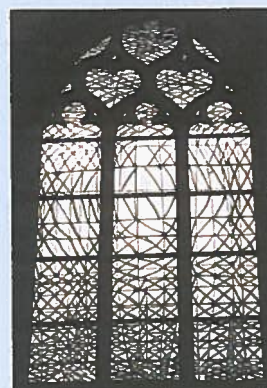
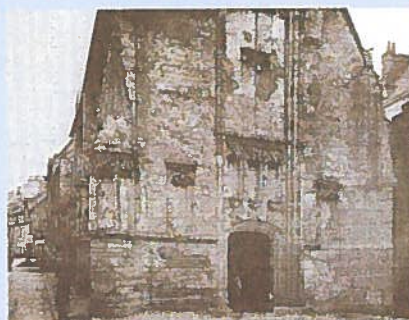
Ce cadre est un cadre également très agréable pour les personnes âgées qui y séjournent.

L'ancienne vocation sociale de l'abbaye est aujourd'hui respectée.

Enfin, toute activité relevant de la communauté, c'est-à-dire non privée, et aidant au bon fonctionnement de la société, est acceptable. C'est le cas des mairies ou des préfectures, par exemple. Il est important que les édifices religieux désaffectés restent ouverts au plus grand nombre. C'est également le cas de la chapelle Saint-Yves à Rennes qui fait partie de l'office du tourisme.



CAS 6 : La Chapelle Saint-Yves
Photos n°44 à 49 : La Chapelle Saint-Yves et sa réutilisation



Historique :

octobre 1358 : acte de fondation de l'hôpital constitué de la maison offerte par le fondateur, d'une salle pour passants et malades, d'une petite chapelle primitive sur un site lié à l'eau et représentatif de l'histoire hospitalière

1403 : apparition du patronage de Saint-Yves

XV^{ème} siècle : domaine foncier s'étend, la chapelle est édifiée pendant cette période de prospérité

1755 : la cathédrale construite par la suite menaçant ruine, le service est transféré à Saint-Yves jusqu'à la Révolution

XIX^{ème} siècle : les travaux pour l'achèvement des quais de la Vilaine entraînent la démolition de l'hôpital et de ses dépendances ; seule subsiste la chapelle qui fait office de magasin au rez-de-chaussée et d'habitation à l'étage

1949 : la maison Marcillé y tient sa quincaillerie

Aujourd'hui : la ville de Rennes en est propriétaire

Protection :

Classée Monument Historique depuis 1945

Propriétaire actuel : mairie de Rennes

Utilisations actuelles :

Après restauration, la chapelle Saint-Yves a été destinée à abriter une partie de l'Office du tourisme qui recouvre en plus de la chapelle deux autres bâtiments.

Les vitraux de la chapelle ont été refait par un artiste contemporain et la chapelle abrite une exposition permanente sur le patrimoine rennais. Le reste de l'Office du tourisme abrite les fonctions de renseignements et d'accueil ainsi que les bureaux des personnes chargées du patrimoine de Rennes qui est « ville d'art et d'histoire ».

Ce que nous pouvons en dire :

Bon exemple d'une réutilisation alliant neuf et ancien de manière intelligente et respectueuse du passé : la chapelle est aujourd'hui éclairée de vitraux contemporains réalisés par Gérard Lardeur.

Elle a été réservée à l'exposition portant sur le patrimoine rennais ; la scénographie et les vitraux se veulent respectueux de l'ancienne fonction de la chapelle et sont donc très sobres rappelant ainsi le combat contre la pauvreté de l'hôpital (les malades qui étaient soignés à Saint-Yves étaient principalement les ouvriers, les domestiques, les communautés pauvres de la ville, les prisonniers, les infirmes indigents et les enfants abandonnés).

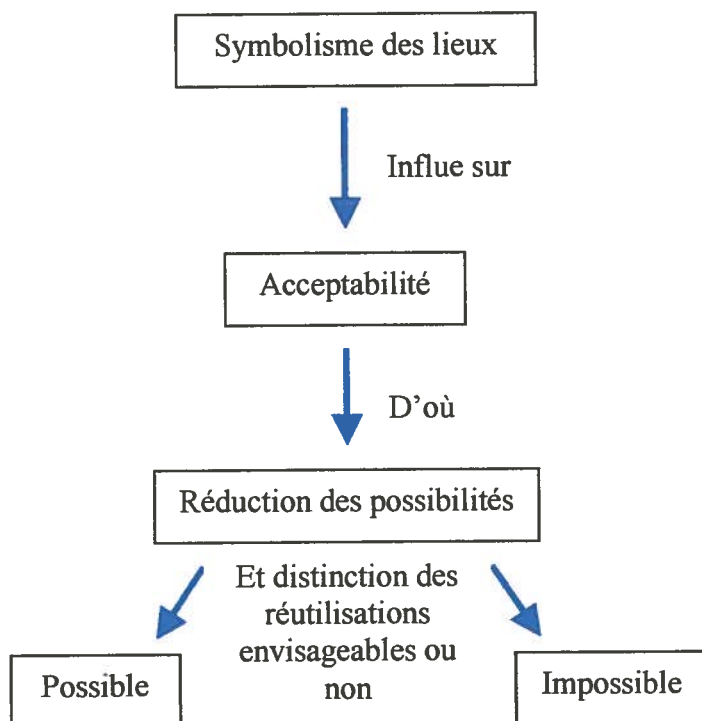
Il n'a pas été question d'installer le côté commercial de l'Office de Tourisme à cet endroit, par respect de l'édifice.

Comme nous venons de le voir, beaucoup d'activités restent dans la logique de ces édifices, et sont respectueuses de ce dernier et respectueuses des valeurs auxquelles les gens sont attachés et ne souhaitent pas voir disparaître. Dans cette partie, nous avons présenté les réutilisations qui étaient respectueuses de l'édifice au sens où elles ne vont pas à l'encontre du passé du bâtiment. Néanmoins, ce sont les activités culturelles qui sont à l'honneur et, certaines activités qui pourtant resteraient dans la logique de la fonction ancienne sont mal acceptées. Par exemple, le public est plutôt contre de restauration et de dégustation dans une église malgré l'Eucharistie et la vigne qui a été mise à l'honneur par les moines, et contre le commerce, malgré les quêtes et les ventes que les abbayes réalisaient. Il reste donc un travail d'explication à réaliser auprès de la population qui connaît mal ou ne veut pas se souvenir de ces facettes de la vie religieuse des siècles passés et qui, au nom du respect de la symbolique du lieu, refusent certaines réutilisations qui pourtant sont dans la logique initiale de l'édifice. Les réutilisations qui sont alors proposées sont très souvent culturelles, comme nous avons pu le montrer ; peut être est-ce là un manque d'originalité des concepteurs qui ont peur de s'attirer les foudres de la population. Pourtant, une démarche de réflexion avec la population et quelques règles simples à suivre permettraient en partie les mauvaises réactions des personnes et des réutilisations peu en accord avec la symbolique du lieu.

Dans ce point III, nous avons fourni des explications qui justifient l'acceptabilité de certaines activités dans des édifices religieux désaffectés. L'acceptabilité de la nouvelle utilisation proposée va dépendre de certains facteurs factuels et d'autres plus abstraits. La nouvelle utilisation doit avant tout respecter l'édifice, sa logique, son passé, son esprit ... C'est ainsi que les activités les plus acceptées sont celles qui réfèrent à l'utilisation première de l'édifice (recueillement, art, social, ...). L'acceptabilité des réutilisations est également liée au contexte culturel actuel, tout comme elle est liée à notre pays et à notre histoire. Nous ne pouvons pas le nier. Un pays comme l'Espagne, par exemple, est beaucoup plus ouvert en terme de réutilisation de ces édifices religieux désaffectés.

Il est évident maintenant que le symbolisme d'un lieu influe sur l'acceptabilité de sa réutilisation. Le respect que nous souhaitons pour ces bâtiments, la restriction que nous demandons concernant les réutilisations est due aux valeurs qui s'en dégagent, à leurs symboliques. Le schéma ci-dessous exprime le schéma dans lequel s'inscrit l'acceptabilité d'une réutilisation par la population.

Schéma n°4 : Action du symbolisme sur l'acceptabilité d'une réutilisation⁶⁴



⁶⁴ Schéma qui n'a qu'une valeur illustrative.

Conclusion de la partie II

Cette deuxième partie avait pour but de voir si oui ou non la symbolique des édifices religieux influait sur l'acceptabilité des réutilisations que nous pouvions en faire.

Après avoir exposé notre méthode de travail, nous avons dressé un panorama des réutilisations faites des édifices religieux. Nous nous sommes rendus compte que la majorité des réutilisations récentes étaient tournées vers le domaine culturel.

Nous avons alors cherché à exposer les facteurs influant sur l'acceptabilité d'une réutilisation, facteurs étant ressortis lors de nos questionnaires, de nos entretiens et de nos lectures. Certains facteurs tels que le facteur temps, le facteur géographique, la croyance, l'architecture du bâtiment et la fonction du bâtiment influent sur la manière dont les personnes perçoivent les réutilisations d'édifices religieux désaffectés. Ce qui importe avant tout pour les personnes, c'est le respect du lieu ; il faut entendre derrière cette proposition vague, le respect architectural, le respect des croyants, le respect des bâtisseurs d'églises, le respect des vieilles pierres... C'est ce respect qui fait que les réutilisations les plus envisageables sont celles qui reprennent des composantes du passé de l'édifice. Ainsi, les utilisations culturelles et d'apprentissage traduisent la grandeur intellectuelle et artistique qui régnaient dans ces édifices à leur époque ; les utilisations sociales rappellent la fonction de charité de ces bâtiments et les soins que fournissaient les monastères aux pauvres et aux malades. Nous devons également souligner que cette symbolique influe d'autant plus aujourd'hui que nous sommes dans une époque où le patrimoine est très apprécié, et les utilisations culturelles très recherchées.

Chapitre d'ouverture :

Recommandations en vue de diminuer les risques de non acceptabilité d'une réutilisation

Aux vues de tout ce que nous avons déjà décrit et analysé dans notre deuxième partie, nous pouvons proposer quelques recommandations pour la bonne conduite d'un projet de réutilisation d'un édifice religieux désaffecté. Certaines règles simples peuvent a priori diminuer les risques de voir la réutilisation d'un édifice religieux mal acceptée. Ces règles simples que nous allons maintenant exposer doivent aider à mieux saisir la symbolique des lieux et la manière dont les personnes vivent le bâtiment. Elles permettent aussi une meilleure communication avec les individus afin de leur faire comprendre la logique dans laquelle s'inscrit un projet de réutilisation et la manière dont il est en accord avec l'histoire du lieu. Dans l'idéal, ces recommandations doivent permettre de réaliser des projets qui seront acceptés par la population, car prenant en compte la symbolique.

Ces recommandations ne sont pas exhaustives et sont des directions données, des propositions découlant de notre travail. Elles demandent à être étayées, prouvées, infirmées ou confirmées par un autre travail de recherche qui mettrait en place un protocole pour tester ces injonctions.

A/ Connaître l'édifice

La première chose à faire lors d'un projet de réutilisation est de commencer par une période consacrée à la découverte de l'édifice. Il ne s'agit pas là d'une découverte superficielle mais approfondie pour ensuite agir au mieux sur l'édifice. Il faut connaître pour comprendre et pour agir. Cette connaissance est utile autant pour des raisons économiques et techniques que pour des raisons morales et esthétiques. La réussite d'un projet dépend bien souvent de la connaissance préalable du bâtiment et de son environnement. Si nous apprenons à connaître un édifice, nous ne pourrions proposer que des réutilisations qui seront en accord avec l'édifice, qui le respecteront.

Nous devons tout d'abord nous attacher à connaître ce qui touche au concret du bâtiment (matériaux, agencement, situation de l'édifice, ...), puis son histoire, comment et pourquoi a-t-il été construit ? Comme nous souhaitons donner un usage contemporain à l'édifice, l'histoire des usages antérieurs est importante ; de là découle aussi une étude de l'histoire des peuples, de l'histoire sociale qui a touché ce bâtiment. Tout cela permet de faire de meilleurs choix ; à travers cette étude approfondie que certains appelle « étude préalable », nous pouvons découvrir toutes les richesses et les multiples dimensions d'un monument.

Il faut être conscient que l'objet sur lequel nous travaillons n'est pas un objet mort. Chaque monument contient un message qui lui est propre et qu'il faut transmettre aux générations futures. Nous sommes ici dans le prolongement de la construction d'un lieu de mémoire. Le bâtiment est le témoignage d'un style, d'une beauté architecturale, mais aussi d'une histoire, d'une culture, et dans le cas des édifices religieux, d'une spiritualité. Toutes ces valeurs sont fragiles et il faut veiller à ce que l'intervention sur le bâtiment n'altère pas l'ensemble de ces caractères, ne l'atteigne pas au plus profond de sa vérité. Car il ne s'agit pas seulement de savoir si telle ou telle occupation peut être préjudiciable au mur, au sol ou à l'épiderme du monument, mais bien plus si elle n'entraîne pas une désagrégation de son esprit voire même de son âme., si elle ne va pas à l'encontre de la symbolique du lieu

C'est dans cette logique que Robert Philippe⁶⁵ expose l'idée qu'« on devrait s'imposer de reconvertir un édifice pour un usage dont la charge symbolique est équivalente à la précédente. » Ce serait effectivement ce qu'il faudrait souhaiter même si il est dur de sonder au plus juste cette valeur symbolique d'un édifice.

Le nouvel usage doit donc être choisi en fonction du fonctionnement du bâtiment et de son esprit, de son histoire. En effet, « Réussir la reprise d'un monument, c'est toujours reconstruire avec lui quelque chose de son importance intellectuelle, sociale, économique d'autrefois, en faire de nouveau le support et l'expression de processus sociaux majeurs. Nous nous situons ainsi au croisement de l'Histoire et du projet, entre l'initiative originale liée à notre temps et la confrontation féconde avec les contraintes de l'espace bâti, de la mémoire et des significations dont le monument est porteur. »⁶⁶.

Il est donc primordial de connaître l'histoire de l'édifice pour trouver la réutilisation la plus juste possible qui respectera au mieux le bâtiment et qui sera donc la plus facilement

⁶⁵ in R. Philippe, Reconversions, Paris, 119p., Architecture thématique, Edition Le Moniteur, 1991

⁶⁶ in La reprise des monuments : architecture historique et projets contemporains, Le moniteur, 143p., sous la direction de Jean-Noël Mathieu, 2003

acceptée. Cette connaissance est le fruit d'un dialogue avec le monument, son architecture, sa disposition mais aussi ses pierres, l'ambiance qu'il dégage. Cette attitude ne débouche pas sur une attitude conservatrice. Comme il l'est dit dans les actes du Colloque d'Avignon, l'édifice « ne nous parle pas seulement au passé, mais au présent : tantôt il force au respect, tantôt il incite à l'audace ». C'est ce dialogue qui pourra justifier également l'ajout de parties nouvelles et la suppression d'anciennes.

Si cette première condition est respectée, nous mettons toutes les chances de notre côté pour que la réutilisation soit acceptée.

B/ Prendre en compte l'avis de la population

La deuxième recommandation que nous pourrions formuler est de prendre en compte l'avis de la population et ce pour différentes raisons.

Raison certes purement matérielle, c'est le contribuable qui finance très généralement ces projets (sauf quand les propriétaires sont privés) ; il a donc droit de regard sur ce qui est fait de son argent.

Raison un peu moins matérielle, si nous voulons que cet édifice soit fréquenté, il faut que sa réutilisation soit acceptée et appréciée du public. La population doit adhérer au projet.

Troisième raison. La mémoire de l'édifice passe aussi par celle de la population locale. Un édifice est enraciné localement voire régionalement ; il est l'expression du territoire dans lequel il s'inscrit. Il est un ancrage identitaire pour les habitants. L'image sociale que conserve pour eux le bâtiment à travers son architecture ou l'histoire de ses usages peut être une aide importante lors du choix d'une nouvelle affectation. « [L'importance d'un monument], passée et présente, se joue dans la relation avec ce territoire bien particulier où le monument se dresse depuis quelques siècles, où il constitue pour les habitants un repère historique majeur, un signe d'identité, un objet d'appropriation. Réutiliser le monument ne voudra pas dire contredire cette appropriation, mais au contraire s'appuyer sur ce socle et agir pour que l'appropriation ne soit plus seulement liée aux représentations d'un temps révolu, mais pour qu'elle se fasse également en relation avec des représentations propres au présent. » ⁶⁷

⁶⁷ in Sous la direction de Jean-Noël Mathieu, 2003, La reprise des monuments : architecture historique et projets contemporains, Le moniteur, 143p.

La population sera prise en compte de manière forte si le projet s'appuie sur des ressources locales, une spécificité locale. Le projet s'inscrira alors dans une démarche de développement local, endogène. La réutilisation en sera d'autant plus appréciée. Nous pouvons citer pour exemple un circuit de petites chapelles bretonnes, qui, chaque année, accueillent des expositions contemporaines, ou le circuit des églises cathares dans le sud-ouest.

Enfin, dernière raison, il faut prendre en compte les besoins exprimés par les habitants du quartier, du village ou de la ville où se situe le bâtiment concerné et ne pas implanter un projet tout prêt à cet endroit sans étudier si il n'y a pas d'autres besoins plus utiles ou pressants qui auraient tout à fait leur place dans l'édifice. Cet aspect est essentiel pour que soit comprise et acceptée toute politique de conservation du patrimoine. En effet, si pour un bâtiment ancien, la perte de son usage initial signifie souvent la mort des relations qu'il pouvait entretenir avec son environnement, la réutilisation ne doit pas aggraver cette séparation, mais doit trouver les solutions d'une relation nouvelle.

Si la population est consultée lors d'un projet de réutilisation, elle en acceptera d'autant mieux le projet et sa réalisation.

C/ Raconter l'histoire du bâtiment

Cette troisième préconisation concerne également la population et plus précisément le public qui fréquente les édifices réutilisés. Il semble important pour le travail de mémoire vis-à-vis de l'édifice que son passé soit retracé à un endroit ou à un autre de l'édifice. Cette préconisation est notamment ressortie des différents entretiens effectués avec des gens travaillant dans les édifices réutilisés, et des questionnaires. Le voyageur ne doit pas ignorer les restaurations qui furent menées sur le bâtiment et qui font indubitablement partie intégrante de sa personnalité. Il doit également savoir les différentes utilisations qu'a eu cet édifice. Il faut donner à la personne qui s'arrête devant ou dans cet édifice les outils nécessaires à la compréhension de celui-ci sans pour autant lui ôter le plaisir de la découverte de l'esprit des lieux. Connaître l'histoire d'un bâtiment permet de mieux l'accepter et le comprendre. Cette recommandation n'a peut être pas été assez développée lors de la réutilisation de l'abbaye de Fontevraud. Comme nous l'avons expliqué quand nous avons détaillé cet exemple, rien ou quasiment rien n'est dit sur la fonction carcérale que l'édifice a eu pendant deux cent ans et qui a apporté des modifications à l'édifice. Cette partie de l'histoire mériterait d'être également mise en valeur.

Dans le cas des édifices religieux, puisque c'est quand même notre sujet, il est nécessaire de faire comprendre l'art sacré. Au-delà des convictions de chacun, cet art est aussi une composante fondamentale de notre civilisation, sans lequel il est impossible d'étudier l'art et la création au cours des siècles, et sans lequel nous ne pouvons pas saisir tout le sens d'un édifice religieux. D. Ponnau⁶⁸ exprime bien cette idée dans un ouvrage dont il a dirigé la rédaction : « [...] le patrimoine culturel constitue un formidable réservoir de mémoires spirituelle, artistique, collective pour nous tous, quelles que soient nos opinions. Je crois qu'il est légitimement considéré comme le bien de tous, croyants, incroyants ou incertains en la matière. Mais il sollicite les uns et les autres de l'aborder selon sa nature propre, laquelle est, non pas compliquée ni ambiguë mais, je dirais, prismatique, c'est-à-dire intégrant toutes les approches historiques, techniques, artistiques de la conscience permanente de son affectation à un culte déterminé et de son caractère spirituel. On ne comprend ni Chartres ni Semanque si l'on ne veut rien savoir, si l'on ne sait rien de la foi du Moyen-Age, ni des pèlerinages d'aujourd'hui, ni de ce qui constitue l'interrogation des croyants vis-à-vis de ce patrimoine. Pas davantage ceux qui croient et se sentent naturellement chez eux au sein de ce patrimoine parce qu'ils sont croyants, ne doivent-ils pas manquer de respect, bien sûr, vis-à-vis de ceux qui n'adhèrent pas à cette foi que manifeste cet édifice, mais même j'ajoute qu'ils doivent être particulièrement soucieux de l'angle de vue selon lequel ces personnes, qui ne partagent pas leur foi, ont aussi un droit et un droit très fondamental sur ce patrimoine. »

Enfin, l'histoire du bâtiment peut permettre au visiteur de l'édifice de mieux comprendre son utilisation actuelle et en quoi elle est respectueuse du lieu. Si nous expliquons le passé des monastères, leur vie en autarcie et la production de vin, par exemple, l'individu acceptera plus facilement une réutilisation dans le domaine viticole.

D/ Unité du projet

Il semble important que le projet de réutilisation soit pensé dans sa globalité. Cette unité, de par la taille des églises, est respectée dans les édifices séculiers. Par contre, il faut prendre garde dans les monastères et abbayes de ne pas juxtaposer sans logique des activités différentes. Cette unité permet de faire revivre l'édifice dans son ensemble, au même rythme, de ne pas le désagréger. Diviser le bâtiment en différentes fonctions sans rapport nuirait à sa symbolique

⁶⁸ in D. Ponnau, 1987, *Colloque « Culte et culture », L'aménagement des lieux de culte*, Paris, Desclée, 258p.

d'ensemble ; il perdrait une part de son caractère ce qui nuirait à l'acceptabilité de la réutilisation par la population.

E/ Réversibilité et qualité

Réversibilité et qualité sont en quelque sorte deux mots d'ordre lors de la réutilisation. Nous abordons ici des points plus techniques que nous développerons donc moins car n'étant pas le cœur du sujet. Comme nous l'avons déjà dit, l'intervention de l'homme dans ces édifices pour leur donner une nouvelle fonction n'est pas neutre. Pour laisser le plus de liberté possible aux générations futures, les interventions ne doivent pas être irréversibles. Nous devons pouvoir retrouver la structure de départ de l'édifice si nous le souhaitons ; c'est le cas aujourd'hui de la collégiale Saint-Mexme. Nombreuses sont les réutilisations du passé qui ont modifié la structure du bâtiment et que nous regrettons aujourd'hui car ayant été dégradante pour le caractère du lieu, pour sa symbolique. Il faut laisser la possibilité au bâtiment d'exprimer son caractère.

Dans le cas des édifices religieux, ce principe de réversibilité est important. Ne connaissant pas ce que seront les croyances dans cinquante ans, nous pouvons très bien imaginer que ces édifices seront réutilisés à des fins culturelles.

Cette idée de réversibilité peut paraître éloigner de l'acceptabilité ; ce n'est pas le cas. Derrière la notion de réversibilité, nous pouvons voir aussi celle de respect de l'édifice. En laissant la possibilité au bâtiment d'évoluer, en ne portant pas atteinte de manière définitive à sa structure, nous le respectons. En le respectant, nous permettons à la réutilisation d'être mieux acceptée.

Nous devons aussi donner à ces édifices des utilisations de qualité. Au colloque d'Avignon était dit : « Notre devoir à l'égard des monuments se définit moins en terme de nature des fonctions auxquelles nous pouvons les consacrer qu'en terme de niveau, de qualité, de dignité de ces fonctions. » Nous pouvons être un peu moins catégorique et dire que la qualité est au moins aussi importante que la nature des fonctions car nous avons pu voir que toutes les réutilisations ne sont pas acceptables. Ces monuments, éléments de notre patrimoine méritent toutes les précautions possibles et toute la qualité que nous pouvons leur fournir. La réutilisation de qualité ne sera que mieux acceptée.

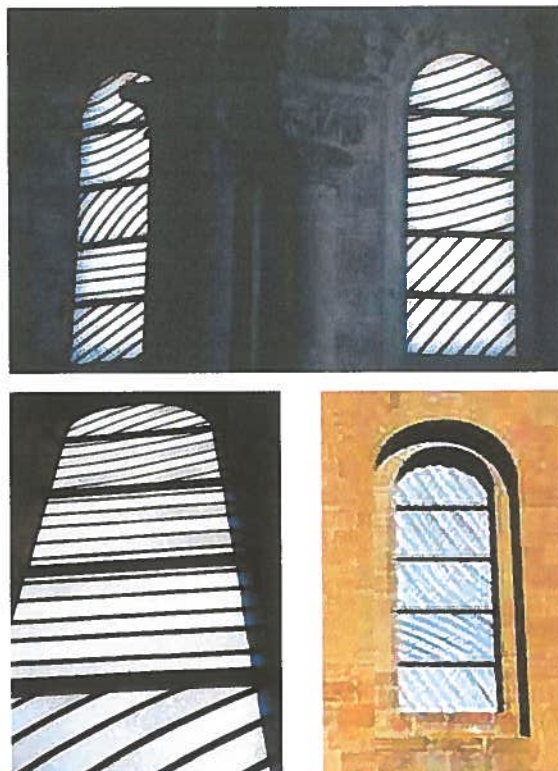
F/ Allier ancien et nouveau : ne pas figer le passé

Là aussi nous avons plus à faire à une préconisation de type architecturale. Cette dernière recommandation est faite pour montrer que la volonté de garder les monuments ne va pas obligatoirement de paire avec un comportement conservateur. Nous ne devons pas opposer ancien et nouveau, passé et création. Le respect de l'esprit est source de pérennité pour l'œuvre créée mais également source d'audace et de parti créatif. Certes l'existant pose des contraintes, mais c'est encore plus jubilatoire de réussir à créer sous contraintes. Un bon exemple de cette alliance de l'ancien et du nouveau sont les vitraux de l'abbatiale de Conques. Pierre Soulages s'est lancé dans l'énorme chantier de la réalisation de 95 verrières et a reçu des louanges de son travail. Ce travail a été fait avec la connaissance précise de l'édifice, des jeux de lumière, ... Le résultat donne l'impression d'une alliance juste. Les vitraux de Soulages révèle toute la beauté de l'abbatiale de Sainte-Foy de Conques. Nous pouvons également citer l'exemple de l'office de tourisme de Rennes qui a déjà été détaillé, ou encore l'église Toussaints d'Angers où la structure du toit a été faite en verre permettant ainsi une lumière très appréciable pour le musée de sculptures de David, qu'elle abrite. L'alliance du nouveau et de l'ancien sera félicité par un certain nombre de personnes qui ne voient dans la réutilisation respectueuse d'un édifice religieux qu'une marque de passéisme et de conservatisme.

Photo n°50 : Eglise Toussaints d'Angers



Photos n°51 à 53 : Vitraux de l'abbatiale Sainte-Foy à Conques



La conservation d'un édifice et sa réutilisation ne doivent pas stériliser la création et l'innovation. Avec de la sensibilité (pour saisir l'essentiel du message de l'édifice) et de l'imagination (pour inventer du nouveau sous les contraintes de l'ancien), nous pouvons arriver de très belles choses dans ces édifices.

Une innovation juste, avec la connaissance du passé de l'édifice, peut d'autant mieux mettre en valeur la symbolique d'un lieu et l'ensemble de ses valeurs.

Ces quelques préconisations découlaient du travail de recherche que nous avons fait précédemment sans en être le cœur aussi les a-t-on énoncées en guise d'ouverture et comme futures points de départs d'un travail de recherche.

CONCLUSION

La question à laquelle nous devons nous attacher est la suivante : est-ce que la symbolique d'un édifice religieux désaffecté joue sur l'acceptabilité de sa réutilisation? Autrement dit, selon que nous prenons ou non en compte la symbolique d'un lieu, sa réutilisation est-elle plus ou moins acceptée?

Dans la première partie de notre travail, nous nous sommes attachés à définir le plus clairement possible le cadre dans lequel s'inscrit notre recherche. Nous avons notamment montré en quoi les édifices que nous étudions, les édifices religieux, sont des édifices symboliques, point indispensable pour notre recherche.

Grâce à notre seconde partie, nous sommes maintenant en mesure d'apporter une réponse à notre question de départ : la symbolique que les édifices religieux véhiculent et qui est ressentie par les individus influe sur le degré d'acceptabilité des réutilisations qui sont envisagées pour les édifices religieux. Nous pouvons aller plus loin en avançant que la symbolique réduit le champ des possibilités de réutilisation d'un édifice religieux désaffecté. Les réutilisations qui sont le mieux acceptées sont des réutilisations qui rappellent l'ancienne fonction de l'édifice et qui ainsi respecte le lieu.

Les deux opinions opposées en matière de réutilisation d'édifices et qui ont déjà sous-tendues certaines réutilisations sont les suivantes : les uns, pour exorciser les connotations symboliques, se libérer de la référence à des valeurs dominantes, sont prêts à tout admettre au nom de la reconnaissance des besoins de l'époque ; les autres sont convaincus de l'existence d'un esprit des lieux et du besoin de le maintenir au risque d'avoir une attitude conservatrice. Ce qui se profile derrière cela et également derrière tout notre raisonnement est la chose suivante : l'influence de la symbolique et la réutilisation sont un problème de mentalité, d'éthique, un problème de société. La réponse que nous formulons donc aujourd'hui ne peut pas et ne doit pas être une réponse dans l'absolu car elle est affectée d'un fort coefficient de relativité dans le temps et dans l'espace. Preuve en est les réutilisations d'édifices religieux en Espagne qui ne choquent pas les habitants de ce pays mais que nous ne concevrons pas dans le notre. Preuve en est également les réutilisations en accord avec l'ancienne fonction de l'édifice mais qui ne sont pas beaucoup tolérées (nous pensons ici aux activités commerciale ou liées à la restauration comme nous l'avions signalé). Nous avons aussi expliqué que l'ouverture culturelle et l'engouement

patrimonial, fait de société et actuel qui est peut être amené à évoluer, jouent sur le comportement des individus face à un édifice réutilisé.

La réponse que nous avons formulée est donc pour les édifices religieux désaffectés catholiques, aujourd'hui et dans notre société. Pour approfondir cette recherche différentes pistes seraient intéressantes à exploiter :

- réaliser un travail de recherche plus approfondi à partir d'un panel plus large d'édifices religieux pris sur l'ensemble du territoire français afin de voir si il y a des différences de comportements selon les régions,
- réaliser un travail de recherche sur des édifices religieux autres que catholiques pour voir l'influence de la religion sur l'acceptation et sur la symbolique d'un lieu,
- étudier l'autre pendant qui joue sur l'acceptation d'un édifice, celui des aménagements architecturaux ; ceci permettrait d'avoir une vision générale des facteurs influant sur l'acceptation d'une réutilisation,
- enfin, étudier l'ensemble des monuments que nous appelons hauts-lieux afin de voir si notre conclusion sur l'influence de la symbolique est généralisable.

Rappelons un dernier point : toute cette recherche ne se situe pas dans une vision passéiste et protectrice du patrimoine. Même si cette idée a déjà été énoncée dans notre dernière partie, il nous semble important d'insister dessus. Notre recherche ne prouve pas qu'il ne faut pas réutiliser de peur d'annihiler la symbolique mais qu'il faut au contraire réutiliser à d'autres fins les édifices tout en leur assignant de nouvelles fonctions qui respecteront leur passé tout en les réinsérant dans la vie actuelle. Nous nous situons dans une logique de reprise et non de réutilisation au sens de Soren Kierkegaard : "Reprise et ressouvenir sont un même mouvement, mais dans des directions opposées ; car, ce dont on a ressouvenir, cela a été : il s'agit donc d'une répétition tournée vers l'arrière ; alors que la reprise proprement dite serait un ressouvenir tourné vers l'avant." (Soren Kierkegaard, Gjentagelsen cité par Robbe-Grillet dans La reprise).

BIBLIOGRAPHIE

Actes du colloque d'Avignon organisé par le Conseil International des Monuments et des Sites en 1977, mai 1978, Monuments Historiques « Utiliser les monuments historiques », 94p.

Actes du colloque « Culte et culture », 1987, L'aménagement des lieux de culte, Paris, Desclée, 258p.

Actes des colloques de la direction du patrimoine, 1987, Les enjeux du patrimoine architectural du XXème, actes du couvent de la Tourette, Eveux, juin 1987, Paris, Ministère de la culture et de la communication, 186p.

Actes des colloques de la direction du patrimoine, 1988, Patrimoine et société contemporaine, Cité des sciences et de l'industrie, Paris-La-Villette, oct 1987, Vesoul, Ministère de la culture et de la communication, 132p.

Actes des colloques de la direction du patrimoine, Abbaye royale de Fontevraud, 1991, 1992, De l'utilité du patrimoine, Paris, Picard, 252p.

Actes du colloque tenu à Annecy (septembre 1995) par le centre de recherche d'histoire de l'Italie et des pays alpins (CRHIPA, université Pierre Mendès France), Sous la direction de Grange D-J et Poulot D., 1997, L'esprit des lieux : le Patrimoine et la cité, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 476p.

Actes du colloque Ecole du Louvre, Paris, 18 et 19 avril 1996, 1997, Formes et sens : la formation à la dimension religieuse du patrimoine culturel, Paris, Ministère de la culture et Ecole du Louvre, Documentation Française, 301p.

Actes des conférences du 18/11/96 au 07/04/97, Sous la direction de Jean-Yves Andrieux, , 1997, Patrimoine et société, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection Art et Société

Actes des entretiens du patrimoine, Théâtre national de Chaillot, Sous la direction de Le Goff J., 1997, Patrimoine et passions identitaires, Paris, Librairie Fayard

Alleau René, 1958, De la nature des symboles, Paris, Flammarion, Payot, 113p.

Andrieux J-Y, 1997, Patrimoine et histoire, Paris, Belin, 283p.

Architecture d'aujourd'hui, Décembre 1977, Reconversion, n°194

Arnaud François et Fabre Xavier, 1978, Réutiliser le patrimoine architectural, Paris, Ministère de la Culture Direction de l'Architecture, A.R.U.A. , Ministère de la Culture Direction du Patrimoine et Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, CNMHS, 2 vol de 95p.

Audrierie Dominique, 1997, La notion et la protection du patrimoine, Paris, Presses universitaires de France, QSJ, 127 p.

Bady J-P, 1985, Les monuments historiques de la France, 126p.

Balard M., Genet J-P et Rouche M., 1999, Le Moyen-Age en Occident, Paris, Hachette supérieur, 320p.

Ballé Catherine, 1984, Réutilisation des monuments historiques et nouvelles institutions culturelles, Paris, CNRS, 250p.

- Beaud Michel, 2003, L'art de la thèse, Paris, Repères, La Découverte, 196p.
- Beghain Patrice, 1998, Le patrimoine : culture et lien social, Paris, Presses de sciences Pô, 115p.
- Riegl Alois, 1984, Le culte moderne des monuments : son essence et sa genèse, Paris, Le Seuil, 122p.
- Bellinger Gerhard J., 2000, Encyclopédie des religions, La Pochothèque (Encyclopédies d'aujourd'hui, Livre de poche), 804p.
- Benoist Luc, 1975, Signes, symboles et mythes, Paris, PUF, QSJ, 124 p.
- Sous la direction de Bertrand Jean-René et Muller Colette, 1999, Religions et territoires, Langres St-Cosmes, L'Harmattan, 292p.
- Binard Sandrine, 2001, La dimension religieuse dans la ville : Impacts spatiaux de la dimension religieuse sur les espaces urbains en France aujourd'hui, Mémoire de recherche MAG3, 87p.
- Blanchet Alain et Gotman Anne, 1992, L'enquête et ses méthodes : l'entretien, Paris, Nathan Université, 125p.
- Boito Camillo, 2000, Conserver ou restaurer, les dilemmes du patrimoine, Besançon, Collection Tanches de Villes, Les éditions de l'Imprimeur
- Bonnet Henry-Marc, 1968, Histoire des ordres religieux, Paris, QSJ, PUF, 124p.
- Boutinet Jean-Pierre, 1990, Anthropologie du projet, Paris, PUF, 301 p.
- Sous la direction de Calenge Christian et Jean Yves, 2002, Lire les territoires, Tours, Collection perspectives « Villes et territoires » n°3, Maison des Sciences de l'homme de Tours, Tours, 300p.
- Cali François, 1970, L'église des ruines, France éditeur Mane, R.Morel, 184p.
- Campra Jérôme, février 1998, L'usage des lieux de culte, Maires de France, n°36, p.41
- Catherin Véronique, 2000, La contestation des grands projets d'aménagement, Paris, L'Harmattan, 332p.
- Chastel André, 1968, Histoire générale des églises de France, Paris, Laffont, 490p.
- Chiappero Dany, 1996, Patrimoine ligérien et développement urbain, Définition et nouvelles pratiques d'aménagement, Tours, Mémoire de thèse de Doctorat d'aménagement et d'urbanisme, Université F.Rabelais, CESA, 514p.
- Choay Françoise, 1980, La règle et le modèle, Paris, Seuil, 374 p.
- Choay Françoise, 1996, L'allégorie du patrimoine, Paris, Le Seuil, Collection La couleur des idées, 275p.
- Choay Françoise, 1999, L'urbanisme, utopies et réalités, Paris, Points Essais, 445 p.
- Cholvy Gérard, 1998, La religion en France : de la fin du XVIIIème siècle à nos jours, Paris, Hachette « Carré Histoire », 254p.
- Sous la direction de Clévenot Michel, 1987, L'état des religions dans le monde, Paris, La Découverte / Le Cerf, 640p.
- Collectif, 2000, Regards sur le Patrimoine religieux, de la sauvegarde à la présentation, Actes Sud, 193p.
- Sous la direction de Crépu M. et Figuiet R., 1990, Hauts lieux : Une quête de racines, de sacré, de symboles, Paris, Editions Autrement, 183p.

- Debray Régis, 1999, L'abus monumental, Paris, Fayard, 439p.
- Delumeau Jean, 1993, Le fait religieux, Fayard, 774p.
- Sous la direction de Jacques Derrida et Gianni Vattimo, 1996, La religion, Le Seuil, 232p.
- De Lagarde P., 1979, La mémoire des pierres, Paris, 332p.
- De St Pierre Michel, 1973, Eglises en ruine, Eglise en péril, Paris, Plon, 459p.
- De Singly François, 1992, L'enquête et ses méthodes : le questionnaire, Paris, Nathan Université, 126p.
- Donnet Olivier, 1998, La pratique culturelle des Français, Enquête 1997, Paris, DEP, La documentation Française, Ministère de la culture et de la communication, 359p.
- Dory Daniel, Verdier Raymond, Vinant Jeanne-Françoise, La construction religieuse du territoire, L'Harmattan, Connaissance des hommes, 379p.
- Dubois Jacques, 1985, Les ordres monastiques, Paris, QSJ n°2241, PUF, 127p.
- Dubosq Bernadette et Pierre Moulinier, 1987, Eglises, chapelles et temples de France : un bien commun familial et menacé : état et utilisations des lieux de culte, Paris, Ministère de la culture et de la communication, direction de l'administration générale et de l'environnement culturelle (Département des études et de prospectives), Documentation Française, 118p.
- Sous la direction de Duby Georges, Histoire de la France rurale, Tome I (1992, 714p.) et Tome II (1986, 620p.), Le Seuil, Paris
- Sous la direction de Duby Georges, 1980, Histoire de la France urbaine, Tome II, Paris, Le Seuil, 653p.
- Durand Gilbert, 1998, L'imagination symbolique, Paris, Quadrige/PUF, 132 p.
- Duval Georges, 1990, Restauration et réutilisation des monuments anciens, Liège, 286p.
- Eliade Mircea, 1971, Le sacré et le profane, Paris, Gallimard (collection Idées), 185p.
- Fosseyeux Jean, 2002, Bulletin n°50-51 de l'ICOMOS-France, p.77-80
- Fumaroli Marc, 1991, L'Etat culturel, Paris, Points Seuil
- Gilbeau Pascale, 1996, Formes anciennes et fonctions nouvelles : la réutilisation des monuments religieux, Tours, Dossier Magistère « Aménagement » 3^{ème} année au CESA, 40p.
- Girard René, 1998, La violence et le sacré, Paris, Pluriel, Hachette, 486p.
- Greffe Xavier, 1990, La valeur économique du patrimoine, la demande et l'offre de monuments, Paris, Anthropos-Economica, 253 p.
- Halbwachs Maurice, 1997, La mémoire collective, Paris, PUF, 204p.
- ICOMOS, 1966, Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, Paris, ICOMOS, 8p.
- IAURIF, 4^{ème} trim 2000, Patrimoine, Le concept, Tome I, Les cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France n°129, 200p.
- IAURIF, 4^{ème} trim 2000, Patrimoine, Le vécu, Tome II, Les cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France n°130, 196 p.
- INSEE, 2002, Données sociales 2002-2003, La société française, INSEE, Références, 654p.

- Lacroix Michel, 1997, Le principe de Noé ou l'éthique de la sauvegarde, Mayenne, Flammarion Essais, 157p.
- Lalande Alain, 1947, Vocabulaire critique et technique de la philosophie, Paris, PUF, 1280 p.
- Le Corbusier, 1998, La charte d'Athènes, Paris, Points Essais, 189 p.
- Le Monde Dossiers et Documents, décembre 1996, L'église catholique face à son temps, n°249, 4p.
- Leniaud J-M, 1992, L'utopie française : essai sur le patrimoine, Mengès, 180p.
- Sous la direction de Lévy Jacques et de Lussault Michel, 2003, Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, Belin, 1034 p.
- Maheu-Viennot et Robert P., 1986, Créer dans le créé. L'architecture contemporaine dans les bâtiments anciens, Paris, Catalogue de l'exposition réalisé par la CCI et ICOMOS du 28 mai au 27 septembre 1986, Electa Moniteur
- Maître Jacques, Michelat Guy, Potel Julien, Sutter Jacques, 1991, Les français sont-ils encore catholiques, Paris, Cerf, 332p.
- Sous la direction de Mathieu Jean-Noël, 2003, La reprise des monuments : architecture historique et projets contemporains, Le moniteur, 143p.
- Sous la direction de Melé Patrice, Larrue Corinne et Rosemberg Muriel, 2003, Conflits et territoires, Tours, Collection perspectives « Villes et territoires » n°6, Maison des Sciences de l'homme de Tours, 224p.
- Micoud André, 1991, Des hauts-lieux : la construction sociale de l'exemplarité, Paris, CNRS, 133p.
- Ministère de la culture et de la communication, 1992, Le patrimoine : Etat et culture, Documentation Française, Paris, 213p.
- Moulin Léo, 1990, La vie quotidienne des religieux au Moyen-Age, X-XVème siècle, Hachette, La vie quotidienne, 383p.
- Nefontaine Luc et Decharneux Baudoin, 1998, Le symbole, Paris, PUF, QSJ, 127p.
- Niel Xavier, mars 1998, L'état de la pratique religieuse en France, *Division conditions de vie des ménages*, INSEE Première n°570
- Sous la direction de Nora Pierre, 1986, Les lieux de mémoire La République La Nation Les France, Paris, Gallimard, article "la nation, le patrimoine" de la p.1429 à la p.1643
- Palazzo Eric et Dom Anselme Davril, La vie des moines au temps des grandes abbayes, VQ, Hachette, 344p.
- Sous la direction de Ponnau Dominique, 1982, Conservation du patrimoine et création contemporaine : complémentarité ou alternative?, *Rencontres de l'École du Louvre, 18-22 mai 1981*, Paris, 372p.
- Querrien Max, 1982, Pour une nouvelle politique du patrimoine, Paris, Documentation Française, 138 p.
- Quivy Raymond et Van Campenhoudt Luc, 1995, Manuel de recherche en sciences sociales, Paris, Dunod, 287p.

Racine Jean-Bernard, 1993, La ville entre Dieu et les hommes, Paris, Anthropos-Economica, 354p.

Revue de l'Art, 1980, n°49, éditions du CNRS, revue publiée sous l'égide du Comité français d'histoire de l'art, avec le concours du Ministère de la culture et de la communication

Revue de l'art, 1985, La réutilisation des édifices et art sur Hôtel Salé – musée Picasso, n°68

Riegl Alois, 1984, Le culte moderne des monuments : son essence et sa genèse, Paris, Le Seuil, 122p.

Robert Philippe, 1991, Reconversions, Paris, Architecture thématique, Edition Le Moniteur, 119p.

Samuel Albert, 1996, Les religions aujourd'hui, Paris, Les Editions de l'atelier, 366p.

Secrétaire général de la conférence des évêques de France et le Comité national d'art sacré, 1995, Les églises communales, guide pratique des édifices affectés au culte catholique, construits avant 1905, propriétés des communes, Paris, Editions du Cerf, 59p.

Service collectivité publique du centre de création industriel et écomusée de la communauté Le Creusot/Monceau-les-Mines, 1978, Bâtiments anciens ... usages nouveaux : image du possible, Paris, Edition CCI, 62p.

Sire Marie-Anne, 2000, La France du patrimoine, Les choix de la mémoire, Evreux, Découvertes Gallimard/Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, n°291, 144p.

Steiner Philippe, 1994, La sociologie de Durkheim, Paris, Repères, La Découverte, 123p.

Techniques et architecture, décembre 1992, Architectures sacrées, p.29 à 123

Techniques et architecture décembre 1988, Reconversion/création : nouveaux enjeux, n°380

Territoires et sociétés, février 1991, La production symbolique des lieux exemplaires, n°14, Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, Délégation à la recherche et à l'innovation, Collection Techniques, 95p.

Toulier B., 1998, Mille monuments du XXème siècle en France : le patrimoine protégé au titre des monuments historiques, Paris, Edition Patrimoine, 416p.

Urbanisme, novembre-décembre 1996, Ville et religion, n°291, p.46 à 97

Wunenburger Jean-Jacques, 1996, Le sacré, Paris, QSJ n°1912, PUF, 127p.

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Table des schémas :

Schéma n°1 : Cadre de la recherche.....	4
Schéma n°2 : Evolution du paysage de la religion catholique en France.....	26
Schéma n°3 : Les relations des valeurs des hauts-lieux.....	32
Schéma n°4 : Action du symbolisme sur l'acceptation d'une réutilisation.....	94

Table des photos :

Photo n°1 : Les arènes d'Arles réutilisées au Moyen-Age (extraite des Actes du colloque d'Avignon organisé par le Conseil International des Monuments et des Sites en 1977).....	11
Photo n°2 : L'église fortifiée des Saintes-Maries-de-la-Mer (idem).....	12
Photos n°3 et 4 : Plan Voisin (Internet)	19
Photos n°5 et 6 : Abbaye St-Georges à Rennes (Personnelles).....	65
Photo n°7 : Abbaye aux Dames de Caen (Internet).....	65
Photo n°8 : Abbaye de La Prée à Mareuil-sur-Arnon (Internet).....	66
Photo n°9 : Abbaye de Bourgueil (Internet).....	66
Photos n°10 et 11 : Collégiale de Saint-Mexme à Chinon	67
Photo n°12 : Chapelle Saint-Sernin à Toulouse (extraite de l'ouvrage de D. Doboscq et P. Moulinier).....	67
Photo n°13 : Chapelle Sainte-Foy à Chartres (idem)	68
Photo n°14 : Tours, Place du Grand Marché (Personnelle).....	69
Photos n°15 et 16 : Eglise Saint-Laurent de Langeais (idem).....	76
Photo n°17 : Eglise Notre-Dame de l'Arche d'Alliance, Paris (Internet).....	78
Photo n°18 : Eglise de Surgères (Internet)	78
Photos n°19 à 23 : La Collégiale de Saint-Mexme et sa réutilisation (Personnelles)	86
Photos n°24 à 28 : Le Prieuré de Saint-Cosmes et sa réutilisation (Personnelles et extraites de la plaquette d'informations du Prieuré)	87
Photos n°29 à 33 : L'Abbaye royale de Fontevraud et sa réutilisation (Personnelles).....	89
Photos n°34 à 39 : L'Abbaye de Saint-Amant-de-Boixe et sa réutilisation (idem).....	90
Photos n°40 à 43 : L'Abbaye de La Prée et sa réutilisation (Internet).....	91
Photos n°44 à 49 : La Chapelle Saint-Yves et sa réutilisation (Personnelles).....	92
Photo n°50 : Eglise Toussaints d'Angers (extraite de l'ouvrage de D. Doboscq et P. Moulinier).....	102
Photos n°51 à 53 : Vitraux de l'abbatiale Sainte-Foy à Conques (Personnelles)	102

Table des photos :

Carte n°1 : Les Offices de tourisme ayant reçu des questionnaires.....	58
Carte n°2 : Les édifices réutilisés visités.....	63

TABLES DES MATIERES

Remerciements

Introduction	2
Remarques préliminaires	6

Partie I : Le cadre du sujet de recherche : la réutilisation, les lieux symboliques et les édifices religieux..... 8

I. La réutilisation des édifices	10
1.1. Historique : de la réutilisation spontanée à la réutilisation réfléchie	10
1.1.1. L'occupation spontanée au Moyen-Age	11
1.1.2. L'intégration savante à la Renaissance	12
1.1.3. La substitution sociale à la Révolution Française et sous la Restauration	13
1.1.4. La restauration du patrimoine au XIX ^{ème} siècle.....	14
1.1.5. Conservation et réutilisation au XX ^{ème} siècle	14
1.2. La réutilisation et les tendances idéologiques qui lui sont liées	16
1.2.1. Les conservateurs, gardiens du patrimoine	16
1.2.2. Les partisans de la valorisation économique	17
1.2.3. Les fonctionnalistes.....	18
1.2.4. La pratique contextuelle	20
1.3. La réutilisation des monuments aujourd'hui, pourquoi ?	21
1.3.1. Un contexte favorable à la réutilisation des monuments.....	21
1.3.1.1. La réutilisation, une réponse face à différentes volontés	21
• Sauver un bâtiment	21
• Une justification des coûts élevés d'entretien	22
• Répondre à un besoin social, fonctionnel.....	23
1.3.1.2. Un contexte législatif qui s'inscrit dans la logique de la réutilisation : la loi SRU	24
1.3.2. Dans le cas des édifices religieux, pourquoi la question de la réutilisation se pose-t-elle ?	24

II.	Les hauts-lieux : des lieux symboliquement forts et porteurs de valeurs.....	28
2.1.	La caractère symbolique des hauts-lieux	28
2.1.1.	Le symbole et la symbolique	28
2.1.2.	Patrimoine et hauts-lieux : des lieux symboliques	29
2.2.	Les hauts-lieux : un corpus de valeurs en interaction entre elles et avec la symbolique	31
2.2.1.	La valeur d'ancienneté	33
2.2.2.	La valeur de mémoire.....	33
2.2.3.	La valeur historique	35
2.2.4.	La valeur culturelle	36
2.2.4.1.	La valeur artistique	36
2.2.4.2.	La valeur religieuse	37
2.2.5.	La valeur cognitive et scientifique.....	39
2.2.6.	La valeur sentimentale, affective.....	39
2.2.7.	La valeur sociale	40
III.	Les édifices religieux	42
3.1.	Quels sont-ils ?	42
3.1.1.	Les édifices séculiers	42
3.1.2.	Les édifices réguliers.....	43
3.1.2.1.	Historique du monachisme	44
3.1.2.2.	Composition d'un monastère.....	45
3.2.	Combien sont-ils ?	47
3.3.	Quelle logique d'implantation ont-ils respectée ?.....	48
3.3.1.	Les édifices séculiers	48
3.3.2.	Les édifices réguliers.....	49
3.4.	Quelles législations les régissent ?.....	49
3.4.1.	Le contexte de laïcité : les principaux textes sur la laïcité et ce qu'ils posent.....	50
3.4.2.	La procédure de désaffectation	51
3.4.3.	Les cinq types d'édifices religieux désaffectés	52

Partie II : Les réutilisations des édifices religieux désaffectés et leur acceptabilité 55

I.	Méthodologie du travail de recherche	57
1.1.	Les lectures	57
1.2.	Les questionnaires	57

1.2.1. A qui s'adresse le questionnaire ?	58
1.2.2. Comment est constitué la questionnaire	59
1.2.3. Quel retour ?	60
1.2.4. Les contraintes extérieurs	60
1.3. Les entretiens téléphoniques	61
1.4. La rencontre de professionnels	62
1.5. Les visites d'édifices réutilisés	62
 II. Etat des lieux des réutilisations des édifices désaffectés	64
2.1. Les réutilisations possibles pour les édifices religieux désaffectés	64
2.1.1. Les réutilisations qui restent dans le domaine du religieux	64
2.1.2. Les réutilisations dans le domaine administratif	64
2.1.3. Les réutilisations dans le domaine social	66
2.1.4. Les réutilisations culturelles	66
2.1.5. Les réutilisations dans le domaine de la détente, du divertissement	67
2.1.6. Les réutilisations touchant au domaine économique	68
2.1.7. Les réutilisations dans le domaine de l'habitat	69
2.2. Les réutilisations et leur acceptabilité, aujourd'hui ?	69
2.2.1. Les réutilisations les plus fréquentes aujourd'hui	69
2.2.2. Les réutilisations préférées par les individus	70
 III. Les facteurs explicatifs de l'acceptabilité d'une réutilisation	73
3.1. Les éléments factuels influant sur l'acceptabilité	73
3.1.1. Influence du facteur temps	74
3.1.2. Influence du facteur géographique	75
3.1.3. Influence du type de bâtiment	77
3.1.3.1. Distinction entre édifices réguliers et édifices séculiers	77
3.1.3.2. Distinction entre églises et bâtiments conventuels	77
3.1.3.3. Distinction entre architecture marquée ou non	78
3.1.4. Influence de la croyance	78
3.2. Les éléments plus abstraits influant sur l'acceptabilité	79
3.2.1. Le respect des lieux	79
3.2.1.1. La volonté de respecter les lieux	80
3.2.1.2. ...renforcée par le caractère sacré du lieu	81
3.2.2. Une attitude liée au contexte actuel : ouverture culturelle et engouement pour le patrimoine	83
3.3. Explication de réutilisations respectueuses d'un édifice religieux	85

Chapitre d'ouverture.....	96
A / Connaître l'édifice	96
B/ Prendre en compte l'avis de la population.....	98
C/ Raconter l'histoire du bâtiment.....	99
D/ Unité du projet	100
E/ Réversibilité et qualité	100
F/ Allier ancien et nouveau : ne pas figer le passé	102
 Conclusion	 104
 Bibliographie.....	 106
Table des illustrations	111
Table des matières.....	112
 ANNEXES.....	 116

ANNEXES

TABLES DES ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire.....	II
Annexe 2 : Grille d’entretien téléphonique.....	IV
Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées	V
Annexe 4 : Exemples détaillés d’édifices réutilisés.....	VI

Annexe 1 : Le questionnaire

LES POSSIBILITES DE REUTILISATION DU PATRIMOINE RELIGIEUX BATI CATHOLIQUE

Actuellement étudiante en *cinquième année d'étude* à l'université de Tours, je réalise mon sujet de recherche sur *les possibilités de réutilisation du patrimoine religieux bâti catholique*. Pour avancer dans ma recherche, je souhaite me baser sur vos réponses aux questions suivantes. Merci d'y répondre et de participer ainsi à ma recherche.

Pauline MARTON

74, rue Néricault-Destouches, 37000 TOURS

martonpauline@yahoo.fr

1/ D'une manière générale que pensez-vous des édifices religieux (églises, chapelles, cathédrales, couvents, monastères,...) qui sont utilisés à d'autres fonctions, servant en parallèle ou non à la fonction religieuse ?.....

.....
.....
.....

2/ De plus en plus d'édifices religieux sont aujourd'hui utilisés à d'autres fonctions, en parallèle ou non de leur fonction religieuse.

Avez-vous déjà visité ou fréquenté de tels édifices ? OUI ☐
NON ☐

Si oui, lesquels ? Précisez dans le tableau ci-dessous.

Nom de l'édifice	Lieu de situation de l'édifice	Fonctions de l'édifice	Qu'avez-vous pensé de cette utilisation de l'édifice ?

3/ Selon vous, peut-on tout faire dans un édifice religieux ? OUI ☐
NON ☐

Pourquoi ?.....
.....
.....

4/ Peut-on faire la même chose dans les lieux de rassemblement des croyants (églises, cathédrales, chapelles, ...) d'une part, et dans les lieux plus privés des communautés religieuses (monastères, couvents, ...) d'autre part, indépendamment des contraintes techniques ?

OUI ☐
NON ☐

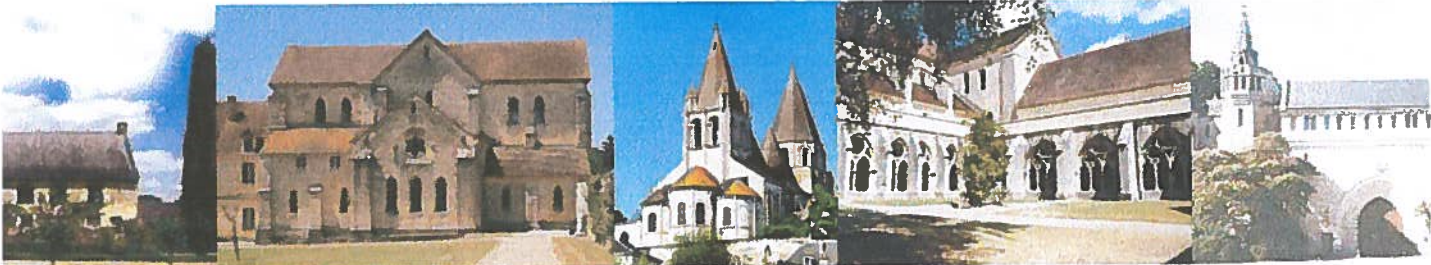
Pourquoi ?.....
.....
.....

5/ A quoi peuvent être utilisés les édifices religieux, une fois leur fonction de culte abandonnée, et en passant outre les contraintes techniques liées à chaque édifice ? (Cochez la ou les réponses qui vous semblent acceptable)

		Bibliothèque		Mairie / Préfecture	
de repos ou de retraite		Magasin de vente des produits régionaux		Conseil Général ou Régional	
		Logements		Caisse de sécurité sociale	
se		Cinéma		Centre médical	
e		Salle polyvalente		Abattoir	
e concert		Déchetterie		Hangar de stockage	
x		Commerces		Dépôt de pierres	
inat		Etablissements scolaires		Réutilisation des pierres et des autres éléments de l'édifice	
du tourisme		Atelier d'artiste		Restaurant	
		Simplement conservé et entretenu pour être visité		Café/bar	
e conférence		Centre associatif		Commissariat de police	
ie		Siège d'un parti politique		Salle de vente	
e de pompiers		Poste		Autres.....	

6/ Devant un édifice religieux, quel aspect percevez-vous en premier ? Classez par ordre d'importance vos réponses :

- aspect historique, l'édifice est un témoin du passé ☐
- aspect religieux, l'édifice est sacré et voué à une fonction cultuelle ☐
- aspect architectural, l'édifice est un élément d'architecture ☐
- aspect esthétique, l'édifice est beau ☐
- aspect économique, l'édifice est un élément touristique ☐
- autres : ☐



Questions relatives à la personne :

7/ Sexe (entourez la réponse qui vous concerne): F M

8/ Age :

9/ Croyant (entourez la réponse qui vous concerne) : OUI NON

Si oui, pouvez-vous préciser votre religion :

Vous considérez-vous comme pratiquant ? OUI NON

10/ Votre profession :

J'envisage, pour aller plus loin dans ma recherche, de m'entretenir téléphoniquement avec un certain nombre de personnes. Accepteriez-vous un entretien téléphonique ultérieurement, sachant qu'il resterait confidentiel ?

Si oui, pouvez-vous me laisser vos coordonnées et les heures d'appel qui vous arrangent.

.....

.....

Merci de m'avoir consacré ce temps qui me sera fort utile.

Annexe 2 : Grille d'entretien

1/ Remise en contexte par rapport aux questionnaires
Présentation du sujet de recherche

2/ Quel temps êtes-vous prêts à me consacrer pour cet entretien ? (entretien adapté en fonction du temps disponible des personnes)

Quelques questions d'ordre général

3/ Que représente pour vous les édifices religieux ? Ont-ils une symbolique particulière ? Laquelle ? Quels comportements implique pour vous cette symbolique ?

4/ Vous êtes nombreux à m'avoir parlé de respect dans vos réponses ? Qu'entendez vous plus précisément par là ? Que faut il respecter et pourquoi ?

5/ Pensez vous qu'il reste quelque chose de sacré dans ces édifices ?

3 questions posées sous la forme de mise en situation

6/ Imaginez une ville où se trouvent deux édifices religieux désaffectés. L'un est d'architecture contemporaine, l'autre d'architecture romane ou gothique.

Si il faut n'en sauver qu'un lequel choisiriez-vous et pourquoi ?

Etes vous prêts à accepter les même réutilisations pour ces deux édifices ? Pourquoi ?

7/ Quand vous étiez petits ou adolescents, vous avez suivi des cours de catéchisme et alliez à la messe dans l'église de votre village. Aujourd'hui vous apprenez que celle-ci a fermé et qu'un projet de réutilisation est en cours.

Comment réagissez-vous ?

Qu'y verriez-vous ?

8/ Vous avez dans une même ville deux édifices religieux désaffectés ; l'un depuis une centaine d'années, l'autre il y a un an. Acceptez-vous les mêmes réutilisations pour ces deux édifices ? Réagissez-vous de la même manière face à leurs réutilisations respectives ?

9/ Quelle différence faites-vous entre édifices réguliers et édifices séculiers, si vous en faites une ? Quelle différence faites-vous entre église paroissiale et église monastique, si vous en faites une ?

10/ La présence de mobilier religieux influe-t-il sur votre perception de l'édifice ?

11/ Considérez-vous que les croyants et les non croyants perçoivent de la même manière les édifices religieux ? La religion influe-t-elle, d'après vous, sur les réutilisations que les individus sont prêts à accepter ?

12/ Revenir pour terminer sur les réutilisations acceptées dans le questionnaire. Pourquoi ces réutilisations ? Mise en parallèle avec les autres réponses données.

Ce canevas a été adapté à chaque entretien, en fonction des personnes interrogées et du temps qu'elles avaient à consacrer à l'entretien. Les questions présentées ci-dessus n'étaient pas posées telles qu'elles mais reformulées. L'entretien était semi-directif et certaines questions étaient posées plusieurs fois sous une autre forme afin d'obtenir une réponse.

Annexe 3 : Liste des personnes contactées

Personnes contactées :

- Père Allouchery
- Mme De Saint Martin Isabelle, Maître de conférence à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes
- Deshoulières Jeanneau et associés, Cabinet d'architectes à Poitiers
- M. Du Chazaud Guy, conservateur des antiquités et objets d'art, CG 37
- M. Gorry Jean-Michel, commission des archives diocésaines
- M. Leveel Pierre, historien spécialiste du Prieuré de Saint-Cosmes et ancien Président de l'association des amis de Ronsard
- M. Lussault, Président de l'Université de Tours
- M. Mele Patrice, Maître de conférence en géographie à l'Université de Tours
- M. Minnaert, Maître de Conférence à Tours
- Mme Ortiz Marie-Lise, Directrice de l'Association Via Patrimoine
- M. Porhel Jean Luc, directeur des archives de la documentation et du patrimoine de la ville de tours
- Père Rimbaud , prêtre de Notre-Dame-de-la-Riche
- Mme de Touveny, Fondation du patrimoine, directrice d'Indre-et-Loire
- Mme Verdelli Laura, sous les conseils de M. Dollfus (ABF)
- Association sauvegarde et étude du patrimoine religieux de Charente
- Département des études et de la prospective
- DRAC Centre
- ICOMOS
- Institut national du patrimoine
- Ministère de la culture et de la communication
- SDAP d'Indre et Loire

Personnes rencontrées :

- Mme Boudon, Maison diocésaine, archives diocésaines
- Mme Copin Laetitia, Via Patrimoine
- M. Coulon Gérard, direction de la culture et des sports, conservateur en chef du patrimoine, chef
- M. Dollfus, ABF
- Mme Ernoul Joëlle, doctorante en histoire et documentaliste à l'Abbaye de Fontevraud
- M. Fosseyeux Jean, Secrétaire général du comité pour la patrimoine culturel du ministère de la culture et de la communication et vice-président de l'ICOMOS
- M. Guidault Vincent, détaché du CG37 au Prieuré de Saint-Cosmes
- M. Guillaume Jean, Président de l'Association des amis de Ronsard
- Mme Guillaumin, Via Patrimoine
- Mme Ivroas Dantec, OT Rennes service ville d'art et d'histoire, Animatrice patrimoine
- M. Leite, adjoint au maire à la Mairie de Langeais
- M. Léniaud Jean-Michel, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et professeur à l'Ecole nationale des Chartes
- M. Macé de Lépinay, inspecteur des Monuments Historiques pour l'Ile-de-France, la région Rhône-Alpes, la Basse-Normandie et la Bretagne, conservateur général du patrimoine
- M. Maupoix Michel, Président de l'association « Sauvegarde du patrimoine culturel
- Mme Portier Claire, Mairie de Chinon ; Animatrice patrimoine du service des monuments et musées départementaux, CG 37
- Mme Vivier Sandrine, Centre national de Pastoral liturgique de Paris, Comité National d'Art Sacré

Annexe 4 : Exemples détaillés d'édifices réutilisés

Les exemples ci-dessous sont surtout des exemples portant sur des édifices de taille importante. Les exemples ont été choisis pour ce qu'ils illustraient ; il s'avère que les petits édifices sont très souvent utilisés aux mêmes fins à savoir des lieux d'exposition ou de petits concerts et étaient dans ce cadre moins enrichissant.

Le Prieuré de Saint-Cosme

Cet exposé est réalisé grâce à la documentation qu'ont bien voulu nous fournir le Conseil Général d'Indre-et-Loire, M. Guidault (responsable du site) et M. Guillaume (président de l'Association des Amis de Ronsard) et les rencontres faites avec ces deux dernières personnes et M. Coulon (conservateur en chef du patrimoine, chef du service des monuments et musées départementaux au Conseil Général).

Historique :

Construit sur une ancienne île de la Loire, le prieuré de Saint-Cosme fut édifié à la place d'un oratoire du début du X^{ème} siècle sous le vocable de Saint-Cosme et Saint-Damien. Au début du XI^{ème} siècle, Hervé de Buzançais, Trésorier du Chapitre de Saint-Martin de Tours fit construire un sanctuaire dépendant de l'abbaye de Marmoutier. Douze moines s'y installèrent. C'est en 1902 que le sanctuaire fut érigé en prieuré sous la dépendance directe de Saint-Martin, et confié à cinq chanoines qui voulaient y vivre selon la règle augustinienne. Vers cette date, de grands travaux furent réalisés : édification du chevet et du chœur de l'église ; puis, au début du XII^{ème} siècle, celle des bâtiments distribués par le cloître. Au XV^{ème} siècle, la prospérité du prieuré et la présence de Louis XI au château voisin de Plessis-lès-Tours, permirent de continuer la construction de l'église : le transept, la nef et ses bas-côtés. Sous François I^{er}, fut construit un nouveau logis pour les chanoines, à la place du bâtiment du XII^{ème} siècle, à l'est du réfectoire et de l'hôtelier ; il restera intact et habitable jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Au XVI^{ème} siècle, la communauté accueillit l'un de ses plus illustres prieurs ; en 1565, tout comme son frère avant lui, Pierre de Ronsard obtint la commende du prieuré qu'il conserva jusqu'à sa mort en 1585. Il y mena une vie fort agréable. Il dépensait beaucoup, et pour lui et pour ses religieux qu'il entretenait très libéralement. Une partie de son temps était consacré à ses devoirs de clerc (assistance aux offices de Saint-Cosme ainsi que ceux de Saint-Martin de Tours. Cette charge était en réalité peu contraignante. Il lisait donc beaucoup, s'intéressait à l'histoire de sa maison ; il

s'adonnait à la promenade dans son parc, à la pêche en Loire, au jardinage. Il recevait et rendait également visite (Catherine de Médicis et Charles IX, François d'Alençon, Cassandre Salviati, ...). Et bien sûr, il s'adonnait à la poésie. Quand il rentra au prieuré, il était déjà reconnu à la Cour comme « le Prince des Poètes ». Si Saint-Cosme n'est qu'un des prieurés dont Ronsard a le bénéfice, c'est ici qu'il réside habituellement et trouve apaisement à ses maux écrivant : « Malade et grison / Je n'aime rien tant que ma maison. » C'est donc logiquement qu'il meurt à Saint-Cosme et qu'il souhaite y être enterré au chœur de l'église.

La décadence du prieuré s'annonce avec la suppression canonique du prieuré en 1742, prononcée par l'archevêque de Tours. Celle-ci eut pour conséquence le départ des chanoines et l'église fut livrée aux démolisseurs. Le mobilier fut dispersé, les matériaux furent donnés au séminaire de Tours. Le cénotaphe de Ronsard fut descellé et remplacé dans la salle capitulaire, où il devait rester jusqu'à la Révolution. Une trentaine d'années plus tard, l'édification des levées, destinées à protéger les terres des crues de la Loire, entraîne le rattachement du prieuré à la rive gauche du fleuve : le prieuré n'est plus une île. Toujours propriété du Chapitre de Saint-Martin, le site devint alors successivement la résidence de l'archevêque de Tours, Rosset de Fleury, puis celle de l'Intendant de la Généralité de Tours, François-Pierre du Cluzel. Le départ de du Cluzel en 1783 fut le signal de l'abandon. Pour se faire de l'argent, le Chapitre de Saint-Martin fit raser le parc de Saint-Cosme en 1786. En 1791, mis en vente comme bien national, le prieuré est acheté par deux soyeux tourangeaux. Commença alors une triste période où Saint-Cosme, morcelé à l'extrême, se hérissa de clôtures, de granges, d'étables, d'appentis adossés aux ruines, avec tout à l'entour des cultures de légumes.

En 1925, le duc de Trévise, président de la Sauvegarde de l'Art français, put, avec l'aide de deux new-yorkais, M. et Mme Baylies, racheter une partie du prieuré (vestiges de l'église, maison du prieur). Des travaux de consolidation, de restauration commencèrent alors. En 1933, la Sauvegarde et la Société archéologique de Touraine retrouvent les restes de Ronsard. Malheureusement, le prieuré ne fut pas épargné pendant la seconde guerre mondiale. Le pont ferroviaire tout proche fut la cible des bombardements alliés en 1944. Le réfectoire, l'hôtelier, le régulier, furent très gravement endommagés ; la porte monumentale et le sous-prieuré disparurent complètement. Dès 1946, la restauration commença et en 1948 un décret déclara d'utilité publique l'acquisition du prieuré par le Département d'Indre-et-Loire, qui devint effective en 1951. Dès 1948 fut également fondée l'Association des amis de Ronsard sous l'impulsion de M. Maurice Roche, secrétaire général d'Indre-et-Loire.

Cet historique, certes long mais la documentation le demandait, nous permet de mieux saisir l'histoire de ce lieu et la réutilisation qui en est faite.

Protection :

Tout est classé depuis 1925.

Propriétaire actuel :

Conseil Général d'Indre-et-Loire

Utilisations actuelles :

Le prieuré de Saint-Cosme a fait l'objet, dès l'acquisition du Conseil Général, de grands travaux de restauration. Les bâtiments restant ont été mis en valeur et consolidés. Suite à une grande campagne de fouilles en 1968 et 1969 dans l'espace du cloître, le cloître du XI^{ème}-XII^{ème} siècles a été dégagé. Il est aujourd'hui un lieu de visite qui attirent 35 000 personnes par an (contre 10 000 par an au début des années 80).

La réutilisation du site a été réalisée autour de la personnalité de Ronsard qui a marqué ce lieu. La visite nous présente l'édifice et son histoire mais également celle de Ronsard (une petite exposition lui est consacrée dans la maison du prieur).

C'est dans cette logique d'hommage à Ronsard qu'ont été réalisés les jardins à partir de 1988, sous l'impulsion du directeur du tourisme du Conseil Général. Ce sont des jardins contemporains inspirés du Moyen-Age et de la Renaissance. Ils nous rappellent l'affection de Ronsard pour les roses. Au nombre de huit jusqu'en 2003, ils sont maintenant neuf (jardin rose, jardin des fleurs coupées, jardin Francis Poulenc, jardin Androuet du Cerceau, jardin du cloître, potager, verger, jardin des velours et jardin des senteurs).

Le prieuré abrite également une bibliothèque sur le thème de Ronsard qui appartient et est gérée par l'Association des Amis de Ronsard.

Le prieuré est aussi très lié à la musique ; il s'illustre par le printemps musical de Saint-Cosmes et les musicales de Saint-Cosme. La première de ses manifestations en est à son 12^{ème} festival de musique de chambre, la seconde en est à sa 5^{ème} saison. Le prieuré de Saint-Cosme veut accueillir des petites compositions de musique sacrée, ancienne ou classique. Il accueille également le festival Jazz d'Europe fin juin. Les concerts sont donnés dans le réfectoire qui a une très bonne acoustique et sont de plus en plus reconnus pour leur qualité.

D'autres événements locaux ont réinséré Saint-Cosmes dans la vie locale : les journées de la Rose (exposition-vente de rosiers le week-end de la Pentecôte), et des pièces de théâtre jouées au sein du prieuré au mois de juillet.

Ce que nous pouvons dire :

Le prieuré de Saint-Cosme est aujourd'hui réinséré dans la vie locale grâce aux efforts entrepris par le Conseil Général et l'Association des amis de Ronsard. Il est apprécié par la population locale car il a retrouvé de son éclat ; il constitue un cadre vert agréable et un lieu de visite intéressant.

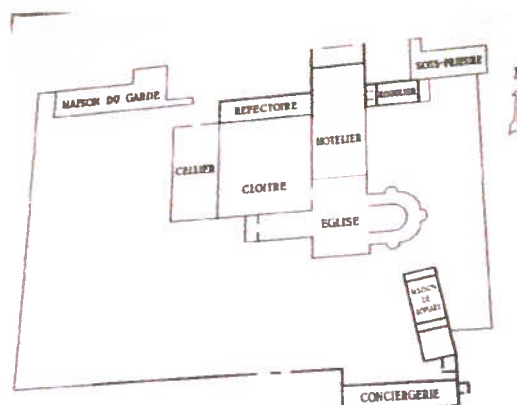
Cette opération de réutilisation a bien fonctionné pour différentes raisons. Certes, l'édifice, à moitié démoli, était désaffecté de fait depuis un certain temps et la symbolique était moins forte. Néanmoins, la réussite est due au projet qui a pris en compte l'histoire de l'édifice. Le prieuré reste un lieu d'élévation (par la poésie et la musique) et de calme. Les jardins sont un cadre agréable pour se reposer et réfléchir. La réutilisation de l'édifice a su préserver l'âme du lieu, sa symbolique. Même si nous y trouvons différentes activités, celles-ci suivent toutes la même logique, celle d'un lieu voué au calme et à la poésie.

Ce que nous pouvons reprocher à cette réutilisation est le cadre immédiat sur lequel elle donne à voir ; nous sommes en proximité directe avec des routes et des habitations. Ce point est dû à la modernisation et à l'étalement urbain. Cependant, le Conseil Général souhaite récupérer des terrains autour du prieuré pour retrouver le cadre de l'époque romane. Une nouvelle campagne de fouille est prévue pour 2005 qui devrait permettre d'organiser de manière logique les jardins en les mettant en parallèle avec les bâtiments ; le niveau de l'époque romane pourrait être retrouvé.

Reste à résoudre quelques problèmes de places pour s'arrêter au sein de ces édifices et des problèmes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite. Le Conseil Général souhaiterait également pouvoir avoir un véritable accueil pour les visites, une salle pédagogique, des loges pour les artistes. L'Association des Amis de Ronsard souhaiterait que l'édifice fasse partie du réseau des maisons d'écrivains. Les projets ne manquent pas pour continuer le travail de réhabilitation de ce lieu.

Dernier élément intéressant à souligner : l'évolution du projet au cours du temps. Lorsque le prieuré a été acquis par le Conseil Général, au début des années 50, la volonté était de réaliser un centre Ronsard, plus précisément, le Centre d'Etudes Supérieures de la Renaissance. C'est ainsi que M. Roche dans son discours du 12 juillet 1952 de clôture du Congrès international Léonard de Vinci et de l'inauguration du Prieuré restauré disait « Les étudiants de l'Institut des Lettres et les chercheurs auront à leur disposition, tant dans la maison du poète que dans le régulier reconstitué, une bibliothèque, une discothèque et des collections variées [...] ». Dans un autre discours, où il exposait ces projets pour le prieuré, il parlait de la création d'une salle de congrès « où se réuniront un jour les lettrés du monde entier pour honorer Ronsard. » Seule survivie de ce grand projet la petite bibliothèque de l'Hôtelier dont les ouvrages pour une grande partie font double usage avec les

œuvres des bibliothèques tourangelles ; le CESR se trouve au centre de Tours, endroit beaucoup plus facilement accessible pour les étudiants. Ce point nous montre et nous apprend qu'il faut réaliser des projets à l'image des édifices et qu'il ne faut pas être trop ambitieux par rapport à la taille du monument. Les grands projets et la réalité ne font pas forcément bon ménage.



La chapelle Saint-Yves à Rennes

Cet exposé est réalisé grâce aux documents fournis par l'Office du tourisme (notamment pour l'historique de la brochure retraçant l'exposition qui se trouve dans la chapelle) de Rennes et à un entretien avec Mme Dominique Irvoas-Dantec, animatrice du patrimoine de la ville de Rennes.

Historique :

Le 8 octobre 1358, E.J. Le Bouteiller, prêtre du diocèse de Tréguier et R. De Lomé, curé de la paroisse Saint-Etienne, signent l'acte de fondation de l'hôpital qui sera constitué de la maison offerte par le fondateur, d'une salle pour passants et malades, d'une petite chapelle primitive sur un site lié à l'eau et représentatif de l'histoire hospitalière. La guerre de succession entre les Blois et

les Montfort pour le Duché de Bretagne fait subir à la ville de Rennes, de 1340 à 1357, de longs sièges successifs, se soldant par famine, misère et épidémies. L'hôpital, initialement dédié à la Vierge, est édifié pour combattre ces fléaux. Le patronage de Saint-Yves n'apparaît qu'en 1403. De 1358 à 1461, l'hôpital vit des dons de charité. Il reçoit au XV^{ème} siècle des subventions de la ville. Son domaine foncier s'étend et il bénéficie de nombreuses rentes. La chapelle actuelle est édifiée dans le dernier quart du XV^{ème} siècle durant cette période de prospérité. En 1522, la confrérie de Saint-Yves et de Saint-Bertrand lui donne une grande importance par les indulgences attachées à sa visite et draine des sommes conséquentes. Toutefois, la peste de 1563, la montée des prix et la dévaluation des monnaies mettent à bas cette aisance. En 1617, la salle des malades s'effondre : la ville emprunte 6000 livres pour reconstruire et fait appel à l'architecte Germain Gaultier. Deux corps de bâtiments en équerre, l'un le long de la Vilaine, l'autre bordant la rue le Bouteiller, autrefois rue du port Saint-Yves, déterminent le quadrilatère de l'hôpital, fermé au nord par la chapelle. A l'est, un grand corps de logis jouxtait l'hôtel de la Costardais acheté par les Augustines hospitalières de la miséricorde en 1644, ancien lieu de la gare-robe ducal.

En 1661, une petite chapelle, placée sous le patronage de l'Ecce Homo, est édifiée dans l'enceinte de l'hôpital grâce à un legs du secrétaire-audiencier en la chancellerie de Bretagne. En 1755, la cathédrale menaçant ruine, le service est transféré à Saint-Yves jusqu'à la Révolution. Au XIX^{ème} siècle, les travaux pour l'achèvement des quais de la Vilaine entraînent la démolition de l'hôpital et de ses dépendances, transféré en 1863 au nouvel Hôtel Dieu rue de la Cochardière. Seule subsiste la chapelle qui fait office de magasin au rez-de-chaussée et d'habitation à l'étage. En 1949, la maison Marcillé y tient sa quincaillerie.

La ville de Rennes a acquis la chapelle il y a plusieurs années et la restaurée.

Protection :

La chapelle Saint-Yves est classée Monument Historique depuis 1945.

Propriétaire actuel :

La ville de Rennes

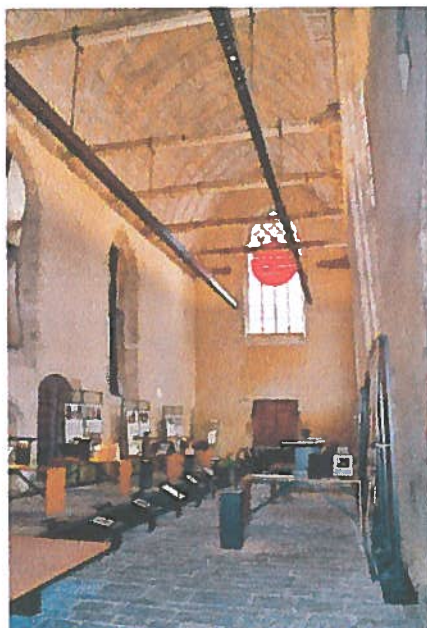
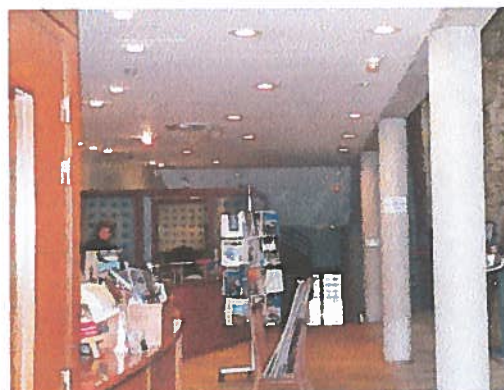
Utilisations actuelles :

Après restauration, la chapelle Saint-Yves a été destinée à abriter une partie de l'Office du tourisme qui recouvre en plus de la chapelle deux autres bâtiments. Les vitraux de la chapelle ont été refaits par un artiste contemporain et la chapelle abrite une exposition permanente sur le

patrimoine rennais. Le reste de l'Office du tourisme abrite les fonctions de renseignements et d'accueil ainsi que les bureaux des personnes chargées du patrimoine de Rennes qui est « ville d'art et d'histoire ».

Ce que nous pouvons dire :

Cette chapelle est le bon exemple d'une réutilisation alliant neuf et ancien de manière intelligente et respectueuse du passé. En effet, la chapelle est aujourd'hui éclairée par des vitraux contemporains réalisés par Gérard Lardeur. La chapelle elle-même a été réservée à l'exposition portant sur le patrimoine rennais ; la scénographie et les vitraux se veulent respectueux de l'ancienne fonction de la chapelle et sont donc très sobres rappelant ainsi le combat contre la pauvreté de l'hôpital (les malades qui étaient soignés à Saint-Yves étaient principalement les ouvriers, les domestiques, les communautés pauvres de la ville, les prisonniers, les infirmes indigents et les enfants abandonnés). Il n'a pas été question d'installer le côté commercial de l'Office de Tourisme à cet endroit, par respect de l'édifice. Trois ensemble architecturaux constituent l'ensemble de l'Office de tourisme, la chapelle Saint-Yves, une maison à pan de bois du XVII^{ème} siècle, et une construction contemporaine, en forme de coursive de paquebot.



L'abbaye de Saint-Amant-de-Boixe

Cet exposé est réalisé grâce aux documents fournis par l'association Via Patrimoine et grâce à un entretien avec Mme Nathalie Guillaumin et Mme Laetitia Copin, personnes appartenant à l'équipe de Via Patrimoine.

Historique :

Disciple de Saint Cybard au VI^{ème} siècle, Saint Amant se retire dans la forêt de la Boixe pour y vivre en ermite, au lieu-dit de la Macarine. Très vite, il attire à ses côtés un grand nombre de disciples qui fondent à sa mort une communauté religieuse au milieu de la forêt. Au XI^{ème} siècle, le monastère fut transféré sur le site actuel quand les comtes Taillefer abandonnèrent leur château d'Andone pour construire celui de Montignac. L'abbaye fut élevée entre les XI^{ème} et XII^{ème} siècles. L'abbaye bénédictine est un haut lieu de l'architecture romane en Charente et la plus grande église de Charente après la cathédrale d'Angoulême. Elle a été édifiée en deux campagnes : l'une avant 1125 (qui a permis notamment l'érection de la façade du transept nord très largement inspirée de la cathédrale d'Angoulême) et l'autre avant 1170 (construction d'une partie de la nef et de la sobre et élégante façade occidentale). L'église présentait alors un plan à absidioles échelonnées. L'église est consacrée en 1170. Au XIII^{ème} siècle, un incendie endommage le bras sud est du transept, le chœur roman et une partie des bâtiments conventuels. Le chœur est reconstruit un siècle plus tard en adoptant le style gothique rayonnant, de même que le cloître. A cette même époque, la crypte située sous l'ancienne absidiole sud est ornée de peintures murales aujourd'hui en partie déposées et exposées dans le bras du transept sud. Les guerres de Cent ans puis de Religion affaiblissent l'abbaye qui est vendue comme bien national à la Révolution française. Outre l'église, plusieurs bâtiments abbatiaux d'époque médiévale sont parvenus jusqu'à nous : la porterie (bâtiment d'accès de l'abbaye), le cloître édifié au XII^{ème} siècle puis complété au XIV^{ème} siècle, la cuisine, le réfectoire, le cellier voûté d'un berceau brisé de 300 m². Dans les années 70, une partie des bâtiments abbatiaux ont été achetés par la commune. Quelques restaurations ont eu lieu dans le courant des années 80. Il n'y avait alors aucun projet pour l'abbaye. Ce n'est qu'en 1998, lorsqu'elle adhère à l'association Via Patrimoine que la commune décide de laisser la tâche de trouver une fonction à l'édifice à l'association.

Protection :

L'église est classée au Monuments Historiques depuis 1840, les bâtiments abbatiaux depuis 1935

Propriétaire actuel :

Mairie de Saint-Amant-de-Boixe pour 80 % de l'édifice ; le reste est en ZAD (zone d'aménagement différé) ; depuis le milieu des années 70, la commune acquiert petit à petit les parties de l'édifice

Utilisations actuelles :

Le projet de réutilisation de l'abbaye est en cours et les travaux de restauration se poursuivent. Néanmoins, la porterie abrite déjà une antenne de Via Patrimoine, Pôle patrimoine et en 1999, Saint-Amant devient une halte jacquère. Toute l'année, mais plus particulièrement l'été, l'abbaye de Saint-Amant-de-Boixe est déjà le cadre de nombreuses animations : visites guidées, visites à la torche, randonnées sur les pas des pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle, concerts, visites épicuriennes, conférences, expositions, résidences d'artistes, ateliers d'enfants, visites découvertes, cycles de conférences consacrées à l'archéologie, WE de la Saint-Jacques. Le cellier de l'abbaye est proposé à la location pour des conférences, séminaires, expositions, mais également repas de mariage ; sa capacité est de 200 personnes. En 2001, des sépultures ont été dégagées sur le parvis de l'église ; depuis 2002, des fouilles ont lieu chaque été dans le cloître à la joie des enfants du village et des jeunes qui peuvent participer à ces chantiers de fouilles.

En 2005, l'abbaye devrait accueillir le Centre d'Interprétation de l'Architecture Romane. Ce lieu de rencontre, de réflexion et d'animation, proposera des expositions, des conférences, des ateliers d'enfants, des animations et des visites guidées thématiques. L'abbaye disposera également d'une librairie, de salles pédagogiques et d'un centre de documentation destinée aux chercheurs et aux étudiants.

Ce que nous pouvons dire :

Le projet est en cours de réalisation, il est donc difficile d'apporter un avis sur la globalité de celui-ci. Nous pouvons cependant déjà relever un certain nombre de points positifs. Ce projet s'appuie sur la culture et la population locale. Les enfants de la commune participent à des initiations à l'archéologie ; en parallèle des visites de l'abbaye des visites du bourg sont organisées. Les habitants redécouvrent ainsi leur patrimoine. Le projet global est tourné vers la découverte de l'architecture romane et de l'archéologie et a le soutien actif du maire de la commune et des habitants qui retrouvent une nouvelle image pour leur commune. Le respect de la symbolique du lieu est aujourd'hui difficile à évaluer, les parties conventuelles étant en travaux.



L'Abbaye royale de Fontevraud

Cet exposé s'appuie sur de la documentation fournie par le CCO et sur un entretien réalisé avec Mme Joëlle Ernoul, documentaliste au CCO et doctorante en histoire.

Historique :

A la charnière des XI^{ème} et XII^{ème} siècles, plus précisément en 1101, un pieux personnage, Robert d'Abrissel, fonde un monastère, où il se fera enterrer quelques années plus tard. Pendant sept siècles, l'Abbaye de Fontevraud, avec les nombreux prieurés qui en dépendent, va entretenir la flamme d'une vie religieuse authentique. Des rois appartenant à la famille des Plantagenêt la choisiront comme dernière demeure et de nombreuses abbesses de sang royal se succéderont à la tête de l'abbaye. Particularité de cette abbaye, vécurent côte à côte des religieux et des moniales, qui étaient tous placés sous l'autorité unique d'une femme, l'abbesse. L'ordre des fontevristes est un ordre double. Au milieu du XII^{ème} siècle, Fontevraud connaît son apogée et en profite pour se lancer dans de grandes campagnes de construction. Par contre, dans la première moitié du XIII^{ème} siècle, la mauvaise situation économique ralentit l'activité et le rayonnement de Fontevraud. Au cours des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles vont se succéder des abbesses Bourbon qui vont restaurer et

embellir le monastère. Au début de la Révolution, Fontevraud constitue encore une communauté vivante et riche.

Néanmoins, lors de la vente des Biens Nationaux, sur décret du gouvernement touchant toutes les maisons religieuses, l'Abbaye doit être vidée de ses occupants. En 1791, la dernière religieuse quitta donc l'abbaye qui fut d'abord vendue à un privé avant d'être transformée en prison par un décret de 1804. L'architecte Normand est chargé par le Ministère de la Justice de concevoir des plans d'un pénitencier susceptible de loger 2 000 prisonniers de droit commun, là où vivaient 200 religieuses environ. Ceci entraîna la division des espaces monumentaux de l'église abbatiale, du réfectoire et des dortoirs par plusieurs niveaux de plancher. Les galeries du cloître furent surélevées pour desservir les étages entresolés ; les percements des façades furent modifiés, leurs proportions dénaturées. C'est alors une autre forme de reclus qui succèdent aux moniales et religieux : des détenus. En 1840, l'abbaye est classée Monument historique par Prosper Mérimée. Des personnages comme Blanqui ou Maurras furent détenus dans cette prison. A la fin du XIX^{ème} siècle, sous le régime pénitentiaire, des premiers travaux de restauration sont effectués ; ils se continuent pendant le XX^{ème} siècle.

En 1962, Fontevraud cesse d'être une prison et est rendue aux Monuments Historiques l'année suivante. Les premiers travaux de déblaiements et de restaurations systématiques commencent alors. C'est en 1975 qu'est mis sur pied le Centre Culturel de l'Ouest, sous l'impulsion conjuguée de la Région des Pays de la Loire et du Ministère de la Culture.

Protection :

Classé au titre de Monument historique depuis 1840

Propriétaire actuel :

Depuis 1804, l'édifice appartient à l'Etat, tout d'abord au Ministère de la Justice, aujourd'hui au Ministère de la Culture, qui est donc responsable de son entretien et de son animation, et qui a délégué au Centre Culturel de l'Ouest, par une convention signée en 1991, la charge de l'animation et de la gestion du monument.

Utilisations actuelles :

Le ministère de la culture s'est efforcé de trouver une solution à l'abbaye de Fontevraud en procédant par une analyse archéologique et architecturale, débouchant sur un schéma directeur d'aménagement. But : faire vivre le monument et pour cela l'adapter aux nécessités de la vie contemporaine par un type d'activité qui s'inscrit harmonieusement dans le cadre prévu pour le

recevoir. Il fallait trouver une nouvelle vocation capable de prendre le relais de ces siècles de réclusion au début religieuse puis pénitentiaire.

Fontevraud est devenu le Centre Culturel de l'Ouest. Il regroupe différentes activités. Tout d'abord, il y a un circuit de visite organisée de manière libre ou guidée avec des projections multimédia. Fontevraud accueille également des classes de patrimoine (12 classes par an pendant une semaine sur trois jours ou à la journée). Il existe des stages de chant grégorien. L'abbaye organise également des concerts (classiques, baroques et exceptionnellement d'autres types de musique comme Cesaria Evora). Des animations, publications et expositions sont réalisées chaque année autour d'un thème choisi annuellement ; cette année le thème est celui d'Aliénor d'Aquitaine autour duquel se dérouleront des concerts, des expositions, des banquets, des colloques, et d'autres animations. Au sein du moutier Saint-Lazare, qui a été successivement une léproserie puis une maison de repos pour les religieuses, a été installée une hôtellerie en vue de l'accueil de congressistes. Enfin, il y a des résidences d'artistes dans l'abbaye (trois mois répartis sur une année avec le montage d'un projet en rapport avec l'abbaye).

La nouvelle vocation est double : d'une part, recevoir un public important et organiser la visite du monument pour ce dernier et, d'autre part, animer et adapter le monument pour en faire un centre culturel de rencontres et d'animation.

Ce que nous pouvons dire :

Le défi a en partie été relevé : adapter ce monument conçu d'abord pour le recueillement d'un ou plusieurs groupes de religieuses, puis transformé en espace carcéral, donc dans les deux cas un monument de caractère claustral où le silence et la contemplation obéissent à une règle très stricte. Le projet de restauration n'est pas encore totalement terminé et des projets sont encore en train de voir le jour (dépôt archéologique dans le moutier de la Madeleine, cafétéria au niveau de l'accueil, ...).

Cet ensemble monastique est somptueux, néanmoins nous pouvons lui reprocher d'être aujourd'hui un peu aseptisé, et ce en grande partie à cause de sa restauration. Les remarques des visiteurs le traduisent bien, comme le montre ces quelques extraits du livre d'or de Fontevraud.

« Oui c'est magnifique, oui c'est joli mais où est l'âme de cette église »

« Très blanc, très net, très vide, très triste »

« Très belle reconstitution du genre IKEA du spirituel ; pour ce qui est de l'âme, ça reste loin derrière. Dommage »

« L'abbaye est très bien rénovée mais cependant un peu trop ce qui enlève une partie du charme et de la magie de ce lieu »

Il est bien évident que nous montrons ici les remarques négatives ; les commentaires ne
arissent pas non plus d'éloges pour cet édifice et sa réutilisation.

Le CCO essaie, du mieux qu'il peut, d'organiser l'accès du public dans le silence
ouhaitable pour cette enceinte afin de respecter le lieu, qui, rappelons-le, était à l'origine un lieu
le prière et de recueillement. L'organisation des visites est ainsi réfléchie et pensée dans le cadre
du respect dû au caractère sacré du lieu.

Nous pouvons regretter qu'il ne soit pas assez fait mention du passé carcéral de l'édifice qui
fait aujourd'hui partie intégrante de l'âme du bâtiment. Il ne reste quasiment aucune marque de
l'époque pénitentiaire, celle-ci ayant été rejetée au moment des débuts des travaux de restauration.

Malgré ces remarques, l'abbaye de Fontevraud est un ouvrage magnifique, situé dans un
cadre calme et verdoyant et voué à la culture et à l'apprentissage. Ce projet, pensé globalement fait
de cet édifice un lieu reconnu au-delà des frontières régionales.

